ÉCHANGES

N° 136 — Printemps 2011 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

L'impact de la **CATASTROPHE JAPONAISE**, p. 3

ÉGYPTE, une insurrection, pas une révolution, p. 9

◆ Dans les publications : monde arabe, p. 26

ÉTATS-UNIS. Que s'est-il passé dans l'Etat du Wisconsin ?, p. 28 ◆ Une visite à Madison, p. 32 Les Etats-Unis et « leurs » guerres, p. 40 ◆ Dans les publications, p. 49

Dans les publications, monde, p. 50

ESPAGNE. Lettres de Barcelone : « Je viens de la place de Catalunya », p. 51 ◆ « Je vais te parler seulement de ce que j'ai vu », p. 52 ◆ Forces et limites de la manifestation, p. 54 ◆ Dans les publications, p. 57

CORRESPONDANCE. « Les techniques ne sont pas neutres », p. 59 ◆ « Les technologies, c'est le contraire de l'autonomie », p. 59

Dans les publications : France, p. 62 ◆ Théorie, p. 63 Sommaires, p. 66 ◆ Histoire, p. 68 ◆ Catalogues, p. 69

NOTES DE LECTURE. « Venezuela : révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien », de Rafael Uzcátegui, p. 70 ◆ « La Commune de Paris 1870-1871 », descommunards, p. 71

ÉCHANGES N° 136 — Printemps 2011

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations
et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges
et mouvement sont régulièrement déposées
dans les librairies suivantes :

à Angers
L'Etincelle, 26 rue Maillé
☎ 02 41 24 94 45

à Brest
Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01

à Lyon
La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

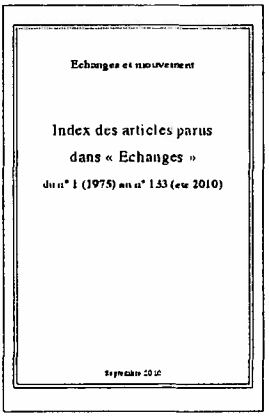
à Paris
La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.
Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10
Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.
Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.
Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08
Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Rennes
Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada
La Sociale CDL, Case postale 266
succ. C. – Montréal, Québec
Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRES PARUTIONS

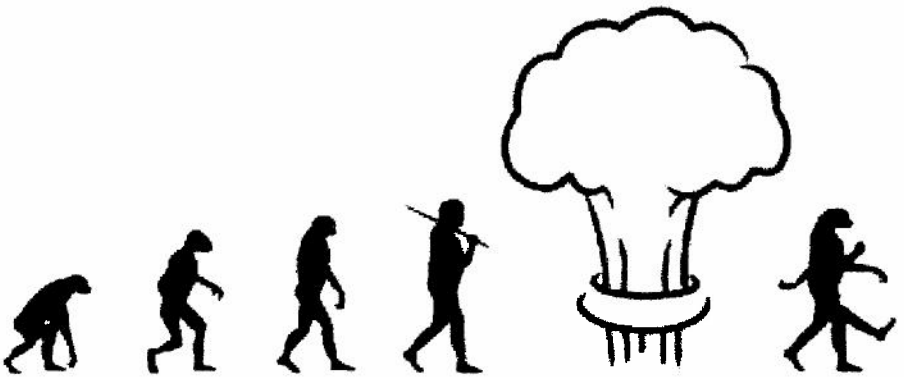
Les articles figurent dans plusieurs entrées (un article sur une grève dans une mine russe apparaît sous les rubriques « Luttes », « Russie », « Mines »). — Dans chaque entrée les articles sont classés par ordre chronologique de parution.



Liste des rubriques : Aciéries ; Afrique ; Amérique du Nord ; Amérique du Sud ; Asie-Pacifique ; Automobile ; Cinéma ; Crises financières ; Disparitions ; Electronique ; Ecologie ; Economie (et sa critique) ; Energie ; Europe ; Guerres et armements ; Histoire ; Immigration ; Livre (imprimerie, presse) ; Logement ; Luttes sociales et politiques ; Mines ; Misère, chômage, précarité ; Notes de lecture ; Organisation(s) ; Partis et élections ; Ports et docks ; Salaires ; Santé ; Syndicats ; Textile ; Théorie ; Transports ; Travail (organisation) ; Travail (débats sur le travail) ; Travail (temps de) ; Violence politique, prisons.

Ce recueil d'articles publiés dans *Echanges* entre 1979 et 2010 permet d'avoir une vue d'ensemble sur trente années d'histoire des luttes ouvrières dans une industrie primordiale pour le capitalisme. La restructuration du capital est aussi la restructuration des luttes, qui ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même.
Ni patrie ni frontières, 180 p., 6 euros

L'IMPACT DE LA CATASTROPHE JAPONAISE



Alors que le capitalisme se veut être la fin de l'histoire, les deux catastrophes successives qui se sont produites au Japon viennent de montrer au monde entier la fragilité d'un système hyper- industrialisé. Comme toujours, il faut une catastrophe pour qu'enfin les technocrates et scientifiques daignent établir un état des lieux, pendant que la presse se déchaîne avec des « plus jamais ça ». Mais une fois l'orage passé, on en revient toujours aux pratiques critiquées la veille, qu'il s'agisse de la « crise financière »

Dessin paru sur http://www.extaseo.com/ blog.html?tag=dessins+anim%E9es+japonais

aussi bien que des catastrophes naturelles ou industrielles.

En effet, il faut se souvenir de l'accident nucléaire de Tokaimura du 30 septembre 1999 : cette ville japonaise de 35 000 habitants (située à 150 km au nord de Tokyo sur la côte Pacifique) fut touchée par une réaction nucléaire en chaîne. Une zone de 10 km autour du centre expérimental de traitement de l'uranium fut contaminée par un niveau de radioactivité dépassant 16 000 fois la norme. 300 000 personnes seront confinées chez elles. Le bilan officiel indique que 55 personnes furent irradiées.

Mais, comme nous le verrons, la succession des événements catastrophiques commence à devenir un véritable problème pour le capitalisme, qui en principe s'adapte très rapidement à celles-ci, comme facteur de relance de l'économie. C'est ce point particulier que nous allons aborder ici ; tout en soulignant que nous sommes toujours sous la menace d'une explosion nucléaire à Fukushima.

La situation économique

Le Japon est le quatrième exportateur mondial après la Chine, l'Allemagne et les Etats-Unis. Son PIB est de 5 460 milliards de dollars (2010) soit le double de la France, avec une population de 127 millions d'habitants (double de la France). Cette population est l'une des plus fortement concentrées au monde, elle est vieillissante et diminue.

Le Japon est le premier partenaire commercial des Etats-Unis, le premier investisseur en Chine, son premier fournisseur et client. Après une forte récession en 2009 (–6,3 %), le Japon a renoué avec la croissance en 2010 (+ 3,9 % de croissance du PIB).

Le Japon, plus exactement sa banque centrale, mène une lutte permanente contre la déflation.

La dette japonaise est une des plus élevées au monde : 200 % du PIB ; mais elle est financée par l'épargne japonaise, ce qui vis-à-vis de l'étranger la rend relative. Le Japon comme la Chine a d'importantes réserves de change : 1 000 milliards de dollars.

Fukushima: les conséquences immédiates du cataclysme

C'est en boucle que les médias vont montrer une population impassible et disciplinée face à la double catastrophe engendrée par des séismes répétés à forte magnitude (7,1). C'est tout d'abord la production d'électricité qui devient insuffisante ; à partir de ce moment ce sont les infrastructures qui entrent en déficience, notamment les transports, nœud de la logistique japonaise du flux tendu et juste-à-temps. La circulation des personnes et des marchandises ne se fait plus normalement, des usines ne fonctionnent plus et l'expansion de la radioactivité à partir de Fukushima entraîne un important exode de population – on parle de 450 000 personnes, auxquelles s'ajoutent celles qui commencent à fuir Tôkyô, dont l'eau contient de la radioactivité, comme d'ailleurs l'alimentation. Les Japonais sont à ce niveau sans solution véritable, victimes de la solution nucléaire, mise en place par l'Etat. Pour savoir véritablement ce qui se passe, ils doivent écouter ce qui se dit dans les médias de l'étranger ; sur place la réserve est de mise.

Ce n'est pas encore Tchernobyl, nous dit-on pour nous rassurer, mais il est de toute évidence que la situation est bien plus grave, car la concentration de population y est très

dense au Japon. Une ingénieure en thermodynamique russe pense qu'effectivement Fukushima est plus grave que Tchernobyl (1). Si elle a raison , voilà un extrait de la situation observée à Tchernobyl par le professeur Nesterenko :

« Le réacteur reposait entièrement sur une dalle de béton de 1 mètre d'épaisseur. En bas, sous le réacteur, on avait construit de puissantes chambres de béton pour la collecte des déchets radioactifs.

Comme le personnel continuait à pomper l'eau dans le réacteur avec les pompes de circulation, l'eau s'infiltra bien sûr dans ces souterrains en béton armé**. Un grand risque apparut : si la masse en fusion perçait la dalle de béton sous le réacteur et pénétrait dans ces chambres de béton, il pouvait se créer des conditions favorables à une explosion atomique. Les 28-29 avril 1986, les collaborateurs du département de la physique des réacteurs de l'Institut de l'énergie atomique de l'Académie des sciences de Biélorussie ont fait des calculs qui montrèrent que 1 300 à 1 400 kg du mélange uranium+graphite+eau constituaient une masse critique et une explosion atomique d'une puissance de 3 à 5 mégatonnes pouvait se produire [c'est 200 à 330 fois la puissance de l'explosion d'Hiroshima]. Une explosion d'une telle puissance pouvait provoquer des radiolésions massives des habitants dans un espace de 300-320 km de rayon (englobant la ville de Minsk) et toute l'Europe pouvait se trouver victime d'une forte contamination radioactive rendant la vie normale impossible (2). »

Dans le cas de Fukushima, ce n'est pas un réacteur qui est en cause mais quatre. Personne n'ose envisager ce qui se passerait en cas d'explosion.

Les Bourses s'affolent : quand le séisme touche le monde de l'argent

Devant l'impuissance, sauf à injecter de l'eau de mer en permanence sur les réacteurs, la finance japonaise et internationale a vite réagi ; les banques centrales sont intervenues pour essayer de maîtriser tous les dysfonctionnements pouvant faire perdre des milliards et relancer la crise financière qui couve toujours. « Il faut soutenir les marchés », c'est là l'obsession véritable des agents du capital. Alors dès la mi-mars, la Banque centrale japonaise (BoJ) procède à une injection massive de 15 000 milliards de yens (131,2 milliards d'euros) en une journée. Mais déjà les Bourses mondiales chutent de 5 % et les titres du secteur nucléaire vont prendre un sérieux coup ; Areva, par exemple, perdra 9 % le 15 mars. La compagnie d'électricité Tôkyô Electric Power (Tepco), qui exploite les centrales nucléaires japonaises du Nord-Est (Tôhôku), voit son action chuter de 23,5 % et tous les détenteurs de titres se précipitent pour vendre (de même pour le secteur automobile : perte entre 10,9 % et 8 %.)

En Europe, les répercussions vont s'abattre sur l'industrie de luxe, dont le marché japonais est l'un des grands demandeurs ; il représente entre 11 % et 15 % des ventes mondiales (180 milliards d'euros). LVMH , le numéro un mondial du luxe, dégringole en Bourse (Cac 40) de 3 %.

Les milieux financiers se sont rapide-

(1) (http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/01/97001-20110401FILWWW00666-fukushima-bien-pire-que-tchernobyl.php)

(2) « Les véritables dimensions de la catastrophe de Tchernobyl, lettre du professeur Nesterenko à Wladimir Tchertkoff, Solange Fernex et Bella Belbéoch, http://www.dissident-media.org/infonucleaire/hypothese_nesterenko.html#ancre371832)

ment retrouvés face à une forte montée du yen, qu'ils attribuèrent au rapatriement massif de fonds japonais placés à l'étranger pour financer la reconstruction. Les membres du G7 sont intervenus par le truchement des banques centrales pour enrayer la hausse du yen.

Les conséquences industrielles

La presse donne un premier bilan chiffré de l'ensemble des destructions, de 200 à 300 milliards de dollars, trois fois plus que le coût des destructions de Kôbe en 1995. La banque centrale japonaise estime que l'économie est dans « un état grave ». Le taux de croissance du Japon pour 2011 est estimé dans le meilleur des cas à 1 % (généré par la reconstruction) mais ce pays pourrait de nouveau entrer en récession.

A la mi-mars 2011, trois jours après le séisme , le secteur de l'automobile était en berne. Toyota, Honda, Nissan, Sony, Mitsubishi Motors, Suzuki Panasonic, Tôshiba... subissaient d'importants dégâts et certains se trouvèrent dans l'impossibilité de sortir une seule voiture, faute d'approvisionnement de pièces détachées. Toyota, avec 12 usines fermées, indiquait perdre 72 millions de dollars par jour ; lors de la présentation de ses résultats annuels, le 11 mai (l'exercice fiscal au Japon court du 1er avril au 31 mars), il indiquait avoir perdu déjà 110 milliards de yens (environ 9,6 milliards d'euros) ; depuis le 11 mars, le nombre de véhicules sortis des chaînes de montage au Japon a chuté de 63 % ; 500 types de composants étaient fournis par des entreprises situées dans leszones sinistrées ; les usines de Toyota ont redémarré le 18 avril, mais elles tournent à 50 %de leurs capacités au Japon et à 40 % à l'étranger. Toyota, comme d'autres groupes, commencent à payer les revers du flux tendu (« zéro stock »).

Si l'on s'en tient à la situation présente (absence d'une explosion nucléaire), le séisme japonais ne devrait pas entraîner un grand bouleversement de l'économie mondiale, seulement un ralentissement du déplacement/délocalisation vers la zone Asie/Pacifique. En effet le Japon représente environ 6 % du PIB mondial (Pdpa) et la région sinistrée 8 % du PIB japonais, ce qui ramène à considérer l'impact à 0,5 % de la production du monde. Les économistes sont très optimistes : ils pensent que le PIB mondial devrait croître de 4 % en 2011 ; autant dire que la crise serait surmontée et qu'un nouveau cycle d'expansion capitaliste serait possible. Même si cela devait se produire, le système ne serait pas tiré d'affaire et continuerait à buter en permanence sur toutes ses contradictions.

Le paradoxe veut que le séisme aura l'effet d'une guerre ayant dévasté le Japon, ce dernier ayant beaucoup de réserve de change et pouvant rapatrier des finances de l'étranger, ce qui va faire la joie de certains pays à l'exportation. Par exemple si le Japon remplace le nucléaire par des centrales thermiques, une hausse des importations d'environ 200 000 barils de pétrole est à prévoir, selon l'Agence internationale de l'énergie. Une telle importation devrait engendrer une augmentation durable des cours du pétrole et un renchérissement de tous les produits qui dépendent de cette énergie (agriculture notamment). Mais les nucléocrates français ont flairé l'affaire : Sarkozy et Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, se sont précipités au chevet du Japon pour placer l'EPR français dont ils voudraient faire reconnaître, lors du G20, la fiabilité et enfin définir une « norme de sûreté nucléaire internationale » visant à sau-

Manifestation anti-nucléaire, le 10 avril 2011, demandant la fermeture de la centrale de Hamaoka, en raison de l'instabilité sismique de cette région. Cette centrale a été fermée le 9 mai.

ver le nucléaire . Le contexte est bon pour faire passer la pilule.

Néanmoins il y a une petite différence avec une guerre : le risque de guerre n'est pas garanti par les assurances alors que les catastrophes naturelles le sont, par un système de réassurance ; il en résulte qu'une bonne partie des 34,6 milliards de dollars de coût du sinistre sera épongée par les réassureurs internationaux. En comparaison, le sinistre de l'ouragan Katrina en Louisiane en 2005 avait engendré un coût de 71,2 milliards de dollars. En France, la SCOR évalue sa quotepart à 185 millions d'euros.

Les réactions sociales

Apparemment il n'y a pas de réactions ouvrières : il semble que les usines fermées pour différentes raisons aient payé au moins une fraction des salaires. Certaines ont déjà repris leur activité.

Les seules protestations associant organisations étudiantes, syndicales ou parallèles comme les Zengakuren (3) (peut-être seulement les éléments marginaux les plus radicaux) semblent quasi quotidiennes depuis le 20 mars dans différentes villes, parfois devant le siège de la firme de Fukushima. Elles ne rassemblent pas les foules, mais parfois entre 1 000 et 2 000 manifestants mêlant étudiants et travailleurs, souvent attaqués par la police (blessés et arrestations). Antinucléaires, les slogans semblent déborder, dans le genre «Luttons pour vivre », « Changeons le monde comme en Egypte ». Rien de plus.

Le journal *Le Monde* du 5 avril 2011 (« La contestation antinucléaire devient plus visible au Japon ») relevait que

> « dans un pays qui n'a plus connu de grand mouvement de contestation de rue depuis les années 1970, c'est une évolution notable. "Le 12 mars, nous n'étions que 20", rappelle Ryota Sono, jeune militant qui suit le mouvement depuis le séisme. Ce dimanche 3 avril, 350 personnes ont bravé le froid tokyoïte pour défiler dans le quartier de Kasumigaseki, siège de nombreux ministères et agences. (...) Depuis le 12 mars, pas une semaine ne passe sans une ou deux manifestations à l'appel d'organisations comme Gensuikin, les syndicats Doro-Chiba (4) ou Zengakuren, voire Tanpoposha (5), une association née en 1989, quand le Japon s'inquiétait de la pollution radioactive des produits ali-

(3) Abréviation de Zen Nihon gakusei jichikai sôrengô : Confédération des associations étudiantes du Japon.

(4) Abréviations pour respectivement : Gensuibaku kinshi Nihon kokumin kaigi, Rassemblement des citoyens japonais pour l'interdiction des bombes atomiques, et Koku tetsudôrôkesha rôdô kumiai Chiba, section de Chiba du Syndicat ouvrier des conducteurs de chemins de fer japonais.

(5) Tanpoposha : Société du pissenlit.

mentaires provoquée par l'accident de Tchernobyl.

L'affluence croît : 1 000 personnes dans le quartier tokyoïte de Shibuya le 20 mars, 1 200 personnes le 27 dans celui de Ginza. D'autres rassemblements sont attendus, notamment une "manifestation super massive contre les centrales nucléaires". »

Dimanche 10 avril, le mouvement anti-nucléaire a réussi à faire descendre dans les rues de Tôkyô plus de 15 000 personnes, contre quelques centaines une semaine auparavant. Une mobilisation sans précédent dans l'archipel depuis vingt ans. Selon l'Selon l'agence de presse Kyodo, (http://japon-gekokujo.over-blog.com/ext/http://english.kyodonews.jp/news/2011/04/84371.html) ce sont en effet 17 500 personnes qui ont participé à deux manifestations dans la capitale pour protester contre les centrales nucléaires.

LES ÉCOLOGISTES SONT-ILS DÉJÀ IRRADIÉS ?

Il n'y a guère qu'en Allemagne que les anti-nucléaires se mobilisent et organisent de puissantes manifestations. En France, les manifestations anti-nucléaire sont restées très localisées, bien que nombreuses elles n'ont pas été à même d'engendrer un mouvement d'ensemble pour le moment. Nous ne voyons pas une grande motivation du mouvement écologiste (6) pour aller dans ce sens. On a même l'impression que le nucléaire fait parti du patrimoine historique du pays dont il faudrait être fier.

G. Bad

(6) Le président de l'Observatoire du nucléaire, Stéphane Lhomme, s'est attaqué de front à Nicolas Hulot : « Il faudra maintenant que Nicolas Hulot lève l'ambiguïté sur la durée de sortie du nucléaire, il n'est pas un écologiste crédible, pour moi il reste le candidat des multinationales, avec EDF, Bouygues et L'Oréal comme sponsors. »

DANS LES PUBLICATIONS/ NUCLÉAIRE

◆ *Sortir du nucléaire* n° 49 (printemps 2011) : « 1986 Tchernobyl, 2011 Fukushima, folie nucléaire, jusqu'à quand ? ».

◆ *Arrêt immédiat et sans condition du nucléaire,* un 4-pages de l'OCL : « La "décision immédiate de sortie du nucléaire" ? Une arnaque ! » : « Diminuer la consommation d'énergie n'est pas une affaire individuelle, mais implique une rupture avec le productivisme, lié intimement au capitalisme – donc sortir du nucléaire dans la durée ou immédiatement n'est pas une question technique, mais politique : continuité et aménagement du système ou rupture avec sa logique et redéfinition des modes de production et de consommation. »
http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article971

◆ Dans le n° 210 (mai 2011) de *Courant alternatif,* mensuel de l'OCL , trois articles : « La transparence jamais n'abolira la radioactivité », « La fureur énergétique », « Un mouvement à reconstruire ».

◆ Japon : « Fukushima, la centrale du désespoir », dans *Alternative libertaire* n° 204 (avril) ; dans le n° 205 (mai) : « Fukushima : Le pire est encore à venir », « Areva à l'étranger : de nouvelles centrales sur des zones sismiques

◆ *A contre courant* n° 223 (avril 2011) : « Capitalisme et nucléaire », « Nucléaire : on vous l'avait bien dit. »

ÉGYPTE

UNE INSURRECTION, PAS UNE RÉVOLUTION

Avant, il y avait l'armée soutenue par les Etats-Unis, sauce dictatoriale ; aujourd'hui, il y a encore l'armée soutenue par les Etats-Unis, sauce dictatoriale saupoudrée de démocratie

Quand la lutte de classes est le moteur de l'Histoire

Réduire ce qui s'est passé et se passe encore en Egypte à un débat entre démocratie et dictature, c'est ignorer ou mépriser le rôle central de la lutte de classes dans la montée d'une opposition politique et dans la répression qui frappe aujourd'hui ceux qui veulent aller au-delà d'un simple changement de têtes garantissant le maintien de la domination capitaliste sur ce pays. L'Egypte est un maillon trop important sur l'échiquier mondial pour que les grandes puissances impliquées directement dans l'équilibre politico-économique du Moyen-Orient puissent négliger les mouvements sociaux qui risqueraient de le mettre en cause.

En Egypte comme ailleurs, cet affrontement capital-travail prend des formes différentes selon le stade de développement du capitalisme et on peut le faire remonter aussi loin que la pénétration capitaliste avec la colonisation. Pour tenter d'expliquer la situation actuelle, nous ne remonterons qu'aux luttes des dernières années dont la montée progressive est en quelque sorte l'épine dorsale des transformations politiques en cours.

Comme bien d'autres pays « en développement », la pérennité d'un système politique autoritaire garantit des conditions d'exploitation de la force de travail particulièrement intéressantes pour les pays développés. S'y ajoute pour l'Egypte une position stratégique pour la préservation d'un équilibre politique de tout le Moyen-Orient.

C'est dire à quel point le maintien d'une « paix sociale », dans le statu quo des conditions d'exploitation de la force de travail, était crucial pour le système politique bénéficiant du soutien notamment financier et économique des grandes puissance, particulièrement des Etats-Unis. C'est ce qui explique qu'au moment où les luttes pour les salaires et les conditions de tra-

vail gagnent en ampleur et menacent sérieusement l'activité économique, le système politique de domination n'a d'autre choix que de renforcer la répression. Cela ne résout nullement la crise sociale, mais au contraire touche d'autres couches que les ouvriers, notamment les classes moyennes, qui supportaient le régime pour autant qu'il lui garantissait un certain niveau de vie. Nous touchons ici l'impact direct et indirect de la crise mondiale, qui à la fois développe la revendication ouvrière et rebondit sur les classes moyennes, désormais touchées dans le peu d'espace politique les concernant et dans leurs conditions de vie. C'est ainsi que, parallèlement à la lutte de classes et profitant de sa contestation du régime, une revendication politique va se développer et s'amplifier. Dans la mesure où l'ensemble menace de déstabiliser l'équilibre politique antérieur, les grandes puissances dominantes vont tenter de faire que cette revendication politique se transforme en une nouvelle forme de domination, dont

Quelques données pour tenter de comprendre l'Egypte

Sur un territoire de 1 million de km², 90 % sont des déserts ; pratiquement seule la vallée du Nil est cultivée et peuplée, le delta du Nil et les alentours du canal de Suez concentrant l'essentiel des activités économiques.

Environ 85 millions d'habitants vivent sur ce territoire restreint ; elle a quadruplé depuis cinquante ans, et augmenterait de 1 million tous les dix mois. Mais il y aurait en fait près de 100 millions d'Egyptiens, nombre de naissances n'étant pas déclarées pour différentes raisons (notamment échapper au service militaire).

43 % des Egyptiens viventt dans des villes, avec une concentration particulièrement importante dans le delta du Nil. De nombreux villages, notamment dans le delta sont devenus des banlieues des métropoles.

L'âge moyen est de 24 ans et 20 % de la population a entre 10 et 19 ans. Cela explique que dans les événements les éléments les plus actifs appartiendront à la génération des 20-30 ans, alors que les tenants du pouvoir dépassent largement les 60 ans.

L'activité économique montre des différences sensibles avec les pays industrialisés : elle est proche de celle des pays en développement avec une importante agriculture (15.5 % du PIB, selon le site du gouvernement français www.diplomatie.gouv.fr/), un développement industriel relativement important (32,1 % du PIB) et un secteur des services disproportionné (52,4 % du PIB). Le capitalisme d'Etat instauré par Nasser a peu à peu été démantelé par ses successeurs et l'Egypte se trouve dans une situation intermédiaire entre secteur privé et secteur d'Etat, avec un appareil administratif et de contrôle répressif exorbitant Dans ce PIB, les revenus du canal de Suez entrent pour 2 % et le tourisme pour 11 %.

Pétrole (0,9 % de la production mondiale et 0,3 % des réserves connues) et gaz sont suffisants pour la consommation nationale avec un surplus pour l'exportation notamment vers Israël. Le canal de Suez est doublé d'un pipeline « Sumed pipeline » qui achemine les deux tiers du transit pétrolier de

la fonction essentielle sera de faire que les conditions d'exploitation de la force de travail soient globalement maintenues.

L'irrésistible ascension de la lutte de classes

Il est évident que cette lutte ne part pas d'une date définie et qu'elle a toujours existé avec le développement industriel de l'Egypte, quelles qu'en soient les formes, capitalisme d'Etat ou capitalisme privé, ou mixte comme aujourd'hui. Il est évident aussi que si 40 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté (souvent avec moins de 1,50 euro par jour) devant recourir à la précarité d'une économie informelle (50 % de l'activité économique), l'Egypte est un pôle d'attraction des industries a fort capital variable, d'autant plus qu'elle est proche des marchés de l'Europe.

Même avant l'impact de la crise de 2008 et des spéculations sur les produits alimentaires de base, ce développement industriel, dans les conditions spécifiques du

1,5 million de barils par jour – les gros tankers ne pouvant emprunter le canal – et qui lors des troubles sociaux fera l'objet d'une surveillance spéciale de l'armée.
L'industrie est assez diversifiée avec une dominante dans la pétrochimie et l'industrie textile (qui à elle seule emploie 48 % de la main-d'œuvre totale du pays), comme bien des pays en développement,les industries consommatrice de main-d'œuvre à bas coût sont en plein essor à cause du canal et de la proximité des marchés de l'Europe et du Moyen-Orient, avec des liens avec Israël et plus récemment l'implantation d'entreprises chinoises.. Depuis 1990, 150 des 314 entreprises d'Etat ont été vendues souvent dans des conditions douteuses, aux dépens des travailleurs, source de nombreux conflits.

L'économie vit pour partie depuis 1979 sous la perfusion d'une **aide économique et militaire annuelle** de 2 milliards de dollars (dont 1,3 milliard d'aide militaire des Etats-Unis, l'Egypte étant une pièce maîtresse dans le maintien précaire de la pax americana dans le Moyen Orient).
40 % de la population vivent avec moins de 1,50 euro par jour. 44 % de la population est illettrée ou semi-illettrée
Une disparité apparaît entre la part des secteurs économiques et la part de force de travail qu'ils utilisent : l'agriculture emploie 32 % de la main-d'œuvre totale, l'industrie 17 % les services 51 %, ce qui montre l'importance relative de la population rurale. Mais ces chiffres ne tiennent pas compte du **secteur informel** qui représenterait 50 % de l'activité économique.
La classe moyenne rurale, quoique encore importante, n'est plus le principal soutien du régime, son déclin étant dû aux jeunes migrant vers les villes. Les villes comptent un nombre important de chômeurs, parmi eux nombre d'étudiants qui ne peuvent trouver un emploi correspondant à leur niveau de connaissance. Chaque année 650 000 jeunes quittent l'école pour être mis sur un marché du travail restreint (10 % avoué de chômeurs) Une classe de « businessmen » se développe dépendant économiquement du parti au pouvoir et de l'Etat avec un réseau impressionnant de clientélisme et de corruption.

(Pour plus de détails sur l'activité économique et son évolution historique, voir Echanges *n° 121, p 3)* ■

pays, avait entraîné une croissance continue des conflits sociaux. Avant tout, on doit rappeler qu'avec un contrôle syndical strict d'un syndicat officiel (FSE) séquelle de la période capitaliste d'Etat, toute grève hors de ce cadre est illégale et durement sanctionnée (jusqu'à un an de prison sans compter le licenciement), ce qui est presque toujours le cas, tout reposant alors sur le rapport de forces.

De 2004 à 2008, 1 900 grèves avaient impliqué 1 700 000 travailleurs, en février 2010 plus de 3 000 grèves seront ainsi dénombrées ; pour partie elles correspondaient à un développement de la pauvreté, le taux de pauvreté absolue ayant progressé de 16,7 % en 2000 à 19,6 en 2005. La première grande vague de grèves va éclater de janvier à mai 2007 (1), touchant d'abord l'industrie textile puis faisant tache d'huile dans tout le pays. Mais c'est l'impact de la crise qui d'une part va aggraver les conditions d'exploitation et d'autre part atteindre plus directement le niveau de vie.

Dans un pays d'industries consommatrices de main-d'œuvre bon marché, le ralentissement de la consommation des pays industrialisés a entraîné une chute des exportations (textile, mécanique, produits alimentaires conditionnés), un ralentissement du trafic du canal de Suez et une diminution du tourisme. Parallèlement, une chute des investissements étrangers a fait reporter l'extension des zones économiques spéciales, moteur antérieur du développement économique.

Globalement, en 2009-2010, il est estimé que l'économie se contracte de 3 %. Avec l'afflux annuel de jeunes sur le marché de la force de travail, la montée du chômage était inéluctable.

Malgré les subsides de l'étranger, l'impact de la crise a porté également sur les finances publiques et le secteur pourtant subventionné des produits de base. En 2008, bien que l'inflation ait déjà atteint 16 %, le gouvernement décide d'une augmentation de certaines denrées (40 % pour les carburants, 10 % pour le tabac, avec répercussion sur le coût des transports par exemple). Pour s'assurer au moins le soutien de l'ensemble des fonctionnaires et prévenir une grève, les salaires des fonctionnaires sont augmentés de 30 %.

Le feu de la vague de grèves de 2007 couve encore et la répression s'est considérablement durcie. Immédiatement après les grèves du textile de 2007, le gouvernement a démantelé le réseau de soutien des travailleurs du Center for Trade Union and Workers Services (CTUWS), dit en français Centre des services des syndicats et des travailleurs d'Egypte, qui étaient effectivement des sortes de syndicats clandestins en fermant autoritairement tous les bureaux de cette organisation. En mai 2008, la loi sur l'état d'urgence est étendue pour le rendre plus efficace. Une bonne partie des poursuites sont engagées pour « tentatives de renverser le régime par la force » qui vaudront, dans les six premiers mois de 2009, 230 condamnations à mort dont 50 pour le seul mois de juin. De nouvelles inculpations apparaissent en 2009 conjointement à la répression des grèves : celle des blogueurs, toujours sous les mêmes inculpations. Faut-il voir aussi dans cette montée de la contestation et de la répression le fait qu'en 2008, 60 % des élèves des écoles ont fait l'objet de mesures disciplinaires ?

Cette répression ne va pas pour autant diminuer l'impact de la crise dans les réac-

(1) Voir un bref aperçu de ce mouvement dans *Echanges* n° 121, p. 3 et 124 p 17 ainsi que dans les différents bulletins *Dans le monde une classe en lutte*.

tions ouvrières : en 2009, sur 600 affrontements sociaux illégaux, 184 impliqueront des occupations d'usines, 123 de simples grèves et 110 des manifestations. En octobre 2009, chaque jour voit naître un conflit, soit sur les salaires soit même pour le simple paiement des salaires dus. Pourtant la répression ne faiblit pas ; un seul exemple : en juillet 2009, une grève de milliers d'ouvriers des carrières dans le centre de l'Egypte se solde par un mort, et 17 policiers blessés ; 53 arrestations et des poursuites judiciaires.

Un commentateur peut écrire : « C'est une bombe à retardement . On ne sait pas quand elle explosera. » C'est finalement l'impact de la crise mondiale et de la spéculation qui va tout pousser au point de rupture (en 2010 seulement, le prix du blé va augmenter entre 40 % et 70 %).

Quand « démocratie » signifie « contrôle du mouvement ouvrier et maintien de la mainmise du capital mondial »

Lors de la vague de grèves qui, montées en puissance depuis 2003, culminent au printemps 2007, notamment avec le point fort de l'usine textile de Mahalla dans le delta du Nil, suivies de certaines concessions mais surtout d'une répression, un courant d'opposition politique va se développer d'abord marginalement, pour rapidement connaître un important essor.

Ce courant n'émane pas directement de ces conflits sociaux, mais va en quelque sorte profiter de la profonde crise dont ils sont l'expression. Il ne contient aucune perspective révolutionnaire ; même s'il est réprimé durement par le régime dictatorial en place et précisément à cause de cette répression, son approche politique ne vise qu'à libéraliser le système politique en usant d'appels à des mouvements de masse pacifiques. Il ne conteste nullement par ailleurs le contrôle capitaliste international d'une Egypte, maillon important dans l'équilibre économico-politique de tout le Moyen-Orient dominé par les Etats-Unis. D'une certaine façon, il apparaît que la menace d'un affrontement social majeur a fait concrétiser la revendication d'une classe dirigeante moderne dont les méthodes de gestion politique s'opposent aux méthodes inadaptées du pouvoir en place. Les relations extérieures de ces artisans de la démocratie laissent apparaître que les soutiens dominants du pouvoir politique ainsi contesté ont œuvré discrètement dans ce milieu contestataire avec pour but de préserver leurs intérêts.

Dans le sillage des grèves de 2007, quelques jeunes lancent sur Facebook des réflexions bien senties sur leur propre situation. Esraar Abdel Fattah, journaliste qui travaille à la direction des ressources humaines d'une entreprise du Caire, peut écrire sur son site : « Pas de travail, pas d'universités, pas d'écoles de commerce, on a juste besoin de justice, on a besoin de salaires suffisants, on a besoin de travail. » Les réponses affluent par dizaines de milliers et parmi elles, celle d'Ahmed Maher, ingénieur travaillant dans une entreprise du bâtiment et étudiant pour un master, qui va révéler un talent d'organisateur. Tous deux ont d'ailleurs milité précédemment au parti El-Ghad (Parti de demain), parlementariste, reconnu en 2004, qui prône une réforme politique et économique autour du slogan « La main dans la main, nous bâtirons l'avenir » (2). Un mouvement pour le

(2) Ahmed Maher déclarera : « Nous nous préparions à renverser Moubarak cet automne. Nous pensions procéder comme les Serbes .Nous avions établi un plan similaire au leur. Mais la chute de Ben Ali a précipité
(suite de la note page 14)

changement (Kefaya) va tenter d'organiser des manifestations de protestations dans différentes villes à différentes périodes mais, malgré leur faible succès, elles sont plus ou moins durement réprimées.

Ce sont ces « opposants » qui lancent sur Facebook un appel à une « journée de désobéissance civile » pour le 6 avril 2008, invitant « les travailleurs à rester chez eux pour protester contre les bas salaires, les hausses de prix, leur solidarité avec les travailleurs de Mahalla et demandant la suspension des exportations de gaz en Israël ». Entre-temps, des contacts avec les leaders des mouvements précédents de Mahalla (dont Kamel Abbas, responsable du Centre des services des syndicats et des travailleurs CTUWS) ont permis de mettre sur Facebook des images de la répression. Kamel Abbas a eu précédemment des contacts avec Ray Abernaty, délégué de l'AFL-CIO et assistera en février 2010 aux Etats-Unis à un symposium organisé par le Carnegie Endowment for International Peace, une ONG pour le développement de la coopération interétatique et la promotion d'un engagement actif des Etats-Unis sur la scène internationale ; l'organisation qu'il préside a reçu en 1999 le prix des Droits de l'Homme de la République française et en août 2010, le George Meany-Lane Kirkland Human Rights Award décerné par l'AFL-CIO aux Etats-Unis.

Des mots d'ordre sont lancés pour une grève générale pour le 6 avril, jour qui précède des élections locales prévues pour le 8. Des concessions et la répression amènent l'annulation de l'ordre de grève. Mais cette annulation n'est que partiellement suivie. Dans tout le delta, rassemblements et manifestations entraînent le cortège d'af-

frontements et de répressions autour principalement de deux pôles, les étudiants et les travailleurs de Mahalla, où les émeutes durent deux jours. En fait, il n'y a pas eu de grève générale ; c'est alors qu'est lancé le Comité du 6 avril, qui va bientôt regrouper via Facebook près de 70 000 correspondants et, fort de cette adhésion, appeler en toute occasion opportune à des manifestations politiques dans l'espoir de parvenir à une chute du régime. Le comité est formé essentiellement de jeunes diplômés.

On doit ici relever des liens qui éclairent sur la tactique ainsi suivie par les animateurs de ce comité. Ils semblent avoir été en liaison avec une organisation serbe, Optor (dont les initiatives furent à l'origine de la chute de Milosevic) qui prône les actions de masse non-violentes. Optor est financée et conseillée par des organisation américaines

---

(suite de la page 13)

les choses » (*Le Nouvel Observateur*, 24-30 mars 2011) ; nous ne pouvons donner tout le détail des liens ainsi décrits dans cet article ; signalons seulement que la tactique utilisée par ces internautes a été décrite par un Américain, Gene Sharp, dans un ouvrage sur la manière de faire tomber les dictatures. L'importance du nouveau moyen de communication axé sur Internet (sans pour cela lui accorder un rôle essentiel, pas plus qu'aux tactiques préconisées) peut se mesurer par le fait que ce groupe collectera 24 millions de contacts Internet, que le « comité Facebook » comptera 5,45 millions d'intervenants, que 300 000 personnes utiliseront Twitter et que 250 000 consulteront les blogs. On ne peut non plus négliger le rôle de la chaîne de télévision arabe Al Jazeera qui fera d'ailleurs, l'objet tout comme les accès Internet, de blocages et d'interdits du pouvoir.

Freedom House (une ONG pour le « développement des libertés » financée par le gouvernement américain) et Open Society Institute (fondée par le financier G. Soros). Optor a joué un rôle d'orientation vers l'action de mouvements de masse et vers les Etats-Unis pour déstabiliser les régimes plus ou moins dictatoriaux en Ukraine et en Géorgie.

Dans le passé, la police du régime Moubarak a torturé et assassiné bien des opposants ou grévistes égyptiens sans que cela déclenche des mouvements d'ampleur na-

tionale, y compris à l'appel du Comité du 6 avril. C'est le lynchage par la police d'un jeune de 28 ans, Khalid Saïd, le 6 juin 2010 devant le cybercafé d'où il envoyait des vidéos dénonçant la corruption de la police, qui va déclencher en 2011 le mouvement que le Comité du 6 avril tente de promouvoir depuis trois années. On peut se poser la question : pourquoi ? Sans aucun doute, la situation d'ensemble des classes moyennes comme du prolétariat s'est sensiblement aggravée avec la crise mondiale entraînant un renforcement d'une répression qui devient insupportable. Mais on ne peut négliger le fait que Khalid Saïd, bien qu'orphelin de père, soit un spécialiste en informatique qui a fait ses études aux Etats-Unis, décrit parfois comme « businessman », et qu'un de ses frères travaille actuellement aux Etats-Unis pour une institution gouvernementale et a même changé son nom après le 11 septembre.

Le Comité du 6 avril se double immédiatement d'un autre comité, « Nous sommes tous Khalid Saïd », qui s'adresse avant tout aux usagers d'Internet (ce qui définit un public, quand on sait que l'Egypte compte en moyenne 29 % d'illettrés) pour des actions de protestation pacifiques qui rencontrent un grand écho (250 000 répondent sur Internet) : ainsi, en juillet 2010, le « silent stand », rassemblements immobiles et silencieux, en un jour et un lieu précis, au coucher du soleil ; le « projet de million de billets de banque », qui invite chacun à écrire sur les billets en circulation simplement « Nous sommes tous... » ou des slogans hostiles au régime. Cette campagne peut se poursuivre et s'intensifier avec une certaine complicité de Google et Twitter qui se précisera en février 2011, au plus fort de l'affrontement avec le pouvoir Moubarak, par la mise en place d'un système permettant de déposer des messages appelant aux manifestations sur le réseau téléphonique international qui sont rediffusées ensuite sur Twitter.

Le 25 juin 2010, plusieurs milliers de personnes manifestent pacifiquement notamment à Alexandrie contre la torture, à l'appel de Mohammed El Baradei, prix Nobel de la Paix 2005 au titre de directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de l'ONU (AIEA), et qui mène une campagne pour une réforme de la constitution . Son « Alternative pour un parlement populaire » regroupe différentes oppositions mais aussi certains membres du parti officiel, le Parti national démocratique (NDP). Il réunira 700 000 signatures à cet effet et le 21 septembre suivant appellera au boycott des élections prévues pour le 23 novembre. Ce

sont les événements tunisiens qui vont accélérer l'ensemble du mouvement, d'un côté celui des deux comités, de l'autre celui de la réforme (ils contiennent tous deux cette même revendication).

Le 31 décembre, les deux comités lancent un appel à des manifestations de solidarité avec ce qui se passe en Tunisie pour le 2 janvier 2011. Le 15 janvier s'installe au Caire une sorte de quartier général qui se réunit quotidiennement et va organiser le mouvement de protestation en réglant tous les détails. Un journaliste du magazine *Time* le décrit comme formé de deux douzaines de jeunes professionnels, juristes, comptables, informaticiens, ingénieurs. Cette organisation est ainsi décrite : « Deux jours avant les manifestations, nous avons établi un nouveau mode d'action dans lequel 30 à 50 militants étaient postés dans des zones centrales ou les places publiques pour informer les protestataires du lieu précis où devait converger la manifestation. Ce lieu était connu d'un seul dans ce groupe et révélé au dernier moment. » Le 23 janvier, ils sont rejoints par un responsable de plus haut niveau, Waël Gonin, qui est le responsable du service marketing de Google pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient et travaille dans l'émirat de Dubaï (il sera d'ailleurs arrêté puis relâché) (3).

Le 24 janvier, ces différents comités ou

organisations – Mouvement du 6 avril, Groupe pour la justice et la liberté, Campagne pour le soutien à El Baradei, les Frères Musulmans et le Front démocratique –, vont former une Direction unifiée des jeunes révolutionnaires en colère, qui deviendra une Association nationale pour le changement. Celle-ci prendra contact avec le Conseil militaire, organe présent du pouvoir. Parallèlement, Kamal Abbas prend la tête d'une Fédération des syndicats indépendants. La répercussion des événements tunisiens s'exprime d'abord aussi par un mimétisme individuel de cinq Egyptiens qui s'immolent par le feu.

Jugeant, d'après le succès de leurs appels sur Internet et les échos populaires de l'agitation dans les pays arabes, que le moment est venu de relancer un appel à une journée nationale de protestation, tous ces noyaux d'opposants s'accordent sur la date du 25 janvier 2011. On peut noter que deux des principaux protagonistes de cette opposition dont les relations avec les Etats-Unis sont évidentes vont venir prendre leur place dans la contestation montante : El Baradei depuis Vienne et Gohin depuis Dubaï. mais, comme le soulignera un commentateur, « la révolution Egyptienne n'a pas éclaté juste à cause d'Internet mais par les mêmes forces qui font éclater les révolu-

(3) Waël Gonin sera désigné par les médias américains comme le visage de la révolte des Egyptiens. Ce n'est pas un hasard. Plus jeune que Mohamed El Baradei, l'autre poulain des Américains, moins inquiétant que les Frères Musulmans, parlant bien l'anglais, marié à une Américaine et cadre international chez Google, il est un représentant typique de cette classe moyenne montante, une nouvelle génération qu'un texte du Monde.fr du 12 février 2011 appelle la « génération post-islamiste » : plus éduquée, pluraliste, mieux informée – une évolution qui marque aussi le mouvement des Frères musulmans.

tions à travers les âges : haine d'une aristocratie corrompue et sa police secrète, frustration d'une classe moyenne montante et désespoir des pauvres ».

Un mouvement populaire bien orienté

Un commentateur pourra analyser ainsi le potentiel mobilisateur de ce qu'on pourrait définir comme une classe moyenne montante : « Leur capacité de modeler l'opinion publique est plus importante que leur nombre (plusieurs centaines de milliers) parce qu'ils résident dans les grandes villes et que leur situation leur confère un statut social supérieur. Ils veulent un développement économique de l'Egypte et l'intervention de l'Etat, ce qui leur ouvrirait des perspectives. »

Effectivement, contrairement aux journées antérieures, cette journée du 25 janvier, toujours appelée sur Internet, regroupe dans le centre du Caire plus de 20 000 manifestants d'origines assez disparates qui sont encerclés par la police anti-émeutes, mais se déroule dans le calme malgré l'apparition de slogans comme « Moubarak dégage ». Ce n'est pas la mobilisation attendue, mais de semblables manifestations ont lieu dans d'autres villes du delta et jusqu'à Assouan. A Suez, elle tourne à l'affrontement avec trois tués dont un policier. Comme le déclarera un des manifestants, un juriste de 28 ans qui a pris la consigne sur son portable : « C'est ce jour-là que nous avons brisé la barrière de la peur. »

A partir de cette date jusqu'au 9 février, le mouvement de révolte va prendre une grande ampleur et il n'est guère possible d'en donner tous les détails, à la fois faute de place mais aussi parce que, si l'on connaît relativement bien ce qui a lieu au Caire et dans le delta du Nil, on en sait beaucoup moins sur ce qui se passe dans l'ensemble du pays, et encore moins sur les tractations politiques qui vont se jouer dans les sphères du pouvoir, notamment sur les interventions américaines. On ne peut que souligner les tendances que cette révolte va exprimer dans une sorte de dialectique du rapport de forces avec le pouvoir en place et avec, moins ouvertement évidente, l'intervention de la seule grande puissance dominante, les Etats-Unis.

Pendant toute cette période, les millions de manifestants qui finiront par occuper en permanence la place centrale du Caire, la place Tahrir, n'exprimeront, à l'instar des initiateurs des appels « au changement », que des revendications politiques. Même les actions les plus radicales vont se diriger contre la police, les commissariats, les bureaux et les sièges du parti dirigeant le NDP. Toutes ces actions ne viseront au début qu'à demander la démission de Moubarak et, lorsque celle-ci aura été acquise, la démission des têtes les plus marquantes du régime qui tentent de se maintenir en place. Pratiquement il n'y aura, même au plus violent des affrontements avec la police ou lors de contre-attaques des partisans du pouvoir, aucune réplique insurrectionnelle visant à prendre d'assaut les bâtiment officiels pour en chasser les représentants d'un pouvoir politique honni. D'une certaine façon, le mouvement de révolte restera dans les normes définies par les instigateurs, c'est-à-dire un mouvement pacifique destiné à faire céder le pouvoir sur des points précis, et nullement à s'y substituer ; même si au début les jeunes des classes moyennes sont rejoints par ceux des quartiers déshérités, la masse des manifestants prendra un aspect plus hétérogène et pacifique avec la venue de familles entières.

Cette attitude explique que ce pouvoir, c'est-à-dire le seul parti dirigeant, NDP et ses têtes, va tenter de miser sur la répression et sur l'épuisement du mouvement. La répression va prendre sa forme habituelle d'attaque frontale des manifestants, mais aussi des tentatives de déstabilisation plus perverses : l'armement d'opposants plus ou moins soudoyés qui iront attaquer les occupants de la place Tahrir, la libération ou l'évasion facilitée de prisonniers qui par des menaces orchestrées de pillage pourront entraîner des réactions de possédants, des attaques plus ou moins manipulées de commissariats ou de bureaux du NDP qui auraient été organisées par des agents du pouvoir pour faire disparaître des documents compromettants. Apparemment, c'est la détermination des manifestants qui réagiront par le nombre à toutes ces tentatives de déstabilisation du mouvement qui contraindront les dirigeants à abandonner d'abord Moubarak puis certains des dirigeants les plus compromis.

Pourtant, l'élément central de la domination, c'est l'armée. Dans la coulisse, elle va tenter de préserver l'essentiel de son rôle économique et politique. Pour ce faire, face à un mouvement qui risque de leur faire perdre cette position, les dirigeants de l'armée d'une part adopteront une sorte de neutralité, semblant s'interposer entre la police et les manifestants, laissant même se développer une sorte de fraternisation entre la troupe déployée sur la place Tahrir et les occupants permanents, entamant un dialogue avec le cartel des instigateurs de la révolte. Cette attitude tend à montrer que ces généraux entendent ne se séparer que des membres les plus compromis de l'équipe Moubarak, qui pourtant font partie, pour beaucoup d'entre eux, de ce même milieu militaire.

Le rôle de l'armée

Depuis 1952, après le coup d'Etat qui renversa le roi Farouk, tous les dirigeants de l'Egypte ont été des militaires appuyés sur l'armée qui reste la colonne vertébrale de l'Egypte moderne, vecteur des intérêts américains au Moyen-Orient.

Les estimations des effectifs de cette armée varient quelque peu, entre une Garde républicaine (entre 3 000 et 5 000), une Garde nationale (environ 60 000), et l'armée proprement dite (entre 400 000 et 500 000 dont environ 200 000 conscrits). On ne sait trop si les fraternisations qui apparaîtront viendront du fait de ces conscrits, mais certaines viendront également d'officiers de second rang (durement sanctionnés lorsque la reprise en main s'amorcera). Mais, dans l'ensemble, les différents corps de l'armée resteront fidèles au commandement, c'est-à-dire au pouvoir resté en place : apparemment neutre, « en réserve », lorsque la force du mouvement de révolte ne se sera pas entièrement révélé, cédant peu à peu à des revendications qui ne mettaient pas en cause son rôle central mais seulement des têtes et un mode de gestion du clan dirigeant, engageant des pourpar-

lers avec les instigateurs classe moyenne de la révolte dont les revendications ne paraissaient d'ailleurs pas très éloignées de celles de certains éléments de l'armée

Deux éléments resteront immuables, sans être mis en cause par le mouvement insurrectionnel : d'une part, la place prééminente de l'armée dans l'économie égyptienne, d'autre part ses liens étroits avec les Etats-Unis. On peut penser que l'élimination du clan Moubarak, tout comme les premiers pas vers une démocratisation, furent et sont encore liés avec les orientations de l'insurrection. Une fois la mutation politique et la consolidation d'intérêts économiques plus ou moins assurée, l'armée fera tout pour « rétablir l'ordre » d'autant plus que le mouvement de grève qui se développe à partir du 9 février va la contraindre à accélérer le processus des réformes.

En 1970, à la mort de Nasser, son successeur Sadate met fin au capitalisme d'Etat et aux relations privilégiées avec l'URSS dans un virage à 100 % avec des relations suivies avec les Etats-Unis, un rapprochement avec Israël (qui se poursuivra en une étroite collaboration même après la défaite de la guerre de 1973) et une privatisation de l'économie. Après l'assassinat de Sadate en 1981, Moubarak poursuivra la même politique.

L'armée va profiter doublement de la nouvelle orientation. D'une part, dès 1970, est créée au profit de l'armée une « Organisation arabe pour l'industrialisation » destinée à financer les technologies militaires mais qui en fait va se transformer en une sorte de trust militaire d'investissement assez secret dont les intérêts vont recouvrir presque tous les secteurs de l'économie (plastiques, voitures, centres d'appel, agroalimentaire, BTP, téléphone, tourisme, etc.), y compris l'accaparement de terres. D'autre part, l'armée va se voir subventionnée directement par les Etats-Unis, recevant 1,3 milliard de dollars sur les 3 milliards de subventions annuelles américaines. Il semble que la politique de privatisation de Moubarak au profit de son clan ait porté préjudice aux intérêts économiques de l'armée, dont une partie avait intérêt à profiter de la révolte populaire (d'où l'attitude de neutralité apparente au début des manifestations) pour régler ses comptes avec ce clan.

Si Moubarak pouvait pour une partie de la population être identifié comme l'homme des Américains, et si sa chute a pu paraître signifier une baisse de cette domination, il ne s'agit encore là que d'un changement dans la forme politique de ces « relations privilégiées ». L'Egypte étant une pièce maîtresse du statu quo politique dans le Moyen-Orient, les gouvernements américains successifs ont bien été conscients que la montée de troubles sociaux pouvait menacer ce statu quo. Ceci d'autant plus que dans les milieux arabes, cette politique comportant une collaboration étroite avec Israël a toujours été particulièrement impopulaire (4). Dès 2005, Condoleezza Rice pouvait déclarer au sujet de l'Egypte : « Pendant soixante ans, mon pays a cherché la stabilité dans le Moyen-Orient aux dépens de la démocratie. Maintenant, nous avons prévu une autre voie, nous soutenons les aspirations démocra-

(4) Cette collaboration est à la fois économique et politique. Par exemple un pipeline approvisionne Israël en gaz égyptien (40 % de sa consommation totale), ou des zones économiques spéciales en Egypte dont la production entre aux Etats-Unis sans être taxée, à condition qu'elle comporte au moins 10,50 % de produits israéliens. Pour la politique, une collaboration dans les services de sécurité et d'espionnage ou dans le contrôle du Hamas et de la frontière avec Gaza.

tiques de tous les peuples. » Politique reprise par Hillary Clinton qui, en janvier 2011, avertit les champions du statu quo dans le Moyen-Orient que les fondations du vieux système de domination « s'enfoncent dans les sables » (5). L'envoi d'émissaires du gouvernement américain se fera particulièrement discret, bien qu'il soit déterminant – tout comme la venue fin janvier d'El Baradei ou de Waël Gonin qui, tous deux, bien que dans des domaines différents, représentent les alternatives de jonction avec les militaires, ce qui se fera effectivement.

Le *Financial Times* du 31 janvier 2011 résumait ainsi la situation : « L'Etat égyptien est puissant et sa forme actuelle ne semble pas remise en question bien que les Egyptiens le voient omniprésent. Tout découle de l'Etat et tout y retourne. La colonne vertébrale de sa structure est son appareil sécuritaire, une "sécuritocratie" des plus sophistiquée. L'armée égyptienne, qui possède un portefeuille économique complexe, a tout intérêt à maintenir le statu quo et peut développer une nouvelle vision de la manière dont les intérêts de l'Etat doivent être préservés... »

La classe ouvrière entre en scène : l'accélération du replâtrage politique

On ne peut pas dire que la classe ouvrière soit restée à l'écart du mouvement, et ce dès la journée cruciale du 25 janvier : nombre de travailleurs ont sans aucun doute participé aux manifestations et occupations de l'espace public, mais ils étaient en quelque sorte noyés dans la masse et contraints de reprendre les slogans et buts des initiateurs, slogans et buts qui n'étaient pas forcément les leurs. Déjà pourtant, dans les villes à dominante ouvrière, les manifestations prenaient un tour plus radical. Les appels à la grève générale limitée du comité du Caire pour soutenir les manifestants de la place Tahrir ne rencontrent guère d'écho, d'autant moins qu'au même moment les représentants de ces derniers tentent de mettre au point une réforme de la constitution devant être discuté avec ceux qui restent encore au pouvoir.

Mais la contestation va prendre un tournant et leur échapper au moment même où, le lundi 6 février, à la faveur d'un remaniement ministériel, est annoncée la réouverture des banques, et la reprise du travail par les fonctionnaires. Des grèves éclatent dans tous le pays qui vont atteindre une grande ampleur le mercredi 9 février : la grève touche les usines textiles, les fonctionnaires, les enseignants, les ouvriers agricoles, les chemins de fer, le canal de Suez. A Port-Saïd, les habitants d'un bidonville attaquent et incendient les bâtiments administratifs alors que d'autres occupent la place centrale. A Louxor, des milliers de travailleurs du tourisme manifestent pour être indemnisés ; à Assouan, 5 000 chômeurs attaquent les bâtiments gouvernementaux, bloquent rues et chemin de fer, exigeant le renvoi du gouverneur qui, lapidé, est obligé de fuir. La révolte gagne la vallée du Haut Nil, y compris les milieux paysans ; les attaques de la police laissent des tués et des blessés. Le 10 février, 2 000 cheminots occupent les voies de la gare centrale du Caire ; 3 000 ouvriers de la maintenance du canal sont en grève, de même que les chauffeurs de bus, les médecins, les ouvriers des aciéries, ceux du textile de Kafr el Dawwar et de Mahalla, 4 000 de la chimie. Le mouvement qui fait ainsi tache d'huile est nettement distinct de celui de la place Tahrir et ne revendique

(5) *Financial Times*, 2 et 3 février 2011.

que des augmentations de salaires, le droit de grève, le droit syndical et souvent le renvoi des dirigeants et du conseil syndical officiel. Un discours de Moubarak le 10 février qui reste ferme au pouvoir provoque une véritable explosion ; bâtiments gouvernementaux incendiés ou occupés, attaques de commissariats, fraternisation avec les militaires, etc.

La reprise en mains et la répression

C'est certainement l'armée et, en coulisse, les Américains qui, pour désarmer le mouvement social et tenter de le ramener sur un terrain politique, décident du départ du seul Moubarak. Le maintien de quelques-uns des dirigeants de son clan ne masque guère la prise du contrôle par les militaires : un Conseil suprême des forces armées dont la première tâche est le maintien de l'état d'urgence et du couvre-feu.

Face à cette situation où la revendication polarisée sur une seule tête est satisfaite et cette affirmation d'autorité, plusieurs courants vont se délimiter nettement.

Les animateurs du comité pour le changement prennent carrément position pour le comité des militaires qui leur promet le dimanche 13 février la dissolution du Parlement, un changement dans la constitution et des élections dans six mois avec la possibilité de former des partis. Un des représentants des « porte-parole » de la révolte, El Baradei, l'homme de confiance des Américains, déclare : « Nous avons confiance dans l'armée et nous demandons au peuple de lui donner l'opportunité de mettre en œuvre ce qu'ils ont promis » ; et un autre des leaders autoproclamés des groupes initiateurs ajoute : « Le but principal de la révolution a été atteint .»

La place Tahrir se vide d'une bonne partie de ses manifestants mais il reste néanmoins une poignée d'irréductibles, plusieurs centaines qui jugent, même de leur point de vue réformiste, que le but n'a pas été atteint ; notamment, presque tout le clan Moubarak garde les rênes du pouvoir et son parti reste opérationnel. Une sorte de chassé-croisé va s'installer entre les tentatives de l'armée, qui cette fois n'est plus du tout neutre, de vider la place, et un nouvel afflux de manifestants. Comme ce mouvement persiste, mais aussi parce qu'en arrière-plan les grèves continuent, le conseil des militaires, qui poursuit des discussions avec le cartel des opposants (il reçoit Waël Gonin), cède peu à peu sur les têtes les plus corrompues du pouvoir et finira même par engager des poursuites contre Moubarak.

Mais cela ne règle pas pour autant le conflit social qui se meut dans une tout autre sphère. Le gouvernement militaire a tenté de camoufler l'extension des grèves en décrétant que le lundi 14 février serait un jour de vacances. Mais cela ne change rien car les grèves continuent les jours suivants dans les banques, le pétrole et le gaz. Plusieurs centaines de travailleurs manifestent devant le siège de l'officielle Fédération des syndicats égyptiens (FSE) au Caire, demandant sa dissolution et son remplacement par des syndicats indépendants. Au point que le Conseil militaire croit devoir lancer des avertissements : « Les Egyptiens responsables voient que ces grèves, dans cette période délicate, ont des effets négatifs car elles touchent la sécurité du pays en perturbant toutes les institutions et le fonctionnement de l'Etat. Les militaires ne toléreront pas le retour du chaos et du désordre. » Mais les concessions politiques successives, quoique minimes, créent l'impression que le pouvoir

est en position de faiblesse et les grèves perdurent et s'étendent, toujours sur les mêmes revendications de base, au point que le vendredi 18 février, l'avertissement se fait plus menaçant. Le conseil rappelle que les grèves sont illégales et « qu'il n'autorisera pas la poursuite de ces actes illégaux qui mettent en danger la nation et qu'ils s'y opposeront »

Le 19 février des centaines de grèves appuient les revendications de salaires mais de plus en plus mettent aussi en cause les dirigeants d'entreprise; des concessions incitent à revendiquer, comme par exemple à Mahalla où après quatre jours de grève la reprise du travail se fait le 20 février avec le limogeage du président de l'entreprise textile, le paiement des jours de grève et une promesse de 25 % d'augmentation. Mais peu à peu, soit effet des menaces soit lassitude ou plus simplement besoins alimentaires, les grèves semblent s'amenuiser vers la fin février, sans pourtant disparaître complètement. C'est sans doute ce répit qui fait que le 28 février, l'armée attaque les derniers bastions qui continuent à se retrouver place Tahrir, à y passer la nuit malgré le couvre-feu : les bagarres durent quand même six heures avec des blessés et des arrestations.

Pendant tout le mois de mars et jusqu'à la mi-avril, une situation très confuse s'installe. D'une part, les grèves continuent mais, d'autre part, si elles touchent un secteur essentiel l'intervention de l'armée est immédiate : ainsi, le 7 mars, les militaires évacuent les bureaux de poste en grève. Cependant, les travailleurs égyptiens ont découvert leur pouvoir et posent des revendications sur lesquelles les patrons sont prêts à négocier. Des milliers de travailleurs se rassemblent de nouveau devant le siège du syndicat officiel pour demander le départ de tous ses dirigeants. D'un autre côté, des éléments pro-Moubarak tentent d'accentuer le chaos ambiant en organisant des attaques de commissariats ou des bureaux de l'ex-police de sécurité ; le bruit court que les patrons pro-Moubarak incitent les ouvriers à revendiquer pour mettre le Conseil militaire en difficulté et prôner ainsi le retour d'un pouvoir fort.

Le 11 mars le Conseil militaire prend un nouveau décret durcissant les pénalités pour les « actes de violence » jusqu'à la peine de mort. Le 14 mars, le ministre du Travail annonce que le droit de créer un syndicat sera accordé à la Fédération des syndicats indépendants qui s'est reconstituée à partir des réseaux CTUWS qui avaient été démantelés par Moubarak en 2008 (6). La place Tahrir continue d'être le lieu de rassemblement malgré la répression et les arrestations qui conduisent aux tribunaux militaires (elles atteindront plusieurs centaines de détentions, totalement arbitraires pour la plupart).

Le 19 mars, suite aux promesses du Conseil militaire, un référendum est organisé pour une réforme de la constitution qui ne consiste qu'en des amendements divers dont le plus important est celui qui permet la formation de partis indépendants. Ce projet a été mis au point avec l'accord des Frères Musulmans et du Collectif des jeunes de la révolution. Manifestement cela n'intéresse guère les Egyptiens puisque seulement 41 % des électeurs inscrits participent à la manipulation d'un vote précipité, ce qui fait que seul à peine un tiers y a trouvé un intérêt. Dans nombre de grandes villes, le vote est même négatif.

Cette tentative de normalisation n'a guère d'effet puisque le 1er avril, plus de

(6) « Conference officially forms new – and growing-independent union federation », 3 mars 2011, www.egyptworkersolidarity.org/?p=309

100 000 personnes se retrouvent encore place Tahrir au Caire et plus dans d'autres villes pour « Sauver le jour de la révolution » ; le 8 avril, de nouveau, des centaines de milliers de manifestants réclament un gouvernement civil, mais au matin du 9 avril l'armée entre en action : 6 tués, 71 blessés. Vingt-cinq officiers et des hommes de troupe avaient rejoint les manifestants en dénonçant leur hiérarchie militaire, sans que l'on puisse parler d'une mutinerie, mais ce geste est assez inquiétant pour le pouvoir et huit d'entre eux seront arrêtés. Le mardi précédent, de nouvelles grèves ont éclaté dans les centres textiles du delta du Nil et les grévistes se sont rassemblés dans des manifestations contre les licenciements et la corruption et pour un salaire minimum, sortant des usines pour faire le siège du gouvernement de la province ; menacés par les militaires, ils n'ont pas osé aller au-delà mais ont formé pour partie des contingents qui se sont retrouvés le vendredi place Tahrir au Caire.

Devant les réticences du pouvoir à relâcher son contrôle répressif et malgré une décision judiciaire ordonnant la dissolution du parti de Moubarak, le NDP, le Collectif des jeunes rompt les discussions avec le Conseil militaire. En avril, le Conseil militaire promulgue une nouvelle loi faisant de la grève (toute activité qui entraverait le fonctionnement des institutions publiques et de toute activité pendant l'état d'urgence) un délit puni jusqu'à un an de prison et d'une amende pouvant atteindre 90 000 dollars.

Grève de 27 000 ouvriers de l'entreprise de filature et de tissage Ghazl Al-Mahalla,en 2007.

Quels lendemains ?

« Révolution : ensemble des événements historiques qui ont lieu dans une communauté importante (nationale en général) lorsqu'une partie du groupe en insurrection réussit à prendre le pouvoir et que des changements profonds (politiques, économiques, sociaux) se produisent dans la société » (dictionnaire Le Robert).

Même si l'on s'en tient strictement à cette définition, ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte et peut tendre à s'étendre – présentement uniquement dans les différentes nations à dominante religieuse musulmane – sunnite de surcroît),

même si l'on se réfère à ce que furent les événements historiques ayant conduit à une prise du pouvoir par tout ou partie des acteurs de l'insurrection,

même sans se référer aux différentes versions de ce que pourrait être une véritable révolution – sociale – qui mettrait un terme au système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme et d'accaparement du produit de cette exploitation,

force est de constater que, dans les développements tels que nous venons de les décrire, dans aucun des pays touchés par ce qu'on appelle « le printemps arabe » – Tunisie, Egypte et autres plus récents – il n'y a eu de prise du pouvoir par des masses hétéroclites (c'est-à-dire toutes classes confondues). Il y eut, et il y a encore, des

attaques ponctuelles contre les bâtiments locaux, parfois nationaux sièges des organismes particuliers du pouvoir (commissariats, mairies, siège du parti au pouvoir) mais pas une attaque générale contre les organismes centraux de l'Etat. : partout l'essentiel des forces d'encadrement et de répression du système (armée, police, administrations, hiérarchies sociales) sont restées pratiquement en place, assurant la pérennité du système capitalisme dans son cadre national et ses liens avec le système mondial de domination du capital. Peut-on voir dans ces quelques avancées l'éveil d'une conscience de classe qui conduirait à des bouleversements plus radicaux et à l'avènement d'une société communiste mondiale ? La réponse ne peut venir que des exploités, les innombrables prolétaires diversement dominés par la chape de plomb du capital.

Il ne fait aucun doute que, sans être réellement les initiateurs directs de ces insurrections, les prolétaires ont contribué à leur développement et que, notamment pour l'Egypte, l'entrée en grève des ouvriers avec leurs propres revendications a accéléré le processus de réformes à la tête de l'Etat.

Mais une fois atteint ce changement de têtes, ce qui, même au sein de l'appareil de domination interne ou externe apparaissait comme indispensable pour éviter de véritables poussées révolutionnaires, les travailleurs sont priés de retourner au turbin car on n'a plus besoin d'eux pour cette tâche – par contre, on a bien besoin d'eux pour faire tourner l'économie et continuer à en tirer des profits et alimenter l'appareil d'Etat qui les opprime dans tous les aspects de leur vie.

La révolution sociale n'est pas au programme : d'ailleurs les travailleurs qui se sont lancé dans la lutte des derniers jours n'en demandaient pas tant, seulement des hausses de salaires, le changement des conditions de travail et la possibilité de s'organiser pour se défendre dans le quotidien. Les mêmes exigences pour lesquelles ils continueront à se mobiliser contre leurs employeurs et indirectement contre le système et le gouvernement qui en sont l'émanation. Une autre forme d'insurrection – ouvrière et sociale – peut alors surgir qui pourrait se généraliser si les travailleurs se rendent compte que leurs faibles espoirs ont été vains et que le changement auquel ils ont pu contribué n'a pratiquement rien changé à leur misère quotidienne.

Si les événements évoluaient vers une contestation sociale, ou si, devant cette frustration, ils reprenaient cette voie, la sorte d'union nationale actuelle des partis et de l'armée agirait pour la réprimer, fût-ce dans le sang, avec le soutien de la « communauté internationale » à commencer par les Etats-Unis. Aujourd'hui, ceux qui restent accrochés fermement au pouvoir « conseillent » aux travailleurs de reprendre le travail en échange de projets de réformes politiques mal définies. Si, partie de la Tunisie, contestation et émeutes s'étendent dans leurs cadres nationaux à l'encontre de systèmes politiques similaires, cela n'a pas entraîné même une ébauche d'internationalisation de la lutte dans les pays concernés. Et, encore moins, tout au moins à notre connaissance, on n'a vu surgir des formes spécifiques de lutte ou de prise en main de formes de gestion sociale qui auraient pu servir d'éléments à une telle internationalisation.

Pour en revenir à l'Egypte, malgré la répression dont l'armée a pris le relais après celle de Moubarak avant et pendant la révolte (plus de 1 000 tués, des centaines

d'arrestations avec leur cortège d'exactions et de tortures et les sentences des tribunaux militaires), le Conseil militaire atermoie toujours entre des concessions « démocratiques » accordées au compte-gouttes sous la pression de la rue ou des usines, et une dictature plus musclée qui ne pourrait, aujourd'hui, qu'entraîner des réactions violentes imprévisibles. Cette relative faiblesse du pouvoir se retrouve non seulement dans les grèves qui persistent et dans des actions locales sur une foule de sujets, dont le commun dénominateur reste ce qui est interprété comme des abus de pouvoir (par exemple la reprise par les paysans de terres distribuées sous Nasser et récupérées illégalement par les anciens propriétaires [7] ou bien la contestation violente à Louxor de la nomination d'un nouveau gouverneur de confession chrétienne). Cette situation incertaine et quelque peu chaotique peut générer tout autant une nouvelle poussée de révolte (peut-être avec un contexte social plus affirmé) qu'une « contre-révolution » d'un régime aussi autoritaire que l'ancien.

Mais, comme partout dans le monde, le destin national de l'Egypte et l'action des protagonistes de la révolte politique (la nouvelle classe moyenne montante cherchant son intégration économique et sociale) ou ceux de la révolte sociale (la classe ouvrière) dépend de l'évolution du contexte international.

Les données initiales – la baisse du niveau de vie due à la crise et aux spéculations mondiales – restent présentes et l'économie égyptienne – crise mondiale et troubles intérieurs – est stagnante. Cela signifie qu'aucun régime qui dépendrait forcément de l'aide américaine maintenue (et même récemment accrue [8]) ne pourrait dans l'immédiat résoudre la quadrature du cercle de l'accroissement du chômage et de la montée des jeunes générations (9), qui frappe autant mais distinctement les ambitieuses classes moyennes que l'ensemble du prolétariat. Le monde entier est face à de tels dilemmes, chacun dans son cadre national, devant un avenir d'incertitudes.

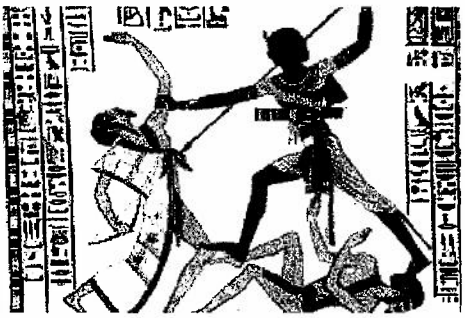
H. S.

---

(7) « En Egypte, les paysans sont aussi dans la révolution » pour se libérer de l'appropriation féodale des terres. Raphaël Kempf, site du Monde diplomatique, 5 mars 2011.

(8) William Burns, sous-secrétaire d'Etat, déclare qu'aider à la transition politique en Egypte est une « tâche plus importante pour la politique étrangère américaine que toutes celles qu'il a dû affronter depuis la fin de la guerre froide », *Financial Times*, 24 mars 2011.

(9) 28 % des jeunes de 18-24 ans sont étudiants et 17 % des chômeurs ont entre 15 et 29 ans.



◆ « Lutte de classe au Maghreb-Machrek... lutte de classe dans le monde entier... http://juralibertaire.over-blog.com/75-categorie-677770.html

◆ *Le Prolétaire* n° 499, mars-avril 2011 – différents articles sur les révoltes dans les pays arabes.

Sur le même thème « Du Maghreb au Machrek : conséquences politiques du pillage opéré par les pays impérialistes » dans *Regroupement Communiste* n° 35 , avril 2011 .

◆ Egalement dans *Présence Marxiste* n° 86 « Tunisie, Libye, Egypte, Jordanie, la Révolution reste à faire ».

◆ « Insurrection dans le Nord de l'Afrique » dans le n° 375 (février 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : un article qui voit en Tunisie des événements qui « ne peuvent être décrits autrement que comme une révolte de la classe ouvrière ». Une chronologie, courant jusqu'au 17 janvier 2011, complète cet article ainsi qu'un salut des travailleurs de la CNT-AIT au soulèvement populaire en Tunisie, en version bilingue arabe/espagnole.

◆ Dans le n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, l'Egypte est à la une : « Autogestion et lutte ouvrière dans la révolte égyptienne » ; en p. 13, un article de Carlos Martín Martínez, secrétaire aux relations extérieures du Comité confédéral, « Maghreb, rouge vif », complète cette analyse d'une classe ouvrière en lutte dans les pays du sud de la Méditerranée alors que le discours dominant ne veut y voir qu'une lutte des classes moyennes en mal de démocratie.

◆ « Une société rouillée » dans le n° 15 (mars 2011) de la revue marxiste-luxemburgiste *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* tente une analyse des événements en Afrique du Nord, un article illustré par deux photographies : l'une du siège des partis au pouvoir à Londres (Grande-Bretagne) par les étudiants le 10 novembre 2010, et l'autre représentant les émeutes en faveur de la démission de Hosni Moubarak par un bâtiment en flammes au Caire (Egypte) lors des 28 et 29 janvier 2011.

◆ Dans le n° 16 (avril 2011) de la revue marxiste-luxemburgiste *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*, « Scènes d'une société en crise(s) » exprime son soutien aux révoltes dans les pays au sud de la Méditerranée malgré ce qui les différencie : « En Tunisie la révolution se poursuit, avec des soubresauts et des évolutions pour le moment incertaines, mais en Egypte et en Libye c'est la contre-révolution qui a pour le moment pris le dessus. »

◆ *A Contre courant* n° 222 (mars 2011) : « Soulèvements populaires dans le monde arabe. »

◆ « Nous sommes tous des Arabes », dans *CQFD* n° 87 (mars 2011), qui contient aussi « Ça dégage au Sud », un reportage sur les premières semaines qui ont suivi la chute de Ben Ali, sans illusion sur « la fausse célébration de la révolution », mais sans que se dégage grand-chose de ce bouillonnement contradictoire : « Rumeurs, confusion, hésitations, peur, bavardages, sentiment euphorique de liberté, curio-

sité, absence d'icônes révolutionnaires et de leaders : la révolution tunisienne est à peine ébauchée. »

◆ Dans *Courant alternatif* n° 208 (mars 2011): un éditorial : « Tunisie... Egypte... sautons le pas ! » et un dossier « Révoltes arabes » : « Le fantasme islamiste contre la lutte des classes » ; « Libye, une insurrection en cours » ; « Printemps des peuples dans les pays arabes ».

◆ « Le regard des Occidentaux sur les révoltes du monde arabe est un peu le même que celui de pensionnaires d'une maison de retraite observant par la fenêtre des lycéens révoltés. » Cette citation ouvre un article du numéro de mars-avril d'*Article 11,* qui veut croire que la manœuvre consistant à « sacrifier la tête pour sauver le régime » ne résistera pas au mouvement social. « Las », doit-il reconnaître, « ce dernier ne cédera pas aisément. En Tunisie, les milices de Ben Ali ont refait surface... en Libye, un régime sur le point de basculer semble finalement retrouver souffle... Seule certitude, la donne a changé, un précédent existe... »

Libye

◆ *Courant alternatif* n° 209 (avril 2011) : Libye, une révolution confisquée « La révolution libyenne a échoué avant même de commencer, les gens n'ont pas eu le temps de sortir dans la rue, dès les premiers pas c'est une balle, une bombe. En l'espace de deux semaines émerge une direction, un pseudo-gouvernement qui négocie avec le monde entier et parle aux noms des Libyens en demandant une zone d'exclusion aérienne, pensant qu'il ne s'agit que d'un panneau de signalisation face aux avions de Kadhafi, ce dont un diplomate allemand les a mis en garde leur précisant que cela signifie in fine, des bombardements.

La militarisation forcée de la révolution libyenne a exclu de fait la majorité de la population empêchée d'agir et a transformé une contestation populaire en un affrontement armé entre des amateurs mal armés et une armée de métier soutenue par des mercenaires.

Cet affrontement a aussi exclu du processus d'insurrection, 2 millions et demi de travailleurs immigrés qui avaient bien plus de raison de se révolter que les Libyens, surtout qu'un million et demi d'Egyptiens et plus de cinquante mille Tunisiens n'ont pas pu participer à leur propre révolution ; c'était là l'occasion de créer une véritable jonction entre les trois soulèvements et de les transformer en révolution de classes »

◆ La Confédération nationale du travail espagnole s'oppose à la guerre en Libye et à la participation du gouvernement espagnol à celle-ci dans le n° 377 (avril 2011, millésimé par erreur 2010) de son organe *CNT.*

ÉTATS-UNIS

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS L'ÉTAT DU WISCONSIN ?

PRÉMISSES D'UNE GRANDE RÉVOLTE OU SIMPLE ÉPISODE ISOLÉ DE LA GUERRE DE CLASSES ?

L'évolution du mouvement syndcal américaln

Indépendamment de leur sens spécifique, les événements du début 2011 dans le Wisconsin sont la plus grande mobilisation ouvrière aux Etats-Unis depuis bien longtemps. En partie, ils prolongent d'autres luttes récentes ou faits significatifs de résistance qui, bien qu'isolés, témoignent de la persistance de la lutte de classe. Ils touchent les relations capital-travail et les formes qu'elles avaient prises au cours du XX[e] siècle. Le patronat américain, à la faveur de la crise et des importantes restructurations des conditions de l'exploitation, tente d'imposer de nouvelles relations de travail plus adaptées aux nouvelles techniques de production et à la globalisation-mondialisation de la production et du marché capitalistes.

Une première étape dans cette évolution a montré que la fédération AFL-CIO, et particulièrement le syndicat de l'automobile UAW, jouait plus que jamais le rôle d'auxiliaire du capital pour imposer aux travailleurs des mesures drastiques de sauvetage des entreprises (licenciements, réductions de salaires de moitié, diminutions des avantages sociaux – maladie et retraite). De simples intermédiaires facilitant un fonctionnement sans heurts du système d'exploitation, les syndicats sont devenus récemment des agents actifs d'exécution des impératifs des entreprises. Quelques réactions ouvrières récentes (Chicago, Indianapolis, Détroit) (1) n'ont guère eu de répercussions. On ne peut parler d'un mouvement d'ensemble de résistance. Ce qui importe avant tout pour le syndicat, c'est de préserver sa place dans le procès de production et son rôle éventuel dans

(1) Voir *Echanges* n° 134 (automne 2011) : « Une amorce de résistance ouvrière » (Indianapolis) et n° 127 (hiver 2008-2009) : « Une hirondelle ne fait pas le printemps » (Chicago), ainsi que le bulletin *Dans le Monde une classe en lutte*.

les relations de travail dans le secteur privé, même si ce rôle est totalement négatif pour ce qui est de la protection des intérêts des travailleurs.

Une deuxième étape est en passe d'être franchie avec une autre forme d'attaque visant à l'élimination de la médiation syndicale dans le secteur public là où elle existe encore, essentiellement les travailleurs des collectivités locales, à commencer par les Etats des Etats-Unis (2). Là aussi, la plupart des syndicats de ces salariés des collectivités ont accepté le même type de restructurations que dans le secteur privé. Mais une bonne partie des Etats voudraient éliminer les contraintes que représente pour eux un certain « pouvoir syndical ». Un article du *Financial Times* (29 février 2011) résumait ainsi cette situation :

> « Dans beaucoup d'Etats, les syndicats du secteur public sont devenus trop puissants. Ils ont conquis des positions qui dépassent celles qu'ils peuvent avoir dans le secteur privé. Quand on peut faire des comparaisons, les salaires des travailleurs de l'Etat ou des collectivités publiques sont légèrement inférieurs à ceux des travailleurs du privé, mais les autres avantages sont largement supérieurs ; ce qui fait que l'ensemble des rémunérations du public sont bien supérieures à l'ensemble de celles du privé. En outre les employeurs du public ont souvent concédé aux syndicats des pouvoirs de gestion, celui de décider qui fait quoi et quand, de fixer les règles de sécurité, de contrôler l'embauche et les licenciements. Cela rend par exemple très difficile la réforme du système scolaire qui est pourtant devenue une priorité nationale. »

Le Wisconsin

▶ 45 000 km² (l'équivalent en surface et population de la région Rhône-Alpes), situé à l'ouest des Grands Lacs sur les rives des lacs Supérieur et Michigan.

▶ 5,5 millions d'habitants (6 % de la population américaine). Population active : 3 millions de personnes, dont 600 000 dans l'industrie et 30 000 dans l'agriculture.

▶ L'activité principale est l'agriculture : céréales, élevage et production laitière alimentent une agro-industrie développée.

▶ Dans l'ouest de l'Etat, la proximité de la région industrielle automobile Chicago-Détroit a développé diverses industries durement touchées par la crise de l'automobile.

▶ La ville industrielle de Milwaukee (agglomération de 1 400 000 habitants) est bien plus importante que la capitale administrative, Madison (220 000 habitants).

Les liens plus directs entre le grand capital et la réforme des relations de travail

Ce que nous allons exposer vaut pour l'Etat du Wisconsin, mais nous pourrions trouver des liens similaires dans bien des Etats américains et pour l'ensemble du système politique.

Les frères Koch – une des plus grandes fortunes américaines – sont à la tête d'un empire économique mondial, un conglomérat œuvrant dans l'énergie, la pétrochimie, le papier, les engrais et les pipelines, etc. (3). Rien qu'aux Etats-Unis, ils exploitent 50 000 travailleurs. Ils sont très actifs sur

(2) 36,3 % des travailleurs du secteur public (Etat fédéral, Etats et toutes autres collectivités) sont syndiqués, avec des taux très variables selon les régions (73 % à New York) alors que seulement 6,9 % sont syndiqués dans le secteur privé (contre 30 % en 1960).

(3) En France, leurgroupe possède les marques Lotus (papiers toilette) et Demak'up (maquillage)

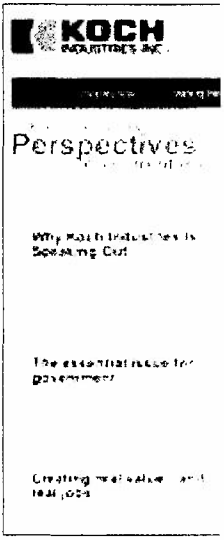
le plan politique, sont des contributeurs importants du parti républicain et particulièrement de son aile la plus réactionnaire – les Tea Party (4). Ils soutiennent aussi et subventionnent largement toutes les campagnes contre les tendances actuelles à combattre les nuisances du capital qui pourraient limiter l'activité sans contrôle des firmes industrielles. Ils ont obtenu en 2010 un arrêt de la Cour suprême (en corrompant deux de ses juges) qui supprime au « nom de la liberté » toute limitation au montant des subventions des entreprises aux partis politiques.

L'actuel gouverneur républicain du Wisconsin, Scott Walker, élu à l'automne 2010 à la place d'un démocrate, est un proche des frères Koch (5) : il a été élu grâce à leur contribution à sa campagne électorale et au soutien du Tea Party dont il a promis de mettre les thèses en application.

Ce lien capital-politique dans le Wisconsin est un cas d'école, mais on peut le retrouver, avec des variantes, dans les autres Etats de l'Union, comme dans le monde entier dominé par le système capitaliste.

Les finances des Etats dans le marasme

Chaque Etat des Etats-Unis a son propre budget alimenté par des impôts locaux et par des subventions du gouvernement fédéral pour l'exécution de programmes décidés à Washington (6), mais dont la gestion est confiée aux Etats. La crise a, pour chacun de ces Etats mais dans des proportions différentes, d'une part amoindri leurs recettes propres et d'autre part réduit les subventions de l'Etat fédéral. En même temps, et toujours en conséquence de la crise, l'ensemble des charges notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et l'entraide se sont considérablement accrues. Ce qui fait que l'ensemble des Etats américains sont pratiquement en faillite et placés devant le dilemme : emprunter ou/et augmenter les impôts ou/et réduire toutes les dépenses c'est-à-dire rogner sur l'ensemble des services publics



C'est cette dernière solution qui est le plus souvent adoptée, notamment dans les Etats gouvernés par les Républicains qui y voient l'opportunité de réduire l'emprise des services publics et de l'Etat fédéral (7).

Comme une bonne partie de ces agents territoriaux sont syndiqués et que des contrats collectifs lient le gouvernement des Etats à un ou plusieurs syndicats (assez souvent avec un *closed shop*) (8), l'accord des syndicats est nécessaire pour l'application de ces

(4) Sur le Tea Party, voir *Echanges* n[os] 133, p. 35, et 135, p 38.

(5) Un journaliste, prétendant être un des frère Koch fut mis d'emblée en communication avec Walker et put obtenir des confidences sur ses opinions les plus réactionnaires, notamment son projet d'éliminer pratiquement les syndicats de l'Etat. L'entretien ainsi recueilli a été ensuite largement diffusé sur le Net.

(6) Voir dans *Echanges* la série d'articles sur les Etats-Unis des n[os] 130 à 134.

(7) Voir le *Financial Times* du 6 mars 2011. Le secteur public compte 19,4 millions de travailleurs,14,7 % de la population active des Etats-Unis.

(8) Un *closed shop* est un type de contrat collectif par lequel un employeur s'engage à n'exploiter que des travailleurs syndiqués ; souvent les cotisations syndicales sont prélevées sur la feuille de paie et reversées par l'employeur au syndicat. Le syndicat bénéficiant d'un tel contrat dispose d'un pouvoir important de contrôle et de gestion de la force de travail.

Page du site Internet de Koch Industries, http://www.kochind.com (en anglais)

« plans sociaux ». A priori, ce n'est pas un obstacle vu ce que les syndicats ont accepté dans le privé (comme l'UAW dans l'automobile). Certains Etats, soit à cause des résistances de la base syndicale (9), soit à cause de la politique délibérée des ultraconservateurs de réduire voire d'éliminer ce qu'ils considèrent comme des contraintes syndicales, se sont engagés résolument dans ce qui paraît être une offensive généralisées aux Etats-Unis pour modifier profondément le cadre des médiations syndicales dans les relations sociales.

Coupes claires à Madison

La situation économique et politique de cet Etat est particulière mais pas exceptionnelle. On doit préciser que comme dans tout Etat américain, il existe un parfait décalque des institutions fédérales :un exécutif, le gouverneur, une législature deux chambres, assemblée et sénat, tous élus ; même le siège des assemblées s'appelle le Capitole, comme à Washington.

Le gouverneur Walker, un jeune loup républicain, lié aux milieux financiers, élu avec le soutien avoué des ultras du Tea Party, se croit investi d'une mission réformatrice. Son idole c'est Reagan, qui a brisé la grève et le syndicat des contrôleurs aériens peu après son investiture en 1981, interprétant cela comme la « fin du communisme » aux Etats-Unis, tout en ajoutant : « Les temps sont venus. C'est notre tour de changer l'Histoire ». Il déclare encore : « Les syndicats du secteur public sont comme des tiques avec une insatiable soif de pouvoir (10). »

Mais il a quand même un problème qui influera sur les événements. S'il dispose d'une majorité suffisante dans les deux chambres pour faire adopter tous ses projets, il n'a pas au Sénat le quorum requis si les représentants démocrates n'assistent pas à la séance, pour faire adopter son projet de budget comportant des coupes claires dans tous les services de l'Etat.

Ce projet, révélé le vendredi 11 février 2011, concerne les 170 000 travailleurs du Wisconsin (y compris les enseignants et les services de santé) et comporte des restrictions sur les salaires et conditions de travail, mais aussi des modifications profondes du cadre juridique des relations so-

(9) Exemples cités dans la note 1. D'autres plus résents chez des sous-traitants de l'automobile dans la région de Detroit ont montré qu'il devient difficile aux bureaucraties syndicales d'imposer un vote favorable à des restructurations drastiques notamment des diminutions importantes de salaires et qu'ils ont même conclu des accords directs avec les employeurs sans vote, passant par-dessus la tête des travailleurs.

(10) *Financial Times*, 22 février 2011.

ciales,en gros sur la place des syndicats. Cette énumération correspond à ce qui sera finalement mis en place après quelques péripéties (les dispositions concernant les relations sociales pourraient également s'appliquer à l'ensemble des salariés des collectivités territoriales – villes, comtés – du Wisconsin, et pas seulement aux fonctionnaires de l'Etat) :

▶ le projet de budget comporte des réductions de tous les services de l'Etat dans l'éducation, les crèches, Medicaid (aide médicale aux nécessiteux). Cela correspond à ce qui est mis en place dans la plupart des Etats américains pour répondre aux déficits de leurs finances. Le gouverneur précédent du Wisconsin, démocrate, avait déjà en 2009 procédé à des licenciements et bloqué les salaires pour deux ans ;

▶ La réforme de tout le système de rémunération implique une diminution des salaires, une augmentation de la part salariale des cotisations maladie et retraite (11) ce qui aboutit globalement à une perte de salaire de 8 % à 20 %, jusqu'à 400 dollars par mois (300 euros) ;

▶ les grèves deviendraient illégales et le texte donnerait pouvoir au gouverneur de licencier quiconque « aurait participé à une action organisée pour arrêter ou ralentir le travail » ou bien aurait été « absent

(11) Rappelons qu'aux Etats-Unis, sauf pour les indigents (Medicaid) et les vieux (Medicare) il n'y a pas de système général de santé obligatoire et que la retraite garantie aux vieux est dérisoire. Les couvertures maladie et retraite dépendent pour l'essentiel des contrats collectifs signés entre entreprise et syndicats ou de concessions unilatérales de l'entreprise. Ailleurs, sauf contrats individuels maladie ou retraite, il n'y a rien ; c'était un des projets d'Obama d'établir une couverture maladie minimale qui a été effectivement votée après maintes concessions et qui rencontre toujours une forte opposition.

UNE VISITE À MADISON

J'ai pu aller à Madison pour la manifestation de masse du 12 mars dans le mouvement de mobilisation contre les coups portés par le gouverneur Scott Walker aux syndicats des salariés du secteur public... La manifestation était la plus importante de toutes celles qui avaient déjà eu lieu : plus de 100 000 participants. La foule semblait appartenir presque uniquement à la classe ouvrière venue de tout le Wisconsin. Il y avait des familles avec de jeunes enfants. C'était la plus grande mobilisation ouvrière de tout le Midwest depuis des décennies ; d'après certains c'était beaucoup plus important que les mobilisation pacifistes à Madison contre la guerre du Vietnam. On peut se souvenir de la grève d'Hormel à Austin dans le Minnesota en 1985-1986 ou, plus au sud, des « Three strikes » à Decatur (Illinois) entre 1993 et 1996, mais les manifestations de Madison ont relégué ces mouvements dans l'ombre, tant sur le plan national qu'international. Dans la période récente, seules les manifestations nationale des Latinos en mai 2006 peuvent être considérées comme de grandes mobilisations ouvrières, mais elles ne se rattachaient pas à un objet spécifique comme l'attaque, mêlée d'un programme d'austérité et de répression syndicale, qui a lieu dans le Wisconsin. Si nombre d'étudiants de l'université du Wisconsin n'avaient pas été en vacances de printemps, nul doute que la manifestation du 12 aurait été plus imposante. Des bus avaient amené des gens de toutes les parties de l'Etat, et il y avait aussi nombre de gens venus d'ailleurs.

trois jours sans l'accord de l'employeur » ;

▶ la représentativité syndicale, c'est-à-dire le droit d'intervenir dans les discussions sur les conditions de travail, serait redéfinie par un vote annuel sur un nouveau contrat. Ce qui voudrait dire que tout syndicat déjà représentatif suite à un vote majoritaire dans l'unité de travail pourrait être remplacé par un autre syndicat ou même que tout syndicat serait exclu de cette unité (ce qui est le cas dans de nombreuses entreprises américaines) ;

▶ même représentatif, tout syndicat serait exclu des discussions sur les retraites et autres avantages sociaux ;

▶ les travailleurs temporaires n'auraient droit à aucun des avantages accordés aux travailleurs permanents, c'est-à-dire essentiellement qu'ils resteraient sans couverture maladie ni retraite ;

▶ le prélèvement automatique des cotisations syndicales par l'employeur, pour les travailleurs couverts par le closed shop, serait supprimé.

La révélation de ce projet s'accompagne d'un chantage au corps législatif : ou vous le votez tel quel, ou c'est 6 000 licenciements immédiats. Elle est assortie aussi de précautions plus inquiétantes : sont exclus de ces réformes les policiers et les pompiers, ce qui garantira leur fidélité répressive en cas de conflit. En même temps, la Garde nationale (12) est mise sur le pied de guerre pour « parer à toute éventualité »

(12) Garde Nationale –Army National Guard –, composante de l'armée, est une sorte de milice formée de volontaires dont le but initial était le maintien de l'ordre intérieur mais qui ont été constamment utilisés sur des théâtres d'opérations militaires extérieures.

Le Capitole, devant lequel se tenait la manifestation, avait été occupé par des milliers de manifestants de mi-février à la fin février, quant le dernier carré des occupants le quittèrent volontairement. Il avait de nouveau été occupé le 3 mars après que les Républicains de l'Etat eurent voté un nouveau projet fait à la sauvette qui mettait fin aux négociations collectives pour les employés du secteur public. L'occupation avait alors aussi cessé volontairement.

C'était la troisième ou quatrième manifestation de cette dimension depuis que les affrontements avaient débuté mi-février. Pour quelqu'un comme moi qui se souvient de la fin des années 1960, l'atmosphère était calme et relaxe en comparaison. Il n'y avait pas tant de drapeaux américains comme j'avais pu en voir sur les vidéos des précédentes manifestations, mais à un moment la foule chanta *L'Amérique est belle*, ce qui aurait été inconcevable dans les années 1960 ou 1970 (on peut se souvenir que les IWW utilisaient le drapeau américain dans leurs manifestations pour retirer ce symbole aux capitalistes. Quant à moi, si j'avais eu à porter un drapeau, il eût été rouge). On chantait aussi *Solidarity for ever* (c'est l'hymne syndical, lancé à l'origine par les IWW).

A en juger par les marques diverses que portaient bien des manifestants, on pouvait penser qu'il y avait un soutien général pour les syndicats et le Parti démocrate, et spécialement pour les « 14 » sénateurs qui s'étaient exilés en Illinois afin que le gouverneur Scott Walker n'ait pas le quorum pour faire passer sa réforme. Les « 14 » étaient revenus et quelques-uns prirent la parole durant la manifestation, leurs discours interrompus par de fréquents « Thank you, Thank you »

Face à ce projet, les représentants démocrates du Wisconsin et les syndicats ont des positions ambiguës : ils sont prêts à accepter les concessions purement financières (ce qu'ils ont fait dans maints secteurs, publics ou privés) à condition que soit préservée la « présence syndicale » dans sa forme actuelle. Pour cela, les sénateurs démocrates se rendent dans l'Etat voisin de l'Illinois, échappant ainsi à toute réquisition qui les contraindrait à être présents afin d'atteindre le fameux quorum. Les deux principaux syndicats (dont le plus important, celui de l'éducation) ont accepté les restrictions sur les conditions de travail « pour aider notre Etat en ces temps difficiles ».

Pour parvenir à ses fins et profiter de ces ambiguïtés, le gouverneur Walker va scinder son projet en deux parties ; le budget d'un côté, qui pourra être voté puisque tous les représentants politiques et syndicaux sont d'accord et que le quorum sera atteint, et d'un autre côté les réformes sur les relations de travail, sur lesquelles il y a un désaccord mais qui ne requièrent pas de quorum et peuvent être votées à la majorité simple, ce qui sera fait plus tard. Car entre-temps, dès l'annonce du projet, une opposition imprévue, une révolte de toute la base va quelque peu compliquer les jeux politiques.

L'occupation du Capitole

Tout débute le lundi 14 février par une manifestation organisée par des sections syndicales de base ; près de 1 000 enseignants et étudiants se rassemblent sur le Capitole et devant la maison du gouverneur. Une seule revendication : le retrait

(selon un témoin local, les « 14 » étaient une variété de démocrates sans originalité qui tentaient de se refaire une popularité auprès de la base syndicale). La grande majorité des slogans n'étaient pas originaux : anti-Walker, anti-frères Koch, quelques références à Hitler interdisant les syndicats en 1933, soutien aux « 14 », références à la place Tahrir. Quelques demandes bien timides demandant qu'Obama soutienne leur lutte. Personne ne critiquait les « 14 » ou la bureaucratie syndicale pour leur bonne volonté à accepter les réductions de salaires et avantages au cas où Walker accepterait d'abandonner ses projets sur les négociations collectives.

Il y avait aussi des revendications pour de nouvelles élections en vue d'éliminer certains sénateurs ou pour l'élection d'un juge démocrate à la cour suprême du Wisconsin. Le fait que des gouverneurs démocrates comme Jerry Brown en Californie ou Andrew Cuomo à New York attaquent également les syndicats du secteur public (quoique pas les négociations collectives) de la même manière que Scott Walker ne semblait pas troubler leurs revendications.

Ici ou là, on pouvait voir des appels à une grève générale distribués par de petits groupes des IWW. Et quelques apparitions des sectes gauchistes comme ISO, Spartacists, etc.

Les discours étaient sans intérêt, du ton habituel à ce genre de manifestations, interrompus par des applaudissements nourris et des chants. Aucun de ces discours (j'admets avoir accordé plus d'attention à la foule qu'aux orateurs) ne parlait du système capitaliste, ou même du fait que le présent mouvement était simplement la continuation des luttes de la classe ou-

du projet.

A partir de cette date, les manifestations vont se tenir quotidiennement, d'une manière quasi spontanée. Suivies avec réticence par les démocrates et les syndicats, elles regrouperont de plus en plus de participants toujours sur le même objectif. Elles auront lieu principalement dans la capitale de l'Etat, Madison, mais d'autres de moindre importance seront organisées dans d'autres villes, notamment à Milwaukee. Mais il y aura un soupçon selon lequel démocrates et syndicats « décentralisent » ces manifestations pour en réduire l'importance et en quelque sorte déconnecter les manifestations de Madison qui effectivement deviendront centrales :

▶ le 15 février, les manifestants sont 13 000 : ils se rassemblent devant le Capitole ; 40 % des enseignants de l'Etat se mettent en congé maladie ;

▶ le mercredi 16 février, 20 000 personnes, majoritairement des enseignants, envahissent le Capitole.Ils sont 30 000 le jeudi 17 avec une participation massive de travailleurs venus de tout l'Etat. Le samedi 19, ils sont 75 000 et près de 8 000 d'entre eux s'installent dans le Capitole pour une occupation permanente.

Syndicats et démocrates n'ont plus guère le contrôle du mouvement qui s'organise autour d'une foule d'initiatives individuelles (13). C'est à ce moment que deux des plus importants syndicats, Wisconsin State Employees et Wisconsin Education Association Council, acceptent

(13) « Le tourbillon de Madison » : http://novusordoseclorum.discutforum.com/t6374-emeutes-aux-usa-actualites

vrières américaine contre les attaques du pouvoir dans les années 1970. Personne n'appelait à rompre avec les Démocrates ou critiquait les syndicats de quelque manière, même pour avoir accepté les réductions de salaires avant toute négociation. A en juger d'après les réactions de la foule, de tels discours apportaient une note d'amertume sur l'atmosphère festive dominante. (selon un de mes interlocuteurs locaux bien informé, 50 % de la foule était très critique des Démocrates et des bureaucrates syndicaux).

Régulièrement fusait le slogan « C'est ça la démocratie » (qui vient de Seattle) et « Le peuple uni ne sera jamais vaincu »(qui pour moi se relie à ce que chantaient les masses au Chili avant le coup d'Etat de Pinochet).

J'étais curieux de savoir pourquoi toutes les manifestations que j'avais vues sur des vidéos montraient une présence dominante des Blancs. Il est vrai que seulement 6 % de la population du Wisconsin est noire, mais Milwaukee, avec 200 000 Noirs, est seulement à une heure de route. Une des raison, apparemment, comme on a pu me le dire ici, est que la plupart des Noirs de Milwaukee sont enfermés dans des conditions proches de l'apartheid dans le nord de la ville, là où il n'y a pratiquement aucun transport public, situation qui avait été aggravée par Scott Walker lui-même alors qu'il était un responsable du comté. De toute façon, la plupart des Noirs de ce district n'ont pas de voiture, ce qui, combiné avec le manque de transports publics, leur rend difficile de trouver un travail – pour autant qu'il y ait des emplois disponibles. Milwaukee est une des villes des Etats-Unis où la ségrégation est la plus forte. C'est la conséquence de la

toutes les mesures de l'ordre économique y compris celles concernant salaires et accessoires, annoncent des discussions avec Walker sur les réformes touchant la place des syndicats et appellent les enseignants à cesser la grève.

Le 22, malgré cela, les enseignants sont toujours en grève, mais les débats parlementaires continuent, et le projet est finalement voté par l'Assemblée. L'enlisement dans ces méandres politiques et syndicaux permet au gouverneur d'obtenir une décision judiciaire qui interdit l'occupation du Capitole, sauf pour le hall qui doit rester ouvert au public pendant les heures d'activité. Les derniers occupants qui s'y étaient installés jour et nuit depuis le 16 février, l'évacuent le 3 mars sans incident (la police semble avoir manifesté un certain soutien à un mouvement protestant contre des mesures qui les touchent en partie).

Comme les débats parlementaires se poursuivent, les manifestations continuent malgré la fin de l'occupation du Capitole. Ils sont 70 000 manifestants à Madison le samedi 5 mars et ils seront encore 100 000 le samedi 12 mars. Et entre-temps, d'autres manifestations quasi quotidiennes devant et dans le Capitole ponctuent la progression des débats parlementaires vers l'adoption définitive du projet. Mais c'est un peu le chant du cygne car, avec la manipulation que nous avons évoquée, toute la réforme a finalement été votée et peu à peu les protestations se sont estompées. Un commentateur souligne qu'après l'évacuation du Capitole (qu'il qualifie « fin de la phase prolétarienne de la lutte »), le conflit s'est « de plus en plus confiné à une lutte politique entre deux fractions du capital dans

désindustrialisation du Wisconsin qui remonte aux années 1970 et qui pour l'essentiel décima la classe ouvrière noire. Le Wisconsin offre aussi le taux le plus élevé d'incarcération de Noirs et de Latinos de tout le pays en pourcentage de la population, y compris le comté de Madison.

Les Latinos, dont la présence est plus récente, étaient tout autant absents de la manifestation. On me l'expliqua par le fait que ces immigrants récents devaient travailler dur et adopter politiquement un profil bas.

Au fil d'une conversation, je questionnai un métallurgiste retraité de Milwaukee sur l'absence des Noirs et des Latinos. Sa première réaction fut de dire qu'il ne s'en était pas aperçu (fait révélateur en lui-même), puis il me dit que les fermetures d'usines avaient précipité un grand nombre de travailleurs noirs et leurs enfants dans la marginalité. On ne peut pas tirer de conclusions d'une telle conversation, mais je pense que dans cet Etat, qui compte une dominante de population blanche, ce défaut d'observation de l'absence des minorités devait être largement partagé parmi les présents. Pour moi qui venait de New York, c'était la première chose qui m'avait frappé.

Cette réflexion m'en amena une autre, celle du soutien de la police au mouvement, auquel se joignait aussi des gardiens de prison membres du syndicat American Federation of State, County and Municipal Employees. La police (comme les pompiers) avait soutenu Walker lors de son élection en novembre 2010, mais avait rejoint le mouvement sur la question des négociations collectives. Quelques personnes avec qui j'ai discuté de cette question m'ont dit que cela ne posait pas de problèmes pour le mouvement tel qu'il se déroulait

l'Etat du Wisconsin ».

Quel sens donner à une telle explosion populaire ?

Il n'a pas manqué de qualificatifs pour caractériser ce qui fut indéniablement une révolte d'une fraction prolétarienne de cet Etat : « Le tourbillon de Madison » ; « Insurrection démocratique, la révolte qu'on attendait aux Etats-Unis » (Noam Chomsky, http://www.dedefensa.org/article-chomsky_wisconsin_la_revolte_qu_on_attendait__18_02_2011.html) ; « La réémergence de la classe ouvrière américaine » (WSWS [World Socialist Web Site]) ; « Is Wisconsin our Egypt ? » (Aguilar, AlterNet.org) ; « Le vent de la révolution touche les Etats-Unis ». On pourrait citer à l'infini ces déclarations grandiloquentes qui masquent les traits caractéristiques de ce mouvement qui sont, à notre avis, essentiels, malgré sa relativité et ses limitations.

Peu ont souligné son caractère d'organisation spontanée et de solidarité de tous les manifestants. Une foule d'initiatives individuelles ont lancé des appels, loué des cars, pris la parole dans une atmosphère d'euphorie collective. Lors de l'occupation du Capitole, lors des manifestations, « des chants, des slogans fusaient, repris par la

---

actuellement. Mais je ne pouvais imaginer des relations aussi cordiales entre la police, les matons et un mouvement comme celui-ci que ce fût à Chicago, à New York à ou Los Angeles.

Mon sentiment dominant, basé seulement sur un après-midi passé à cette manifestation et d'après des conversations avec des gens du coin bien informés, était que ce mouvement reste dans une phase préliminaire et que s'il ne s'étend pas ailleurs, il sera défait. Il est difficile de le comparer aux mouvement des années 1960 parce que précisément il débute avec la population ouvrière blanche qui était absente de la plupart des manifestation de cette période d'alors. Pour gagner quelque chose de substantiel, un tel mouvement doit toucher les Noirs et les Latinos sur une large base de classe et tout autant toute cette catégorie de précaires victime de la désindustrialisation. Un tel mouvement doit briser avec le parti démocrate et dépasser les syndicats en développant de nouvelles formes de lutte basées sur la classe. A présent tout donne l'impression que si les Démocrates pouvait récupérer la majorité dans cet Etat et renverser Walker, tout le monde serait démobilisé. Mais étant donné la crise mondiale, il n'y a pas de retour en arrière. Le mouvement doit affronter la vérité sur la gravité de la crise et comprendre qu'une victoire quelconque ne sera que temporaire, tant que la capitalisme ne sera pas renversé.

Pourtant c'est la plus grande mobilisation ouvrière aux Etats-Unis depuis longtemps et pour cette seule raison, au-delà de gagner ou perdre, son existence et la direction qu'elle a déjà prise sont les choses les plus importantes qu'elle a révélées.

Loren Goldner

foule. Les protestataires ne furent pas du tout dirigés, ils savaient ce dont ils avaient besoin, prenaient des décisions sur le champ et agissaient » (Fons, *Counter Punch*).

« Chacun de ceux avec qui j'ai parlé paraissait transformé par ce qu'il avait vécu pendant ces semaines, disant qu'il n'avait jamais rien vu de semblable... La passion que chacun mettait dans ses actions était palpable. Les pancartes et slogans, faits à la maison, étaient incroyablement créatifs. Je ne peux même pas penser énumérer tous ces slogans magnifiques et spirituels que j'ai relevés. Beaucoup tenaient de longs messages sur la guerre, la démocratie, l'inégalité et la justice » (Stéphanie Luce, une universitaire qui, originaire de Madison, y est retournée pour vivre le mouvement).

Malgré tous ces caractères, ce ne fut quand même pas un mouvement associant la totalité même des travailleurs. Ce même témoignage souligne que la plupart des manifestants étaient des Blancs (bien que l'Etat, notamment à Milwaukee, compte un pourcentage de Noirs) et que beaucoup avaient un certain âge. « En les voyant on pouvait dire que la plupart étaient des travailleurs blancs, des gens des classes moyennes » (voir le témoignage de Loren pages précédentes). Peut-on conclure comme un journaliste que « la mobilisation dans le Wisconsin est impressionnante mais [qu']elle a entraîné plus de solidarité dans les médias que dans la classe ouvrière » (14) ?

Sans doute, cette spontanéité de la révolte n'a pas débouché sur autre chose que des manifestations pacifiques (à cause certainement aussi de la composition sociale des manifestants) mais sa dimension même rendait difficile toute répression directe qui aurait pu prendre des formes beaucoup plus violentes. Elle sut quand même prendre une forme significative et hautement symbolique, en elle-même une violence : l'occupation du siège central du pouvoir de cet Etat.

Dans ce sens, la « crise de Madison » a pris une dimension nationale, pas seulement par sa médiatisation, mais parce que le pouvoir fédéral pouvait craindre une extension sur tout le territoire américain.

La « révolte de Madison » pouvait-elle s'étendre dans les autres Etats ?

Il est de fait que nombre d'Etats américains ont connu, avant le Wisconsin ou en même temps (ou encore actuellement), des mouvements de protestation qui pouvaient ressembler à ce que nous venons de décrire, mais avec des dimensions beaucoup plus réduites. Leurs motivations identiques face à des restrictions budgétaires draconiennes et des attaques similaires pour restreindre la « pouvoir syndical » pouvaient laisser croire à des généralisations hors du cadre local (15).

L'Indiana en janvier et mars (10 000 manifestants à Indianapolis), l'Ohio, le Tennessee, le Colarado, la Caroline du Nord, le Michigan, New York en février, ont vu des manifestations de plusieurs milliers de personnes. Mais ces protestations (parfois accompagnées de grèves des enseignants ou d'étudiants) n'ont pas eut le caractère spontané (même avec leurs limites) de ce lles du Wisconsin. Ce furent pour l'essentiel des actions organisées par les syndicats et elles ne dépassèrent pas le cadre et les objectifs fixés par les appareils. Bien sûr, dans le Wisconsin, les syndicats ont pu jouer un certain rôle organisateur et devant la montée d'un tel mouvement populaire ont tenté et en par-

(14) *Financial Times*, 22 février 2011.

(15) Voir Gifford Hartman, *La Crise en Californie*, Echanges et Mouvement, février 2010.

tie réussi sinon à en limiter l'ampleur du moins à l'orienter vers cet enlisement dont nous avons parlé. Mais ils n'ont pas eu à jouer un rôle répressif ouvert et à endiguer la montée d'un mouvement qui les aurait relégués en défenseurs directs du capital. Là comme dans tous les Etats-Unis, pour l'ensemble des prolétaires « il y a une énorme crainte, anxiété et incertitude de l'avenir, principalement face à la disparition plutôt rapide d'un mode de vie qui n'était pas mauvais » (W. W. Barnes).

La conscience de cette situation peut expliquer certaines révoltes comme celle du Wisconsin, mais aussi le fait qu'elles restent ponctuelles ou sporadiques ailleurs. Aussi confuses soient-elles, elles peuvent néanmoins, comme certains le soulignent (même si nous trouvons leur manière trop triomphaliste), présager d'autres mouvement de résistance de plus grande ampleur.

La place d'un tel mouvement dans le capitalisme global

Les luttes du Wisconsin et celles de moindre importance dans les autres Etats américains sont passées quasi inaperçues quand le déferlement des médias se concentrait sur d'autres événements, notamment ce qu'on a baptisé la « révolte des pays arabes ». Pourtant, on ne peut s'empêcher de relever des similitudes avec, par exemple, le mouvement des retraites de l'automne 2010 en France, autant qu'avec les mouvements « pour la démocratie » en Tunisie et en Egypte notamment.

Dans tous les cas, il ne s'agit nullement de révoltes, encore moins d'émeutes au sens où une grande masse de prolétaires attaquerait les organismes de pouvoir pour y substituer leur propre pouvoir ; ou même au sens des « émeutes de la faim » de 2008 ou de celles des ouvrières du Bangladesh qui pillent et incendient les usines. Le dénominateur commun de tous ces mouvements est d'exprimer dans de grands rassemblements répétés une volonté de voir, soit changer une décision politique,soit remplacer une direction politique, en aucune façon changer totalement les bases du système. Nulle part une révolution sociale n'a été au programme, nulle part on n'a vu surgir des formes d'organisation qui auraient tenté de tracer les contours d'un système sans exploitation.

On peut s'interroger sur le fait que pour l'essentiel ces mouvements émanaient des classes moyennes touchées par la crise, ce qui expliquerait qu'ils soient restés cantonnés dans la revendication politique.

Si certains actes au cours des manifestations ont montré dans une volonté tenace une certaine forme d'autonomisation, si des occupations ou des destructions de bâtiments publics ont pu contenir un sens qui allait au-delà des intentions des protagonistes, la violence n'est pas venue des assauts des manifestants mais des forces de répression. Et cette violence répressive n'a pas déclenché une réplique plus massive et plus révolutionnaire.

Si tous ces mouvements ont démontré que l'action collective, même pacifique, par sa seule puissance pouvait ébranler les système nationaux les mieux verrouillés et faire tomber des têtes, force est de constater qu'ils n'ont pas été au-delà de revendications politiques, autorisant ainsi le maintien de l'essentiel du système mondial de domination.

Mais gageons que ces démonstrations d'action prolétarienne collective ne resteront pas perdues, pas plus que leur propension à l'universalité qui a fait que les Egyptiens se sont réclamés des Tunisiens, ceux de Madison de l'Egypte et les dissidents chinois des révoltes des pays arabes.

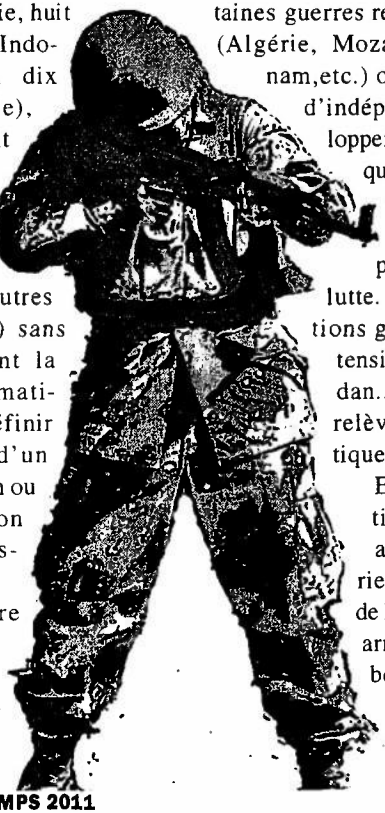
H. S.

LES ÉTATS-UNIS ET « LEURS » GUERRES

Se battre contre une « guerre du peuple »

Les guerres concomitantes en Irak et en Afghanistan, remarquables par leur durée (huit années pour la seconde guerre d'Irak, neuf pour celle d'Afghanistan) ont, outre ce caractère commun avec les guerres qui ont éclaté depuis la seconde guerre mondiale (huit pour la guerre d'Algérie, huit et six ans pour la guerre d'Indochine puis du Vietnam, dix ans pour l'ex-Yougoslavie), qu'elles ne sont et ne furent pas des guerres classiques d'Etat contre Etat mais des sortes de guerres intérieures (sans être des guerres civiles puisque d'autres Etats s'y sont impliqués) sans front bien défini, prenant la forme de guérillas. Schématiquement, on pourrait les définir comme les « guerres d'un peuple » contre la domination ou la tentative de domination d'une ou de plusieurs puissances étrangères.

Bien qu'elle puisse être criticable, nous avons préféré la caractérisation de « guerre du peuple » empruntée à Clausewitz à celle de « guérilla », dont ces guerres prennent obligatoirement la forme. La différence avec les guérillas des pays d'Amérique latine ou la Résistance de 1942-1944 en France est que ces résistances nationales bénéficient d'un large soutien populaire. Sans remonter à cette guerre perdue de Napoléon Ier en Espagne, la comparaison peut se faire avec certaines guerres récentes de décolonisation (Algérie, Mozambique, Angola, Vietnam,etc.) où les mouvements armés d'indépendance n'ont pu se développer, se maintenir et triompher que par l'appui massif de la majorité de la population, bien qu'elle ne fût pas impliquée directement dans la lutte. D'autres théâtres d'opérations guerrières de moindre intensité (Somalie, Yémen, Soudan...), s'enlisant tout autant, relèveraient d'analyses identiques.



Eu égard à cette intervention de troupes dotées d'un armement largement supérieur face à des combattants de l'ombre s'appuyant sur des armes souvent désuètes mais bénéficiant d'un large soutien populaire et, souvent, de conditions géogra-

phiques favorables à ce type de combat, on doit se référer à cette réflexion de Clausewitz pour analyser les conséquences des deux guerres actuelles :

> « ..Il faut observer qu'une guerre du peuple en général doit être considérée comme une conséquence de la façon dont l'élément guerrier a brisé de nos jours les vieilles barrières artificielles...Une résistance aussi largement dispersée n'est évidemment pas apte à frapper de grands coups exigeant une action concentrée dans l'espace et le temps. Son action, comme le processus d'évaporation dans la nature physique, dépend de l'étendue de la surface exposée. Plus elle sera grande, plus étroit sera le contact avec l'armée ennemie, plus cette armée se dispersera et d'autant plus puissants seront alors les effets de l'armement populaire. Il ruinera les fondements de l'armée ennemie comme une combustion lente et graduelle. Comme il exige du temps pour produire son effet, il se crée pendant que les éléments hostiles se tâtent l'un et l'autre un état de tension qui se relâche peu à peu si la guerre populaire s'éteint sur certains points pour brûler lentement ailleurs ou bien conduit à une crise si les flammes de cette conflagration générale embrasent l'armée ennemie et l'obligent à évacuer le pays avant d'être complètement détruite... (1) »

Quelles que soient l'importance et la nature des troupes engagées (armée professionnelle ou du contingent, mercenaires, supplétifs) (2), quel que soit l'équipement technique de ces troupes (3), les combats sur ces deux lieux d'affrontement ont pris des formes particulièrement cruelles qui, par leur intensité et leur durée, ont eu des répercussions sur le moral des troupes comme sur le recrutement et, pour ces raisons, des incidences financières (4) sur l'économie nationale. Ces conséquences se traduisent sur le plan politique, intérieur et extérieur, par la révélation de l'impuissance de la prétention dominatrice de la ou des puissances engagées dans ces conflits. Ce qui entraîne (à la fois cause et conséquence) cette lente dégradation de l'ensemble des facteurs sans lesquels aucun Etat ne peut mener des guerres de cette nature.

Les deux guerres qui perdurent en Irak et en Afghanistan, dans lesquelles inter-

(1) *De la guerre*, Carl von Clausewitz, livre VI, chapitre XXVI, « L'armement du peuple » (écrit entre 1816 et 1830). On peut aussi voir sous cet angle de l'armement du peuple cet article concernant la seconde guerre d'Irak : « La dispersion de l'armée d'Irak a laissé 40 000 hommes sans ressources et amers, mais armés, entraînés et prêts à l'insurrection » (« Lost in Iraq: the illusion of an American strategy », *Financial Times*, 10 août 2007).

(2) Il est difficile de chiffrer les effectifs totaux engagés en Irak qui, sous différentes casquettes, appartiennent à ce qu'on considérait autrefois comme les éléments d'une armée nationale. Si les effectifs proprement militaires sous drapeau américain sont souvent donnés entre 150 000 et 200 000, les estimations du reste (mercenaires, supplétifs) paraissent particulièrement variables. Pour l'Afghanistan une référence indirecte : « Impossible de gagner en Afghanistan avec 150 000 soldats », Fondation pour la recherche stratégique, *Le Monde* du 27 février 2010 (« L'Afghanistan laboratoire militaire pour l'Europe »).

(3) « Soldats du futur, à partir de 2004, les fantassins américains seront équipés d'une panoplie électronique qui bouleversera les règles ancestrales de combat terrestre », *Le Monde* du 6 mars 2003. Il ne semble pas, sept ans après cette affirmation, que ces bouleversements aient eu un résultat quelconque sur le terrain.

(4) Un seul chiffre : « The three trillions dollar war – War's spiralling cost inspires shock and awe » J. Stiglitz, *Financial Times* du 23 mars 2008 ; « An expensive war largely unfelt » (*Washington Post* du 8 mars 2007) ; « La lutte antiguérilla a absorbé les crédits de la reconstruction », *Le Monde* du 5 janvier 2006. Certains évaluent la charge présente de ces dépenses de guerre pour les Etats-Unis à 1 % du PIB contre 4 % pour la guerre du Vietnam.

viennent un cartel d'Etats sous l'égide des Etats-Unis (5), n'échappent pas à ce phénomène de désagrégation. Nous n'examinerons ici ni l'incidence du gouffre financier sur l'économie des Etats et du monde, ni les conséquences sur la géopolitique mondiale, mais seulement les effets pervers aux multiples rebondissements sur l'engagement militaire lui-même pour les Etats-Unis, dont les troupes représentent encore 90 % des forces armées dans ces guerres.

Une armée de mercenaires triés sur le volet, mais...

On pourrait penser qu'une armée de mercenaires formée d'engagés volontaires serait mieux à même de supporter les « horreurs de la guerre » (celles qu'ils commettent et celles qu'il subissent). Relativement aux Etats-Unis, on doit considérer qu'une bonne partie de ceux qui s'engagent « pour tuer et éventuellement être tués » le font pour des raisons économiques, séduits par les « avantages » que les recruteurs leur font miroiter. Mais on doit aussi relever le caractère hétéroclite de ceux qui ont été envoyés ainsi pour assurer la « présence américaine » dans cette partie du monde. Outre l'armée de métier, spécialement entraînée pour toute guerre mais comptant avant tout sur les performances de la technique moderne, on se trouve devant un patchwork assez hétéroclite et vulnérable de cette « présence militaire » : Garde nationale formée de volontaires locaux pour assurer la paix intérieure et peu préparée à ce type de conflit, mercenaires privés baroudeurs attirés par l'appât du gain, et supplétifs recrutés hors pays musulmans à coup de véritables escroqueries.

Tous pourtant sont unis par la connaissance des conditions dans lesquelles se déroulent ces guerres et des risques qu'elles représentent. Comme dans d'autres domaines, le rôle des moyens modernes de communication devient essentiel dans cette diffusion des faits et méfaits de la guerre, dans ses exactions autant que dans les conséquences individuelles physiques, psychologiques, familiales et sociétales ; ce qui est relayé pour une grande diffusion par les médias traditionnels, brisant ainsi le mur du silence que la censure pouvait autrefois construire effectivement autour de la guerre (6). Ce qui fait que la presse américaine contient des rapports fréquents :

▶ sur les limites de la supériorité technique face à l'artisanat de cette résistance « populaire », qui se traduisent par une disproportion nouvelle entre les tués et les blessés de toutes sortes ainsi que par une autre disproportion entre les victimes militaires et les victimes civiles de « bavures » dues, souvent, à cette supériorité technique aveugle ;

▶ sur la présence constante où qu'on soit d'un risque de blessure et de mort venant de dangers inconnus et imprévisibles, qui font que les traumatismes psychiques laissent des séquelles telles que le « retour à la vie civile » est totalement perturbé ;

▶ sur les conséquences de cet ensemble

(5) Pour des raisons diverses tant économiques que politiques, une bonne partie des Etats que les Etats-Unis avaient réussi à entraîner dans un soutien militaire, quoique limité aux deux guerres retirent peu à peu leur soutien laissant la quasi-totalité de cette charge aux Américains

(6) « Nous, soldats américains en Irak. A visage découvert sept militaires racontent leur quotidien surréaliste et aberrant dans un pays en guerre », *Le Monde*, 28 août 2001 ; « Soldiers protest wars », *The Sun*, 24 juin 2007 ; « The new Ernie Pyle – On Internet blogs, soldiers in Iraq offer an inside story of the war », *Washington Post*, 12 août 2005.

directement sur les suicides de militaires, sur les désertions et indirectement sur le tarissement du recrutement de militaires professionnels, recrutement d'autant plus nécessaire que ceux qui sont en fonction sont éliminés ou bien se dérobent, ce qui modifie aussi les données politiques de l'engagement dans ces guerres.

Il importe de reprendre chacun de ces points.

Les limites des techniques « supérieures »

Les limites des techniques utilisées par l'armée ne résident pas tant dans le nombre de tués, dans la disproportion entre tués et blessés, dans le nombre des traumatisés et leurs séquelles physiques, mais surtout dans la persistance de l'angoisse permanente vécue pendant leur engagement dans un pays totalement hostile. De nombreux témoignages évoquent cette présence obsédante de dangers qui peuvent surgir à chaque instant de n'importe où et de n'importe qui. Déjà traumatisante en elle-même, cette obsession conduit, en réaction, à commettre des actes plus ou moins barbares. Une hantise qui ne fait plus aucune distinction entre les êtres humains qui apparaissent comme des ennemis mortels et doivent être traités comme tels. Constatant cette situation, un général peut témoigner : « Le plus grand défi pour l'armée, c'est que sa force de volontaires s'affronte à un terrorisme inconnu. La plupart des soldats en sont maintenant à leur troisième ou quatrième engagement au combat, et un rapport de l'armée montre que leur santé mentale se détériore chaque fois plus (7). » Un déserteur en arrive à déclarer : « J'ai fait assez de recherches pour arriver à la conclusion que ce qui arrive en Irak n'est pas l'équivalent de la seconde guerre mondiale mais seulement un massacre... Nous ne sommes pas les combattants de la liberté qu'on imaginait. » Un médecin militaire de haut rang pose la question à un autre niveau, qui a des implications beaucoup plus générales que les considérations militaires, mais concerne l'attitude des Américains par rapport au système lui-même : « Comme nation, le niveau de notre santé mentale n'est pas ce dont nous aurions besoin et l'armée souffre du même problème ». Corroborant les réflexions de Clausewitz sur les guerres populaires, voici le commentaire d'un responsable d'un centre psychologique de Fort Wood, se ba-

(7) « General finds suicide a frustrating enemy », *Washington Post* du 22 mai 2008. Le stress autant que les suicides est l'objet des préoccupations de l'armée. Un nouvel organisme, Defence Advanced Research Project Agency, doit analyser le niveau de stress de chaque combattant et dire si celui-ci est ou non en état de poursuivre sa mission. « Wars strain US military capability », Pentagone Report, *Washington Post* du 3 mai 2005. Des témoignages édifiants corroborant tout ce passage proviennent de vidéos tournées clandestinement tout comme des révélations de Wikileaks.

sant sur son expérience : « Les temps changent lentement, on sent l'édifice se fissurer et les militaires émettre des réserves sur les engagements passés et présents », alors qu'un autre psychologue souligne : « Nous sommes arrivés aux limites d'un système. »

D'autres pertes, au-delà des chiffres

Le rapport du nombre de blessés au nombre de tués, qui était de 2,6 lors de la guerre du Vietnam s'élève à 15 (si l'on y inclut tous les participants publics ou privés aux deux guerres Irak et Afghanistan). Et ce dernier chiffre est certainement en deçà de la réalité, car d'une part les victimes de traumatismes psychiques hésitent à se déclarer comme tels et d'autre part, pour éviter d'avoir à verser des pensions, l'armée libère sans aucune prise en charge des dizaines de milliers de militaires traumatisés, alléguant de prétendus troubles psychiques préexistants à leur incorporation.

« L'armée a pris mon mari et celui qu'elle m'a rendu après son retour d'Irak n'est plus le même. Sa personnalité a changé. Il a fallu que nous fassions à nouveau connaissance. Les enfants avaient peur de lui. Il souffre de stress post-traumatique... Il ne peut plus conduire. Il ne supporte plus qu'on le double (8) » (allusion au fait qu'en Irak une voiture qui double peut être occupée par des tireurs et porter la mort). Les témoignages abondent de ces traumatismes qui minent et détruisent les familles ; le nombre d'enfants de militaires présentant des troubles mentaux a doublé depuis le début de la guerre en Irak.

C'est l'ensemble de la vie sociale qui est déréglée et des centaines de milliers de vétérans des deux guerres souffrant de maladies mentales ont quitté la vie militaire et cherchent à réintégrer la vie sociale. Il y aurait ainsi plus de 500 000 ex-militaires parmi les SDF qui dégringolent dans la précarité beaucoup plus rapidement que ce que l'on avait noté pour les vétérans de la guerre du Vietnam (9). On estime qu'un bon tiers de ceux qui reviennent d'Irak se trouvent dans une grande détresse mentale et ont besoin d'un soutien (10). Bien sûr ces troubles s'expriment déjà dans la vie militaire. Un psychologue militaire note : « Ils ne respectent pas les consignes, y viennent saouls ou drogués, ne saluent pas, etc. »

Les soldats revenant d'Irak présentent un taux exceptionnellement élevé de conduites délictueuses dans leur ville de résidence, que l'on peut attribuer à ce qu'ils ont pu vivre dans l'armée, depuis une discipline laxiste par rapport aux exactions jusqu'aux meurtres aveugles sur les lieux de guerre (11).

---

(8) « Invisible blast, indelebile wounds. Explosions of war are racking US troops with brain injuries both subtile and severe », *The Sun, du* 27 juillet 2008 .Un témoignage direct: d'un jeune agent de sécurité : « Beaucoup de ses amis de cette zone ouvrière victime de la désindustrialisation ont signé pour aller en Irak, mais quand ils en revinrent, c'était d'autres hommes. Ils n'avaient plus de relations avec quiconque, se renfermaient, se mirent à boire et fréquentaient seulement des vétérans dans leur genre, manipulaient tout le temps des armes...Ils avaient totalement cessé de fréquenter les centres d'aides psychologiques montés par l'armée pour les vétérans. »

(9) Le taux de chômage des ex-militaires est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. « From serving in Irak to living on the street. Homeless vet number expected to grow », *Washington Post*, 5 mars 2006 ; « Vets return to fight and losing battle for jobs », *The Sun*, 6 décembre 2009 ; « Some soldiers return from war only to battle the system », *Washington Post du* 18 février 2002.

(10) « Veterans report mental distress ; about a third of returning from Iraq seek help », *Washington Post* du 1er mars 2006

(11) « Crime rate of Veterans in Colo. Unit Cited ; soldiers tell newspaper a sharp rise in violent incidents after

Ces troubles traumatiques baptisés PTSD (Post Traumatic Stress Disorder) n'entraînent pas seulement des troubles familiaux et sociaux, des dépressions et autres problèmes mentaux, l'usage de drogues et d'alcool (13) mais aussi des atteintes à sa propre vie et à celle des autres dans des accès de folie. Le militaires de toutes sortes en Irak ou en Afghanistan ou en revenant présentent un taux élevé de suicide ou se livrent à des meurtres individuels ou collectifs contre d'autres membres de l'armée. On a vu réapparaître en novembre 2005 au moins un cas d' une pratique de la guerre du Vietnam le « fragging » dont furent victimes deux officiers. Dans un autre cas à Fort Wood (Texas) une nouvelle recrue en instance de départ pou l'Irak tire dans le tas faisant 13 morts et 30 blessés.

L'armée américaine est particulièrement attentive aux tendances suicidaires chez ses recrues. Toute une batterie de psy a été déployée pour déceler et prévenir les dépressions y conduisant. Mais cela ne semble pas spécialement efficace, puisqu'en juin 2010 un article de la grande presse révélait un taux de suicides au plus haut (13) ; pour chaque suicide, on compte cinq hospitalisations pour tentatives de suicide, sans prendre en compte les drogués de toute sorte victimes d'overdoses ou devant être désintoxiqués.

Les refus des uns et des autres

S'il ne s'agit le plus souvent que d'actes individuels et isolés (ou du moins présentés comme tels), les plus conscients du sale boulot (certains d'entre eux ont peut-être cru au début à leur « mission ») peuvent :

▶ refuser certains ordres en les jugeant suicidaires. Ainsi, en 2008, 24 soldats néerlandais ont refusé d'exécuter un ordre, mais on ne parle pas encore de mutinerie (14) ;

▶ s'arranger par des combines pour ne pas repartir pour un tour à la guerre, c'est particulièrement valable pour ceux de la garde nationale (15) ;

▶ déserter : de 1 569 en 1995, le nombre des désertions est passé à 4 739 en 2001 ; de 2000 à 2006, 3 200 militaires ont déserté (1 % des effectifs engagés, contre 3,46 % dans la seconde guerre du Vietnam), mais en novembre 2010 le nombre de ces désertions aurait triplé. Le problème

Iraq deployment », *Washington Post* du 28 juin 2009. Un vétéran ayant publié après son retour d'Irak, où il a été de 2006 à 2008, un essai, *La guerre est une drogue*, dans lequel il confesse que « tuer n'est pas seulement un acte que je voudrais faire, mais quelque chose dont j'ai réellement besoin pour que je puisse me sentir moi-même ». A cause de cette déclaration il a été pratiquement exclu, des études universitaires qu'il comptait poursuivre suite à son engagement dans l'armée.

(12) « Fort Hood has felt the strain of repeated deployments », *Washington Post du* 6 novembre 2009

(13) *Washington Post* du 17 juillet 2010. Même les recruteurs de l'armée dont le nombre a été multiplié pour boucher les trous dans les programmes de renouvellement des troupes n'échappent pas à cette vague de suicide ("Why are army recruiters killing themselves ? », *Time*-CNN, 2 avril 2009).

(14)« 24 soldats néerlandais refusent un ordre in Afghanistan », *Le Monde* du 3 octobre 2008.

(15) « Thousands on reserve list seek delay or exemption on return to active duty », *Washington Post* du 18 novembre 2005.

de l'asile ne se pose pas, pour les déserteurs d'aujourd'hui, dans les mêmes termes que pour leurs prédécesseurs d'il y a quarante ans. Le Canada n'est plus une terre d'asile et une directive européenne n'autorise à accueillir un déserteur que si le conflit qu'il fuit est mené d'une manière « illégale » au regard du droit international. On se doute de l'attitude des pays européens sur ce point, vu leur engagement dans ces guerres (16).

L'ampleur des problèmes que nous venons d'examiner semble justifier les sanctions relativement légères qui frappent les déserteurs lorsqu'ils se font prendre : alors qu'en temps de guerre, la désertion est punie de mort, les déserteurs repris ne risquent actuellement que des peines de prison de neuf à dix-huit mois.

Un effet boomerang des guerres sans nom

Tout cet ensemble de faits et méfaits et les conséquences de ces guerres font que l'armée a de plus en plus de mal à trouver de nouveaux engagés alors, que par l'effet de pertes de toute nature et l'enlisement des conflits, il devient de plus en plus nécessaire d'envoyer de la viande fraîche massacrer et se faire massacrer. Sans aucun doute la médiatisation, facilitée par l'essor des moyens de diffusion individuels, joue-t-elle un grand rôle dans une résistance diffuse à ces guerres, mais ce serait inverser le problème que de considérer qu'elle est la cause de cette « prise de conscience ». Cela rejoint la constatation que les Américains « ne sont pas à la hauteur » : une guerre ne peut être menée par un Etat que s'il y a un ennemi clairement identifié et un consensus de la majorité de la population (17). Or, c'est loin d'être le cas avec ces deux guerres et cela se traduit d'abord par ces difficultés de recrutement.

Les Etats-Unis se trouvent dans une sorte de cercle vicieux : il leur faut trouver de plus en plus de recrues ; en dehors même de leurs problèmes financiers, ils sont contraints, à cause des facteurs que nous venons d'examiner, d'être de plus en plus « tolérants » dans ce recrutement et de confier à la sous-traitance le plus possible de tâches logistiques et même directement de combat. Le résultat est qu'avec des recrues moins fiables tous les problèmes évoqués se trouvent décuplés et l'on ne peut s'empêcher de penser à la « combustion lente et graduelle » dont parle Clausewitz qui pousse à évacuer le pays afin d'éviter une destruction totale.

On peut voir également les conséquences psychologiques d'ensemble de ces guerres dans une sorte de méfiance diffuse vis-à-vis des vétérans, non seulement dans leurs difficultés d'insertion, mais dans une sorte de peur que, conditionnés comme ils l'ont été, ils ne commettent des actes répréhensibles – ce qui est en partie avéré.

Une des formes de répression globale, à la fois contre les intéressés et contre cette sorte de rejet diffus de la guerre, se trouve dans la pression qu'exercent des officiers chrétiens fondamentalistes pour contraindre les recrues à suivre les offices religieux ; on peut penser qu'il existe un réseau clandestin de ces fondamentalistes tentant d'instrumentaliser la religion comme base d'une guerre sainte religieuse.

(16) AWOL (Absence Without Official Leave) enregistre toutes les absences et pas seulement les désertions. « AWOL in America, when desertion is the only option », *Harper's Magazine*, mars 2005

(17) Clausewitz, *op.cit.* : « Le conflit entre les hommes dépend en réalité de deux éléments différents : le sentiment d'hostilité et l'intention hostile. »

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir élargi, en vain, les critères stricts de recrutement. Le plafond d'âge des engagements a été porté de 35 à 42 ans, les incitations financières multipliées (prime, soins médicaux, enseignement, etc.), la prospection étendue à tous les territoires sous contrôle américain (notamment les îles du Pacifique), l'évaluation de la santé mentale rendue laxiste (18). Le recrutement a toujours été en retard sur les nécessités. La crise et le chômage, habituels pourvoyeurs de chair fraîche pour la guerre, ne contraignent plus les plus pauvres à ces solutions de désespoir (19). Même la partie la plus pauvre de la population, les Afro-Américains, n'est plus « séduite » par des promesses fallacieuses de promotion sociale (20) : ils formaient 23 % des nouvelles recrues en 2000, ils n'en sont plus que 12 % en 2006. Un autre facteur rend difficile ce recrutement sélectif : une armée moderne basée sur l'utilisation de techniques de plus en plus sophistiquées demande des recrues de plus en plus instruites ou tout au moins possédant un certain niveau d'instruction. Il est difficile à l'armée de transiger sur ce point car toutes les tâches subalternes ne requérant que peu de qualifications ont été sous-traitées au privé. Un rapport récent déplore le niveau très bas de ceux qui n'ont fait que des études secondaires : 23 % des postulants sont rejetés parce qu'ils n'ont pas le niveau requis. Cette sélection se superpose à une sélection primaire qui a rejeté 75 % des candidats pour incapacité physique, pour avoir été condamné ou n'être même pas entré dans l'enseignement secondaire (21).

Une des solutions pour parer à ce manque d'effectifs serait de rétablir le service militaire obligatoire. Certains y ont pensé mais cette suggestion a été rapidement rejetée, eu égard à la leçon de la guerre du Vietnam et aux considérations sur le « mental » des Américains, en fait la résistance diffuse à ces guerres (22).

La seule issue est dans la sous-traitance de tout ce qui peut être sous-traité. C'est la première fois dans des guerres de cette importance qu'autant de participants ne sont pas tenus par un engagement direct individuel envers l'Etat impliqué dans le conflit (que cet engagement soit patriotique ou lucratif), mais liés seulement à une société commerciale par le biais d'un simple contrat de travail. Cette sous-traitance concerne d'abord les mercenaires privés dont on connaît mal le nombre et dont les

(18) « Mentally ill sent into conflict », *The Sun* du 15 mai 2006 ; « US Army recruiters finding success in poverty pockets of the Pacific », *The Nation*, 31 juillet 2008.

(19) *Washington Post*, 3 mai 2005. Il y a même un effet boomerang de la crise sur le recrutement. L'armée a toujours proscrit l'engagement des candidats ayant un certain niveau d'endettement, car elle les considère comme vulnérables à la corruption et à la trahison. Le niveau d'endettement actuel de chaque Américain a contraint de relever le seuil de charges admises, mais malgré cela reste une des causes de la faiblesse de ce recrutement « Debt bars increased number of troops from oversea duty », *The Sun*, 20 octobre 2006.

(20) « The number of Blacks joining US military has plunged since the Irak and Afghanistan wars », AFP, 28 juin 2006. Ce fait a des causes complexes, même si l'armée américaine a la réputation d'être une des institutions les moins racistes à cause de la présence de Noirs à tous ses échelons . Le faible taux de recrutement de Noirs est dû plus à la réticence des classes moyennes, les Noirs classe ouvrière fournissant un contingent équivalent à celui des Blancs de même rang social.

(21) « AP News Break : nearly 1 in 4 fails military exam », Associated Press, Yahoo News, 5 janvier 2011. Ce taux est confirmé par un article récent de *The Nation* qui explique aussi que même les candidats ayant un diplôme universitaire échouent car leurs connaissances scientifiques sont rudimentaires, ce qui inquiète les dirigeants du point de vue énonomique.

(22) « The longer we stay in Irak, the more we become an impediment to Iraqi self rule and target for violent attack », *The Sun* du 7 mars 2006.

méfaits défraient régulièrement la chronique (23).

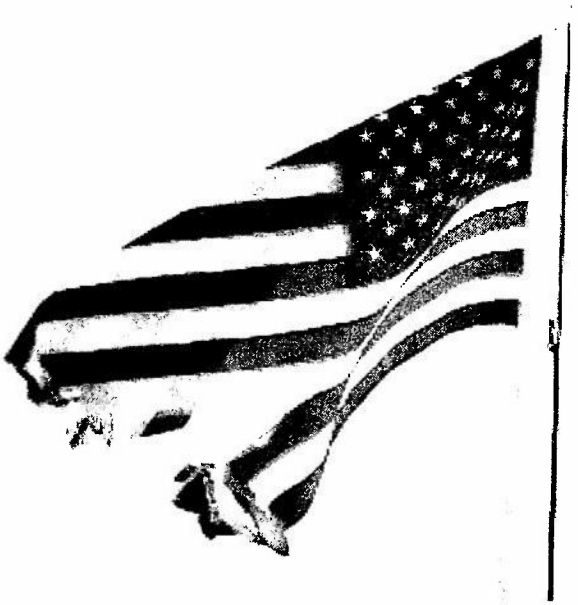
Mais ce ne sont pas les seuls car toute la logistique est de plus en plus assumée, à travers des sous-traitants, par des civils recrutés partout dans le monde avec des procédés particulièrement odieux – avec comme limite l'exclusion des ressortissants musulmans, afin d'éviter des infiltrations d'ennemis (24). Depuis l'Inde, le Népal (10 000 Népalais seraient esclaves rien qu'en Irak) ou les Philippines, les proies sont attirées par des promesses de salaires allant jusqu'à 1 000 dollars mensuels pour travailler dans les émirats... et se retrouvent en Irak, ayant signé des documents auxquels elles ne comprennent rien. Comme ces hommes sont utilisés jusque dans des zones de combat, 22 000 d'entre eux se retrouvent blessés, invalides (on ne divulgue pas le nombre de tués). On sait peu de chose sur les grèves qui ont éclaté en Irak même parmi ces esclaves de ces « guerres modernes ». Mais il est vraisemblable que, là aussi, la médiatisation de ces méfaits tarira cette source de supplétifs de guerre dont le recrutement (pensaient les stratèges politiques) pouvait permettre de surmonter l'impasse de ces deux guerres. Au contraire, en introduisant de nouveaux problèmes, cette politique n'a fait que fermer encore plus les issues.

Au terme de l'ensemble de ces constatations sur le point particulier de l'impact des guerres d'Irak et d'Afghanistan (même si nombre des exemples concernent l'Irak mais peuvent s'appliquer tout autant à l'Afghanistan), sur la population américaine, nous estimons qu'il n'est qu'un élément parmi d'autres facteurs totalement interdépendants . Bien sûr il y a un devenir que personne n'est à même de discerner tant les différents aspects de la crise du capitalisme, dont un seul est présenté ici dans le cadre des Etats-Unis sont pris dans des incertitudes. Précisément, ce qui peut ne paraître qu'un exemple parmi d'autres montre qu'il n'y a pas de solution miracle et que les mesures, prises forcément au jour le jour, pour résoudre un des problèmes spécifiques ne font en fait que l'aggraver.

H. S.

(23) Ils seraient 50 000 aujourd'hui : « In US wars contractors meet escalating violence », *Washington Post*, 16 juin 2007. « En Irak, une guerre très chère et très meurtrière. Un rapport américain dénonce les méthodes de la société de sécurité Blackwater. », *Libération*, 8 octobre 2007. Chaque mercenaire recruté par Blackwater, la plus importante de cette centaine de sociétés (20 000 mercenaires, 10 avions et hélicos) coûte dix fois plus qu'un soldat de l'armée.

(24) L'effort de guerre implique un trafic illicite de travailleurs. Embaucher parmi les plus pauvres du monde (à l'exclusion des musulmans) pour tous travaux subalternes en Irak et Afghanistan, c'est l'essentiel des travaux de KBR filiale d'Halliburton, multinationale des services présidée par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis sous Bush.



Etats-Unis, immigration, exploitation

◆ « Il n'y a pas de problème d'immigration au Etats-unis. Il y a un problème de travail. Dans mon boulot de routier, je travaille sans cesse avec des immigrés, des enfants d'immigrés et des Américains "de souche" (...) Nous ne sommes pas en concurrence mais unis contre les abus du patron... Aujourd'hui, la plupart des syndicats ne soutiennent plus les lois anti-immigrés mais reconnaissent que pour défendre les droits existants il faut que tous les ouvriers en bénéficient. Le problème n'est pas l'ouvrier, mais le patron. C'est le patron qui te prend ton boulot en te remplaçant par un ouvrier sans droits, parce que le politicien a décrété que cet ouvrier était "illégal". La "crise de l'immigration" est fabriquée par les politiciens pour profiter du racisme et par les patrons pour augmenter l'exploitation. Pour maintenir l'exploitation, jamais les patrons n'envisageraient d'embaucher un ouvrier américain concient de ses droits. » Tels sont en substance les propos de Bert, chauffeur dans une entreprise de transports de New York, rapportés dans *Offensive* n°29 (mars 2011) sous le titre : « L'espoir meurt en dernier... Obama, l'immigration et les ouvriers. » D'Obama, il est question parce que certains avaient espéré qu'il abrogerait la loi permettant aux polices des Etats de collaborer avec la police fédérale pour expulser les immigrés ; parce que depuis son arrivée au pouvoir, les expulsions ont augmenté et qu'il ne s'est pas prononcé sur la question des immigrés, par manque de courage politique selon Bert.

Pauvreté chez les riches

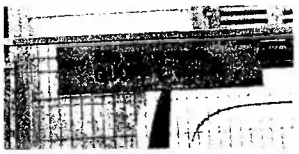
◆ Le n° 375 (février 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, commentant le dernier rapport d'une agence de l'ONU, le Fonds international de développement de l'agriculture, paru en décembre 2010 en espagnol, souligne que la pauvreté ne frappe pas seulement les pays qui paraissent les plus misérables. L'Union européenne compte son lot d'indigents, obligés pour vivre d'avoir recours à la charité publique et privée. « Le monde est immensément riche, le capitalisme le rend pauvre et injuste » et les classes industrieuses sont les premières exposées : 23 millions de chômeurs dans l'ensemble de l'Union européenne, soit 10 % de la population active et près de 5 millions en Espagne, soit 20 % de la population active de ce pays.

A Cuba, encore « plus de la même chose »

◆ Dans le numéro 20 de *Cuba libertaria*, publication en ligne réalisée à Paris (en espagnol) : Le 6e Congrès du Parti communiste de Cuba (PCC) s'est achevé de manière traditionnelle, avec les deux frères Castro chantant *L'Internationale* ; mais en confirmant une « réforme économique » qui introduit dans l'économie « socialiste » cubaine plus d'initiative privée mais moins de « protection sociale de l'Etat ». En d'autres termes : la décentralisation pour faciliter la gestion des entreprises et le travail à compte propre pour réduire les coûts sociaux – la carte de rationnement disparaîtra progressivement –, et en ajustant les emplois de l'Etat (près de 90 % de l'emploi total) en fonction de critères de rentabilité économique. Il est donc question d'une mise à jour capitaliste du modèle « socialiste » cubain avec de nombreuses ambiguïtés et des questions sur l'avenir qui restent ouvertes. Bien sûr, Raúl a réaffirmé qu'il n'est pas question d'abandonner le socialisme mais de le perfectionner sous le nouveau paradigme « socialiste » – de type capitaliste – de « à chacun selon son travail ». Et, comme on pouvait s'y attendre, avec la continuité du pouvoir des Castro, Raúl remplaçant son frère Fidel à la tête de la direction du Parti. Direction formée majoritairement par des généraux historiques, avec la promesse qu'ils ne pourront désormais exercer le pouvoir que durant deux périodes de cinq ans. Aucun pas en avant vers une ouverture politique, vers une participation réelle des Cubains à la gestion de la sphère publique et aux décisions qui les concernent quotidiennement, sans même accéder à la possibilité d'avoir une information plus transparente et un minimum de liberté d'association et d'expression. En bref : plus de la même chose, alors que continue à être plus que jamais nécessaire de se battre pour le socialisme dans la liberté. http://fr.calameo.com/read/00060547064d04e3a2995

Agriculture et paysannerie

◆ *Présence marxiste* n° 86 (avril 2011), « La situation agricole en France – Correspondance et notes de lecture (*La Guerre des paysans, l'Alsace et la révolution du Bundschuh, 1493-1525*, de Georges Bischoff (éd. La Nuée bleue, 2010).



LETTRES DE BARCELONE

Je viens de la place de Catalunya. C'est beau de se joindre à des milliers (10 000 ?) de personnes pour protester et crier des slogans [qui expriment tes envies]. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut faire ça. Les gens restent sur la place toute la journée avec différentes activités et commissions, et à partir du soir commence l'expression manifeste de la rage... Après, le silence règne sur la place, tout le monde (4 000 personnes ?) s'asseoit ; et commence une longue assemblée (de 23 heures à 2 heures) avec échange de paroles, d'idées, de propositions d'action, de réflexions, de choses concrètes pour la sécurité, sur l'organisation de la vie sur la place... C'est beau, cet échange de la parole, sans dirigeants (aucun syndicat ou parti, même minoritaire ou extraparlementaire, aucun drapeau ni enseigne...) et avec toutes les difficultés qu'entraîne un si grand nombre... Bon, les arguments et les revendications qui se proposent sont très variés : ceux qui pensent que des vrais changements ne sont pas possibles dans ce système capitaliste et ceux qui avancent des propositions dans la même logique du système qu'ils discutent ; ceux qui sont pour les médias, dans leur fonction de faire connaître et élargir le mouvement,

et ceux qui veulent bouter la TV hors de la place ; ceux qui croient que maintenant c'est le nombre l'important et ceux qui soutiennent plus la nécessité de l'affinité... Enfin, beaucoup de positions, mais j'ai vu s'exprimer une vraie attention à l'autre ... L'ampleur du mouvement, je ne crois pas qu'elle soit un effet mimétique dû à Internet, à quoi veulent la réduire les analystes des médias. Simplement c'est la contestation d'une même situation de malaise aggravée par les mesures « anticrise » appliquées par le gouvernement dans les pas de la Communauté européenne... : diminution des services dans l'éducation, la santé... diminution des salaires, salaires liés à la productivité... dans une situation de chômage massif (43 % chez les jeunes), à part la corruption, les hypothèques... enfin, on connaît...

La suite ? On veut continuer les assemblées par quartiers.

Ce n'est pas facile de dégager le sens de ce mouvement, hors d'une lecture qui dévalorise tout parce qu'il ne va pas au-delà... hors d'une lecture qui ne considère que le nombre... La discussion va se poursuivre dans *Etcétera...*

Q. S.

Je vais te parler seulement de ce que j'ai vu, je ne me sens pas capable de faire un analyse globale. Ce que je vois est une réaction face à une réforme qui réduit les services publics (santé, éducation, retraites... ; faire payer la crise au peuple).

– En avoir marre de la corruption politique qui vole des quantités immondes d'argent sans punition et des salaires disproportionnés et des privilèges de la classe politique ;

– un malaise à cause du chômage/emploi précaire et de l'impossibilité de payer les hypothèques donnés à l'époque de la bulle immobilière (logement)... ;

– un manque de possibilités de participation aux décisions publiques...

– la diffusion par réseaux virtuels ;

– la médiatisation des événements ;

– beaucoup de petits mouvements qui travaillent depuis longtemps et ont une expérience de lutte ; d'autres gens sans expérience mais qui adhèrent à cause de la situation.

Alors, ça se donne comme le fruit mûr qui

tombe, sans que personne organise et prevoie ce qu'il faut faire... Alors, de plus en plus de gens sur les places. Alors, on s'organise. On fait des groupes de travail selon les besoins. Tout se décide en assemblée. Assemblées des groupes de travail et assemblées générales. Ça, pour moi, c'est une des choses les plus intéressantes : on cherche des stratégies pour mener à bien les assemblées, afin que les décisions soient le plus horizontales possible, les plus représentatives (beaucoup apprennent que cela est possible, d'autres s'exercent depuis des années). On réfléchit sur des contenus, sur ce qu'on voudrait et ce qu'on ne veut pas; aussi sur l'organisation (cuisine, économie, communication, droit, santé, actions...). On fait de plus en plus de sous-groupes de travail pour les contenus, vu la quantité de gens et de sujets : santé, éducation (école/université), logement, droits du travail, banque, fiscalité, direction de l'argent public, libertés communales, participation politique, loi électorale, démocratie directe, droits civils et politiques, environnement, migrations, féminisme, médias, culture...

On refléchit, ça c'est sûr.

Il y a des opinions très diverses sur l'idée du changement qu'on réclame, depuis ceux qui veulent une démocratie plus participative jusqu'à ceux qui disent que personne ne les représente. Depuis ceux qui veulent changer les lois électorales jusqu'à ceux qui cherchent un autre modèle...

L'ambiance est très sympa et émouvante. Aide mutuelle, responsabilité, ouverture, respect, non-violence, imagination, création, travail...

Pour l'instant ça continue.

On a l'idée d'étendre la lutte dans les quartiers afin de pouvoir discuter mieux et décider plus localement, et afin de ne pas perdre la lutte si on ne peut pas continuer sur la place Catalunya. Je pense que c'est un bon plan. On a commencé à collecter des contacts avec des gens qui sont intéressés à faire des assemblées dans notre quartier (plus de 200). (...)

M. S.

ON A L'IDÉE D'ÉTENDRE LA LUTTE DANS LES QUARTIERS AFIN DE POUVOIR DISCUTER MIEUX ■

DE LA MANIFESTATION

FORCES ET LIMITES

De la Tunisie à l'Egypte, du Yémen à la Syrie, de l'Iran à Londres ; de la France des retraites au Wisconsin américain ; de l'Espagne à la Croatie, du Burkina Faso à l'Irlande... l'année qui vient de s'écouler a vu la répétition du même type d'action de masse : des manifestations qui se répètent, regroupant souvent un nombre imposant de protestataires, et dont la répétition, parfois jusqu'à plus d'un mois, n'épuise pas la détermination.

La répression par les autorités en place, dont la gestion du système est contestée en gros et en détail, ne change guère ni la détermination (la Tunisie, l'Egypte en furent des exemples, la Syrie et le Yémen en sont d'autres) ni les objectifs (qui restent un changement de politique voire un changement de ceux qui la promeuvent) ni la méthode d'action (qui reste l'occupation continue ou répétée d'un espace public – un itinéraire de rues ou une place – par le plus grand nombre possible). Dans la plupart des situations que nous venons de citer, la répression avec tous ses degrés de violence (jusqu'au massacre, en passant par des arrestations massives) n'a pas modifié le caractère « pacifique » de la prime action des protagonistes qui, devant l'attaque, en sont réduits à se défendre – mais en général ils ne passent pas à une contre-attaque en sautant délibérément à l'émeute, voire à l'insurrection, visant les lieux même du pouvoir.

Le caractère quasi universel d'une revendication qui se veut avant tout politique (« une vraie démocratie »), traduit une volonté commune d'influer sur les décisions politiques par d'autres canaux que les règles juridiques du régime en place. Mais curieusement, dans la plupart de ces actions, on ne trouve pas la recherche d'un système global impliquant d'autres règles. Au contraire, tout se passe comme si les pro-

tagonistes comptaient sur d'autres, sur une certaine « élite », pour la mise en place de ce qui pourrait satisfaire les motifs de leur intervention dans cette action collective.

Une observation similaire peut être faite quant à l'organisation de ces manifestations. On y trouve un mélange assez paradoxal de suivisme d'organisations existantes légales (dont le caractère conventionnel inspire pourtant une certaine méfiance) et de volonté distincte qui ne s'exprime pas seulement dans la détermination dont nous avons parlé, mais aussi à travers des initiatives individuelles ou collectives de tous ordres, en contradiction avec ce suivisme. Sans doute en a-t-il toujours été ainsi, mais cette sorte de schizophrénie a été beaucoup plus marquée dans les événements récents – quoique avec des différences importantes ; la Tunisie, l'Egypte et le Wisconsin portent cette marque distincte d'initiatives utilisant notamment les moyens de communication modernes.

Cependant, dans aucune des situations relevées, cette tendance à l'initiative de masse n'a été assez forte pour entraîner la formation d'organismes de base sui generis distincts des organisations conventionnelles, organismes assez écoutés et assez nombreux pour pouvoir, par leur fédération et leurs débats, sortir l'ensemble de l'ornière politique dans laquelle ils se sont finalement enlisés. L'exemple égyptien est aussi emblématique de ce point de vue et vient précisément en contrepoint : l'inexistence d'une telle tendance de base (peut-être en partie due à la dure répression du régime en place) a permis à des influences extérieures puissamment organisées (notamment liées aux Etats-Unis) de se substituer à la fois aux partis et syndicats trop liés au régime et aux manifestants, pour jouer un rôle de coordination dans une orientation spécifique qui n'apparut que dans le cours des événements (voir p. 9).

Dans ce contexte, des groupes politiques constitués ou des marginalités activistes ont pu penser jouer un tel rôle de coordination, de discussion et d'intervention pour atteindre le but politique initial. D'où par exemple, pour parler de ce que nous connaissons le mieux, la formation de comités locaux d'action (souvent baptisés interpro) dans le mouvement contre la réforme des retraites en France, comités dont les efforts méritoires ne furent guère récompensés, leur rôle étant fi-

nalement souvent réduit à celui d'auxiliaire des organisations traditionnelles.

Ce qui se passe en Espagne depuis le dimanche 15 mai pourrait redonner espoir à de telles tentatives. Des milliers de manifestants (jusqu'à 60 000) se sont rassemblés dans une cinquantaine de villes espagnoles pour protester contre « le système » et à Madrid pour occuper jour et nuit une place centrale dont ils furent finalement délogés par la police. Ces manifestations et occupations ont été lancées à l'appel d'un collectif – « Les Indignés de la Puerta del Sol » – ayant pour slogan « Sans logement. Sans boulot. Sans retraite. Sans peur » et qui se donne pour tâche de coordonner les efforts pacifiques pour une « vraie démocratie » en utilisant les moyens de communication qui ont fait leurs preuves dans les manifestations des « pays arabes ». Cette manifestation s'est renouvelée le mercredi 18 mai, beaucoup plus imposante malgré son interdiction et l'intention d'une partie des manifestants était de camper sur place. Des manifestations semblables se sont tenues dans d'autres villes d'Espagne et menacent de faire tache d'huile en Italie. Il est certain que cela peut être l'amorce d'un mouvement, similaire en apparence avec celui des révoltes des pays arabes, mais avec d'autres implications et d'autres perspectives – qui ne sont pas clairement apparentes au moment où nous écrivons ces lignes.

Peut-on voir dans cette tentative, qui va déjà au-delà de ce qui s'était produit auparavant et ailleurs, le signe d'un dépassement et d'un approfondissement des limites des manifestations, certes généralisées mais séparées dans leurs cadres nationaux ? Un dépassement polarisant des espérances latentes qui ne parvenaient pas à prendre corps.

Écologie

◆ *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, dénonce dans son n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010) les « Conséquences néfastes du nuage de pollution à Madrid » pour la santé de la population et de la faune urbaines, maux communs aux grandes villes de tous les pays développés.

◆ Le 24 février 2011, le ministère des Travaux publics a annoncé le début des réquisitions des terrains nécessaires à l'extension du Train à grande vitesse. Une centaine de personnes se sont rassemblées dans la mairie d'Hernani pour perturber les procédures d'expropriation, selon le n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ La Confédération nationale du travail espagnole appelle « A une consommation responsable » dans le n° 377 (avril 2011, millésimé par erreur 2010) de son organe *CNT* à l'occasion de la 3e Semaine contre les OGM, du 11 au 17 avril, et de la Journée internationale paysanne du 17 du même mois. Plutôt que d'aller se faire bronzer sur la plage à cette période des vacances de Pâques, la CNT proposait à ses lecteurs de se rendre à Valence, en Espagne, siège de la chaîne Mercadona, où ce syndicat anarchiste soutient depuis longtemps des travailleurs, principalement des femmes, en conflit à propos de leurs conditions de travail.

Education

◆ Un entretien avec des membres du collectif La Fila de atrás (Le Dernier Rang) pour une pédagogie libre et anti-autoritaire dans le n° 375 (février 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : « Au dernier rang : "cet endroit de la classe à l'écart de l'œil qui voit tout" ». Un collectif de Madrid qui a déjà publié quatre numéros d'une revue du même nom et plusieurs hors-série à propos de ses expériences d'éducation à l'autonomie. Une conversation à bâtons rompus sur l'abandon par les mouvements sociaux et les syndicats

Manifestations contre la réforme des retraites

Un avant-goût du mouvement du 15 avril (voir p. 51).

◆ « La retraite à 67 ans, une des agressions majeures à nos droits dans l'histoire récente » titre en première page le n° 375 (février 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. Plusieurs articles à l'intérieur de ce numéro font état de manifestations en Espagne contre l'accord entre le gouvernement et les syndicats Commissions ouvrières (proche des communistes) et Union Générale des Travailleurs (proche des socialistes) pour repousser l'âge du départ en retraite alors que les conditions de travail ne cessent de se précariser. La CNT espagnole dénonce « un faux débat à propos de la crise du système des retraites » ; Daniel Albarracín, sociologue et économiste, rappelle dans un article en deux parties (deuxième partie dans le n° 376 de mars de *CNT*) que les dépenses de l'Etat pour les retraites ne sont pas les plus importantes comparativement, par exemple, aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches, que si la pyramide des âges s'inverse invariablement le chômage touche un nombre important de ces jeunes qui pourraient, à condition d'avoir du travail, participer par leurs cotisations au renflouement des caisses de retraites, que de toutes les façons même en contrat à durée indéterminée un salarié ne reste, en moyenne, pas plus de quinze ans dans une entreprise, etc.

◆ « Les manifestations contre la réforme des retraites et les coupes dans les prestations sociales se sont poursuivies durant tout le mois de février » en Espagne, selon le n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010) de CNT.

des questions de pédagogie par rapport au début du XX^e^ siècle et la récente résurgence de ces questions : Fila de atrás se félicite de l'intérêt que la Confédération nationale du travail porte à son travail, mais ne voudrait pas qu'il se limite à une comparaison avec le modèle de l'Ecole moderne de Francisco Ferrer i Guardia (1859-1909), extrêmement populaire dans les milieux anarchistes en Espagne (voir en français *Sol Ferrer, La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer. Un martyr au XX^e^ siècle*, librairie Fischbacher, 1962 ; et Hem Day, *F. Ferrer, sa vie, son œuvre*, éditions Publico, sans date). Contact : www.enlafiladeatras.wordpress.com (en espagnol)

Métro de Madrid

◆ Après vingt et un jours de grève, la lutte des employés du nettoyage dans le métro de Madrid s'est terminée, le 6 janvier 2011, par un accord entre syndicats et employeurs. La CNT et SUT, les deux syndicats qui avaient appelé les premiers à la grève, ont refusé leur signature non pas tant parce que cet accord ne répond pas à toutes les revendications des travailleurs, mais surtout parce qu'il contient une clause dite « de paix sociale », prohibant tout mouvement revendicatif jusqu'en 2012, selon le n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, qui souligne toutefois le nombre des grévistes (1 500), leur unité, leur combativité et leur solidarité.

Les techniques ne sont pas neutres

D'un camarade de la Drôme (avril 2011)

« J'ai lu, dans les autres courriers *[d'*Echanges *n° 135]*, qu'un autre postier vous avait envoyé une critique pertinente sur la souffrance au travail ; je suis en totale adéquation avec son analyse sur la souffrance au travail et je critique aussi la position des syndicats qui ne s'attaquent pas aux réels problèmes de l'exploitation capitaliste ; je souhaiterais entrer en contact avec ce postier (...).

J'ai été très satisfait de voir qu'*Echanges* avait fait un effort pour mieux faire connaître, à travers l'article de Philippe Godard et celui concernant la technique, ces différents courants politiques minoritaires très critiques vis-à-vis des nouvelles technologies (comme PMO par exemple) ; depuis la fin du XIX[e] siècle, diverses critiques dans le monde développé (Lewis Mumford, William Morris, John Zerzan, Ted Kaczinsky aux Etats-Unis ; Gilbert Keith Chesterton, George Orwell en Angleterre ; Eugène Huzar, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, François Partant en France) ont fort justement démontré que les techniques ne sont pas neutres et qu'elles n'ont pas à être clivées du rapport social d'exploitation dans l'analyse de l'économie capitaliste.

Malheureusement, ces analyses furent étouffées par les dogmes irrécusables du marxisme orthodoxe (la croissance indéfinie des « forces productives » !) et de certains courants anarchistes proches de ces derniers. Il aura fallu attendre un siècle, avec la crise du capital apparue dans les années 1970 avec des préoccupations sociales plus écologiques, pour que ce que nous appelons maintenant les « luddites » (en lien avec les anciens briseurs de machines à l'aube de l'industrialisation) (1) puisse être redécouvert et compris comme une alternative possible, non pas au sein du capitalisme comme le voudrait les réformistes écolos bobos mais, à la place du capitalisme. Fraternellement.

P. M.

Les technologies, c'est le contraire de l'autonomie

D'une camarade de Lyon, mars 2011.

J'ai lu et apprécié votre article sur l'édition numérique. Comme j'ai auparavant lu le dernier numéro de *Notes et morceaux choisis* aux éditions La Lenteur intitulé « Ecole, la servitude au programme », que je vous recommande chaleureusement (...), je tenais à réagir au vôtre (pour en remettre une couche !).

« L'idée d'émancipation et les ouvrages

(1) Voir « Le luddisme », *Echanges* n° 113 (été 2006) et « La Révolte luddite, briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation, *Echanges* n° 120 (printemps 2007).

qui se consacrent à la propager sont en diminution ou en voie d'extinction. Sans que cela dérange qui que ce soit : [...] » Au contraire, il y a des gens que cela dérange, sans doute pas assez nombreux et relativement isolés. En tout cas assez inaudibles : ce qu'ils disent ou écrivent est accueilli par un silence assourdissant et ils sont très vite taxés de technophobie et de conservatisme, justement.

Je fais personnellement partie des « vieux » (plus de soixante ans), je ne me plains pas de ne plus rien comprendre (bien que je n'aime pas ce que je vois), je crois trop bien comprendre au contraire. Quant à comprendre Internet, qui peut s'en vanter sans être un « spécialiste » ? Et c'est bien là un des problèmes posés par les technologies en général et celle-ci en particulier : tout le monde est sommé de les utiliser sans rien y comprendre. C'est le contraire de l'autonomie, et il n'y a pas d'émancipation possible sans autonomie. Or tout concourt à nous priver d'autonomie. Qui la désire encore ? C'est si fatigant et on a déjà tant de soucis ! Les technologies numériques ne font qu'enfoncer un clou de plus dans le cercueil de notre autonomie, après le nucléaire (l'actualité prouve, s'il en était encore besoin, que la gestion du nucléaire ne peut être qu'opaque et très autoritaire sans parler du danger qu'il représente), les transports routiers omniprésents et autour desquels tout a été organisé (sans parler de la géopolitique qui va avec), l'agriculture industrielle, les nanotechnologies et les médias toujours prêts à nous vendre le tout sous le nom de « progrès » (de même que les partis politiques).

Il y a plus de trente ans que *l'Encyclopédie des Nuisances* analyse ces problèmes. Les éditions La Lenteur s'y emploient aussi, et je me reconnais dans ce courant de pensée. Je n'ai pas lu Nicholas Carr, mais j'ai lu Lewis Mumford et Günther Anders. Ce que j'en ai retiré pourrait se formuler grossièrement ainsi : si on tire sur un fil, il faut être prêt à défaire la trame. Il faut aussi avoir fait l'inventaire ; savoir dans quel monde on vit, ce qu'on en refuse et ce qu'on voudrait. Tout se tient et il faut être prêt à aller au bout de cette logique : qu'est-ce qui favorise l'autonomie et l'émancipation et qu'est-ce qui s'y oppose et dont il convient de se débarrasser ?

Non, autrefois ce n'était pas forcément mieux, mais il y a eu des moments dans l'histoire où la lutte pour l'émancipation de l'humanité était envisageable, il y a eu des opportunités manquées et aussi des défaites, et il est important de se réapproprier cette histoire avec une tournure d'esprit critique et dialectique. C'est ce que se gardent bien de faire les livres publiés à grand bruit médiatique et l'histoire officielle.

Parce que l'Homme se distingue en partie des autres espèces par sa culture, je ne peux pas m'empêcher de citer ici (un peu longuement) Lewis Mumford dans *Les Transformations de l'Homme* (Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris 2008) :

> « Mais la culture posthistorique va plus loin : elle tend à automatiser toutes les activités, qu'elles soient stériles et serviles, ou créatrices et indépendantes. Même le jeu et le sport doivent en fait être normalisés et se voir appliquer le principe du moindre effort. Au lieu de considérer que le travail est un bon moyen pour façonner une personnalité plus hautement individualisée, l'homme posthistorique cherche plutôt à dépersonnaliser le travailleur, le conditionnant et l'adaptant afin qu'il s'intègre dans les méthodes impersonnelles de production et d'administration. Le conformisme totalitaire jaillit de la machine, et s'impose dans tous les secteurs qu'elle en-

Illustration du dossier « Savoirs pour s'émanciper » d'Offensive n° 29 (voir p. 65).

vahit : la procédure standardisée exige un comportement standardisé. Et le phénomène ne se limite pas aux États officiellement totalitaires (p. 168),

et p. 171-172 :

« L'homme moderne s'est déjà dépersonnalisé si profondément qu'il n'est plus assez homme pour tenir tête à ses machines. »

« L'homme posthistorique, disposant des immenses ressources de la science, a si peu confiance en lui qu'il est prêt à accepter son propre remplacement, sa propre extinction, plutôt que d'avoir à arrêter les machines ou même seulement à les faire tourner à moindre régime. En érigeant en absolu les connaissances scientifiques et les inventions techniques, il a transformé la puissance matérielle en impuissance humaine : il préférera commettre un suicide universel en accélérant le cours de l'investigation scientifique plutôt que de sauver l'espèce humaine en le ralentissant, ne serait-ce que temporairement. »

Et enfin, p. 173-174 :

« Avec le développement à venir des systèmes cybernétiques [...], l'homme posthistorique est sur le point d'évincer le seul organe humain dont il fasse quelque cas : le lobe frontal de son cerveau.

En créant la machine pensante, l'homme a fait le dernier pas vers la soumission à la mécanisation, et son abdication finale devant ce produit de sa propre ingéniosité lui fournira un nouvel objet d'adoration : le dieu cybernétique.

L'automate ayant atteint la perfection, l'homme deviendra complètement étranger à son monde et sera réduit à néant – le règne, la puissance et la gloire appartiennent désormais à la machine. Plutôt que d'établir une relation riche de sens avec la nature pour obtenir son pain quotidien, il est condamné à une vie de bien-être sans effort, pour peu qu'il se contente des produits et des substituts fournis par la machine. Plus exactement, ce bien-être serait sans effort s'il n'imposait pas le devoir de consommer exclusivement les produits que la machine lui livre sans discontinuer, quel que puisse être son degré de satiété. L'incitation à penser, l'incitation à sentir et à agir, en fait l'incitation à vivre, auront bientôt disparu. »

Bien entendu, tout le monde n'en est pas encore là, mais l'économie triomphante s'y emploie partout, elle vise à imposer partout sa géniale technologie en détruisant tout sur son passage, de même qu'elle s'emploie à façonner une humanité capable de s'y adapter en détruisant « l'ancien monde » et donc les seules bases arrières des réfractaires. Comme vous le dites : « Qui l'emportera : la technologie ou la raison ? » Avec l'accélération de tout, le combat est déjà bien mal engagé pour l'humanité. A moins que ...

A. G.

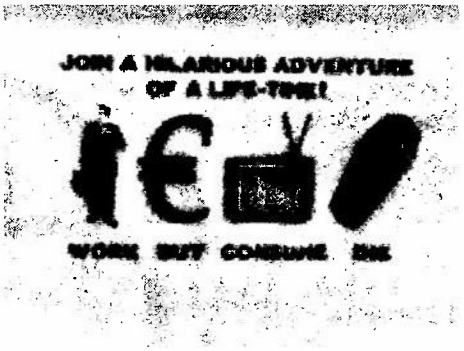
France

Retours sur le mouvement contre les retraites

◆ Dans le n° 29 (mars 2011) d'*Offensive*, le trimestriel de l'OLS (Offensive libertaire et sociale), un encart de quatre pages consacré au mouvement social de l'automne 2010, *Débattre en retraite*. « Tout ça, c'est la faute aux syndicats ? » : « Comme à chaque mouvement, écrit l'OLS, les syndicats sont désignés comme responsables de l'échec. Mais si cette vérité est la mieux partagée du mouvement révolutionniare, pourquoi en sommes-nous encore à la ressasser ? » : une réflexion sur la faiblesse des AG interpro. « Récit d'une grève ordinaire », témoignage d'un jeune cheminot. « Quelques limites du mouvement » : le mouvement dit « de l'automne 2010 » avait commencé au printemps, mais les vacances l'ont interrompu et ont fait perdre deux mois à la mobilisation ; « La quantité n'est pas la qualité » : le mouvement s'est enfermé dans la question « Combien serons-nous dans la rue aujourd'hui ? » ; une critique que l'OLS mène à son terme en affirmant« des actions menées par des minorités radicales et déterminées ont parfois plus d'effets émancipateurs que certains mouvements de masse ! »... éternelle tentation de l'avant-garde.. ; « Le problème n'est pas l'âge de la retraite, mais ce qui la rend désirable » : « Comment, demande l'OLS, le travail a-t-il pu devenir répugnant au point que le départ à la retraite soit envisagé par beaucoup comme enviable ? »

« La mémoire courte » : l'OLS regrette que le mouvement ait ignoré la critique de la technologie, les tentatives de « réappropriation du savoir », « l'extension des liens directs producteurs-consommateurs »...

◆ *Paradoxes en automne* : en dix pages, un récit et une analyse du mouvement contre la réforme des retraites –« L'enjeu réel pour les centrales syndicales n'est pas la défense des retraites par répartition [mais] leur rôle même de partenaires sociaux » ; « un mouvement en trois temps » : grandes manifestations dont « le seul acteur réel est l'intersyndicale », puis exigence d'une grève reconduite et apparition des lycéens, enfin le reflux et la remise au boulot ; on trouve dans ce texte des réflexions sur les médias (« les critiquer ne suffit plus, la situation devient plus intéressante quand on commence à s'en passer »), sur l'usage des manifestations par les lycéens (« le niveau de vio-



lence, le choix des lieux... dépendent alors des participants eux -mêmes »), et bien sûr sur le blocage de l'économie, qui « ne pose pas de perspective » : « le blocage ne dit rien sur l'évidente nécessité de détruire, de se passer de l'économie ». Ce texte repris sur de nombreux blogs et sites Internet se termine par une sorte d'appel : « Ce qu'il reste ? La nécessité de maintenir le climat le plus propice au business. C'est la seule fonction de l'Etat. Et le seul souci de la bourgeoisie. Sans alternative, ni aménagement possible, le seul objet réel de la lutte est alors la destruction du capital comme rapport social. Et le saut dans l'inconnu. »
http://reposito.internet-down.org/analuyses/paradoxes.pdf
Et une adresse de courriel : akbaretjeff@riseup.net

◆ Dans le n° 14 (avril 2011) de *Négatif. (voir p. 66)*, « Un automne en queue de poisson », un essai pour comprendre comment les manifestations de l'automne 2010 contre la réforme des retraites ont pu mobiliser tant de monde dans les rues et s'apaiser après quelques tours et puis s'en vont : « C'est avant tout comme un effondrement du crédit accordé aux classes dominantes qu'il faut interpréter le mouvement de protestation de l'automne 2010. Cette défiance concerne les partis de droite comme de gauche, qui jouent chacun leur rôle dans la fabrique du consentement (...). »
D'autres opinions suivent à propos de cette « fabrique du consentement ».

L'hôpital

◆ *La Gazette des sociétés et des techniques* n° 60 (janvier 2011), « Faut-il avoir peur de l'hôpital ? » (copies à Echanges).

Théorie

Anarchisme

◆ *Courant alternatif* n° 209 (avril 2011) : une critique du post-anarchisme : « Le discours des cultural studies et de la queer theory ne se cantonne pas aux sermons des stars de campus américains mais altèrent les mouvements de contestation sociale. Avec le bavardage postmoderne, les micro récits remplacent le projet révolutionnaire d'une émancipation universelle. Les luttes de genres priment sur la lutte des classes. La dénonciation de l'universalisme abstrait prime sur la critique de la marchandise concrète. Les projets de libération universelle sont réduits à la domination du "mâle, européen, blanc, hétéro normé". En revanche, si des coupables sont désignés aucune perspective libératrice ne se dessine. »

« Résistances cachées, discrètes ou anonymes »

◆ *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne* (éd. Amsterdam, 2008, 270 p., 22 €) , de James C Scott (professeur de science politique et d'anthropologie à

Yale University) : « Qu'y a-t-il de commun entre les dissidences religieuses qui ont précédé la guerre des paysans en Allemagne avant la Réforme, les rituels populaires d'inversion comme le carnaval dans l'Europe médiévale, le Festin de Krishna dans la société hindoue ou les saturnales de la Rome antique, les formes d'insubordination ouvrières (freinage, sabotage, "perruque") des sociétés industrielles, ou encore les promenades quotidiennes qui rassemblaient des milliers d'habitants de Lodz, dans la Pologne du général Jaruzelski, sortant spontanément à l'heure du journal télévisé officiel en portant leur chapeau à l'envers ? Pour James C. Scott, ces formes d'actions au-delà de leur apparente diversité relèvent d'une même catégorie: celle des formes de résistances cachées, discrètes ou anonymes, que les groupes dominés peuvent opposer aux pouvoirs économiques, politiques et religieux. Elles renvoient à une forme "infra-politique" de protestation qui se développe à l'abri des regards et du contrôle du pouvoir et qui constitue la façon la plus courante de critiquer l'ordre social dans les sociétés où les groupes subalternes ne peuvent pas exprimer publiquement leur désaccord. » (Présentation du livre de James C. Scott sur http://www.nonfiction.fr/article-2240-resistances_souterraines.htm)

Voir aussi http://www.fabula.org/actualites/j-c-scott-la-domination-et-les-arts-de-la-resistance_28337.php

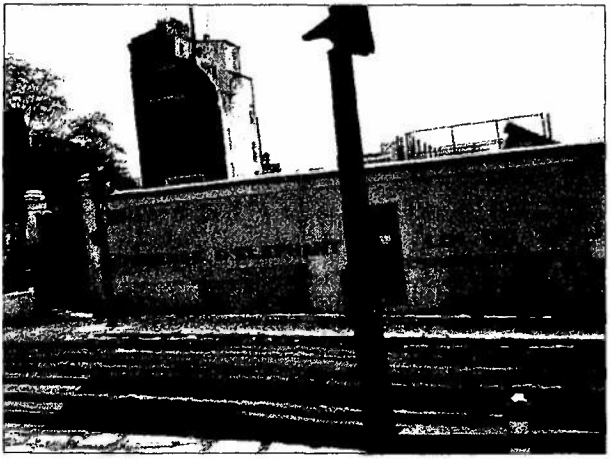
« *Le son de la technopole* »

◆ *Techno, le son de la technopole,* de Pièces et main-d'œuvre

94 p., 8 €

Une charge contre la techno, musique née dans les cités industrielles désaffectées (Detroit, Manchester, Düsseldorf, Berlin, Sheffield...), elle serait, selon ses laudateurs, « la bande sonore d'un monde imaginaire où l'homme tirerait profit de la machine plutôt que de s'y aliéner. » Pour Pièces et main-d'œuvre, qui combat à Grenoble les nouvelles technologies et notamment les nanotechnologies parce qu'elles participent à l'événement d'un monde totalitaire (« planifié, hyperorganisé, soumis à la tyrannie technologique), « les beats électroniques accompagnent l'émergence du capitalisme high-tech, son projet de monde hors-sol et sa fabrique de l'homme-machine post-moderne »...

Ainsi l'ex-adjoint à la culture de Grenoble, aujourd'hui chargé de la sécurité, « s'est-il pris de passion pour le breakbeat, le sampling et le cut : une esthétique vendeuse pour attirer dans la "Silicon Valley" française la petite et moyenne bourgeoisie technicienne



adepte des rendez-vous festifs ».
http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=315

« Savoirs pour s'émanciper »

◆ « Savoirs pour s'émanciper », c'est le titre du dossier du n° 29 (mars 2011) du trimestriel *Offensive*. A travers la critique du mythe de l'accès immédiat à la culture par Internet – alors que surfer ne signifie ni qu'on sache naviguer dans l'accumulation des références, des informations et des erreurs accessibles par un clic, ni que l'on apprenne à travers le zapping à se concentrer sur un texte, un sujet... (voir dans notre dernier numéro « Quelques réflexions sur le futur du livre », et dans ce numéro la rubrique « Correspondance », p. 59) – et de l'« éducation et la formation tout au long de la vie » (voir notre n° 109 [été 2004] : « De l'adaptation permanente à l'emploi à la gestion des situations de crise de l'emploi »), et le rappel historique de tentatives d'éducation « autonomes » (« Education populaire, histoire d'une domestication », « Le savoir autogéré », « La passion de l'étude des anarchistes individualistes », le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal, « Les Bourses du travail espaces d'éducation »...), *Offensive* tente de cerner un espace où l'acquisition de connaissances soit reliée au « mouvement social » et à l'esprit de classe : « A la fin du XIX[e] siècle, l'éducation populaire, c'est la dimension culturelle du mouvement ouvrier ».

◆ Abordant des sujets proches du thème de ce dossier, deux articles de ce même numéro 29 (mars 2011) d'*Offensive* :« Les "cultures urbaines"au service de la paix sociale », qui rappelle que cette appellation officielle, apparue dans les années 1980, recouvre la récupération par les administrations et l'urbanisme de pratiques sauvages et détangeantes : graff, hip-hop, tags, rap...(...) Mais pourquoi et comment de nombreuses personnes se glissent-elles sans rechigner dans les costumes ridicules qu'on leur tend ? », acceptant d'intégrer un spectacle à la niaiserie souriante d'où toute dimension politique est évacuée ? L'illusion de participer et de s'engager dans la collectivité au nom du citoyennisme est-elle la seule réponse ?

« Repenser le progrès »

◆ Dans le trimestriel *Offensive* n° 29 (mars 2011), une contribution de 1965 d'Ignazio Silone à la critique de l'idéologie du progrès. « Le lien qu'on supposait entre développement technique et liberté s'est révélé inexistant », affirme l'écrivain italien, indiquant que, contrairement à ce que pensait Engels dans *l'Anti-Duhring*, la diminution du temps de travail n'a pas fait que « tout le monde » prenne part « aux questions générales, théoriques et pratiques, de la société ». Silone met en garde contre la nostalgie des formes dépassées de l'économie, qu'il ne s'agit pas de réhabiliter. « L'homme s'est libéré des travaux serviles grâce à la technique ». mais, ajoute-t-il, « quand la technique tend à son tour à asservir, elle perd son innocence et devient nocive. Et l'Homme a le devoir de la freiner sans craindre de paraître réactionnaire » (extrait de *Sortie de secours*, éd. Del Duca, 1966, épuisé).

Rosa Luxemburg...

◆ Dans le n° 15 (mars 2011) de la revue de tendance marxiste-luxemburgiste *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses*

Aux sommaires...

◆ Quatre numéros de *Sans frontières Calais*, publication en ligne créée en novembre 2010, sont parus. http://sansfrontieres-calais.blogspot.com/

◆ *Brasero* n° 01 (février 2011) ; revue anarchiste caennaise : « Le mouvement des retraites », « La lutte des Panavi », « Les luttes antinucléaires à Caen », « Résistance anarchiste italienne ». braserocaen@gmail.com

◆ *Pègre et Glose , revue pour une théorie pratique de la guerre sociale,* n° 1 : « Voyage en pègre inconnue », « Introduction à la réappropriation du feu », « Sur le nihilisme en Grèce », « Mouvement social et maintien de l'ordre », « La guerre sociale contre la guerre civile » – http://www.fichier-pdf.fr/2011/03/18/pegre – pegre-glose@rieup.net

◆ *Pour la suite du monde,* n° 1 (printemps 2011) : « Des vœux et des figues pour la décennie », « Contre la démocratie représentative », « Antiglossaire ».
Interco Lozère, BP 45, 48000 Mende – tract « la fureur énergétique »

◆ *Les habitants de la Lune* n° 5 « Qu'on les pende tous ! » leshabitantsdelalune@yahoo.fr (copie à Echanges).

◆ L'un d'entre nous a pris récemment connaissance par un ami du n° 14 (avril 2011) d'un bulletin irrégulier et gratuit, *Négatif.* Le collectif à l'origine de ce bulletin mêle considérations sur l'actualité et réflexions sur la révolution. Dans ce numéro spécial de 44 pages, « Un automne en queue de poisson », sur les manifestations de l'automne 2010 contre la réforme des retraites (voir p. 63). Et un dossier intitulé « Entre poésie et Révolution » qui dresse, en plus d'une vingtaine de pages, un bilan, dans « une perspective marxienne, libertaire », des rapports parfois antagonistes, parfois complémentaires, entre avant-gardes artistiques et politiques aux XIX[e] et XX[e] siècles : « car, en dépit des échecs des révolutions prolétariennes, d'autres révolutionnaires continuèrent à sillonner les sentiers incertains de la critique radicale (...) ». Contact : georges.ouden@gmail.com ; *Négatif* ne donnant pas d'adresse postale, adresser toute lettre à Echanges qui transmettra.

◆ *Gavroche* n° 166 (avril-juin 2011) : « Les "pirates" contre Hitler : la résistance des jeunes Allemands » ; « Antoine Cyvost, premier martyr de l'anarchie » ; « Alexandre Dumas et son journal *Le Mois* à la conquête de la Deuxième République » ; « Félix Juven, patron de presse et éditeur à la Belle Epoque » » ; « Les Enragés, un courant radical dans la Révolution française » ; « Avec vous pour la révolution : Jack London (1876-1916) ».

◆ *Correspondance* n° 1 (janvier 2011) : douze pages anonymes et gratuites, au mode de diffusion aléatoire, pour parler de livres : *L'insurrection qui vient* (« On retrouve dans ce texte les travers d'un monde qu'il veut quitter »), *Tsiganes* de Jan Yoors, et *Les Révolutions du Mexique,* d'Americo Nunes. – BP 18, rue des Tanins, 07380 Lalevade.

pour la conquête de la démocratie et de l'égalité : « 5 mars 1871–5 mars 2011 : Rosa Luxemburg aujourd'hui », une commémoration de la naissance de Rosa Luxemburg il y a cent quarante ans qui définit « l'actualité de la pensée et de l'action de Rosa Luxemburg en 2011 » comme suit : « c'est la participation au mouvement réel pour l'autoémancipation des travailleurs, c'est défendre en toutes circonstances la démocratie révolutionnaire, ce qu'elle appelait la "démocratie socialiste" ».

Critique sociale ignore apparemment les doutes de plusieurs biographes de Rosa Luxemburg, dont Helmut Hirsch, auteur de *Rosa Luxemburg,* éd. Rowohlt, 1969, qui écrivait p. 7 : « La date de naissance [de Rosa] ne sera jamais tout à fait éclaircie » ;

Dans ce même numéro, la reprise d'un article de Boris Souvarine d'avril 1933, à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de Karl Marx, « Anniversaire et actualité », sur l'inactualité des critiques de Marx qui ignorent tout de sa pensée.

...et Karl Liebknecht

◆ Dans le n° 16 (avril 2011) de la revue de tendance marxiste-luxemburgiste *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* : un compte rendu d'un ouvrage récent sur le procès de Karl Liebknecht en 1916 (Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, *A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! Le procès Liebknecht,* éd. de L'Epervier, 2011) et « Souvenirs sur Karl Liebknecht » d'un anonyme dans *L'Humanité* du 3 février 1919. A l'occasion du 140e anniversaire de la Commune de Paris de 1871, « Maurice Dommanget sur la Commune », reprend quelques passages de la brochure de M. Dommanget (1888-1976), *La Commune et les Communards,* parue en mai 1947 en supplément à la revue *Masses,* animée par René Lefeuvre (1902-1988), le fondateur des éditions Spartacus. Tous les numéros de *Critique sociale* sont disponibles sur leur site Internet : www.critique-sociale.info

Julian Borchard et Victor Considérant au prisme de « Présence marxiste »

◆ Nous avons reçu de Robert Camoin, rédacteur de la revue *Présence marxiste,* une brochure de 74 pages en format A4 intitulée *Place et rôle de Julian Borchardt (1868-1932) dans les I.S.D.* (février 2011), sans indication de prix, et une plaquette de 79 pages, *Le Socialisme petit-bourgeois de Victor Considérant (1808-1893),* suivi de : *Les Buchéziens* (janvier 2011), vendue au prix de 7 euros. La première parle plus de Lénine que de Borchardt dans leurs relations au moment des conférences des opposants à la guerre de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et de Kienthal (24-30 avril 1916). La plaquette sur Victor Considérant n'a pas besoin d'être présentée : son titre en dit tout le contenu d'une vision anachronique de l'histoire.

S'adresser à Robert Camoin, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux.

Guy Debord

◆ Dans *A contretemps* n° 40 (mai 2011) : « Généalogie d'une époque : l'écart situationniste », des souvenirs d'Alain Segura qui, lycéen en 1966, fut amené par René Riesel à rencontrer Debord et la surréaliste Marianne Van Hirtum ; et « Actualité de Guy Debord : du scandale à la gloire, et vice-versa », à propos du dernier volume de la *Correspondance,* des *Enregistrements*

magnétiques (1952-1961) et de *Visages de l'avant-garde 1953*.
a-contretemps@wanadoo.fr

Feu sur l'ultra-gauche

◆ Dans *Article 11* de janvier-février 2011, un texte de Serge Quadruppani, « Tombeau pour l'ultra-gauche historique » : « l'autonomie des luttes et des organes qu'elles produisent spontanément (comités de grèves, "interpros", assemblées générales, coordinations...) ne saurait garantir que s'amorce le dépassement. Nécessaire mais non suffisante, l'autonomie est une forme qui ne garantit pas la richesse du contenu. »
Certes, la question est utile. Mais la conclusion ne paraît guère consistante : « C'est ici que nous entrons dans un débat où l'ultra-gauche historique ne peut plus servir à grand-chose : dans l'état actuel du monde, que faut-il détruire, transformer, ramener à la vie ? Quelles richesses voulons-nous partager ? »

Histoire

Paco Gomez

◆ *Le Suspect de l'Hôtel Falcon*, de Charles Reeve et Raul Ruano Bellido (éd. L'Insomniaque), évoque la vie de Paco Gomez (1917-2008), qui fut un combattant de la guerre d'Espagne puis participa en France à Socialisme ou Barbarie, à ICO...). (Voir *Echanges* n° 124, p. 74.)

1953 : lutte de classe contre le bochevisme

◆ *Juin 1953, insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est.* Brochure reprenant trois textes :
« Emeute à Berlin. Les journées de Berlin-Est racontées par des anarchistes qui y prirent part (*Contre-courant* n° 11, 1953 » ; « L'insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est. Lutte de classe contre le bolchevisme », de Cajo Brendel (Echanges et Mouvement, s. d., par ailleurs toujours disponible à Echanges) ; « Signification de la révolte de juin 1953 en Allemagne orientale », de A. Vega (*Socialisme ou Barbarie* n° 13, mars 1954).
Textes compilés par Hobolo : hobolo@no-log.org

Catalogues

◆ *Kate Sharpley Library, bulletin* (en anglais) : n° 65 (février 2011), nécrologie de Miguel Garcia ; dans le n° 66 (avril 2011), « The many lives of Marc Chernyak ». www.katesharpleylibrary.net

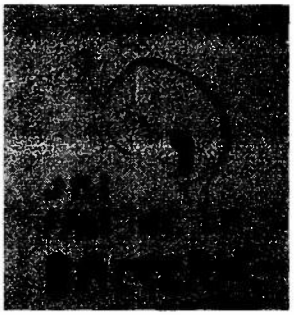
◆ Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation (CATS) à Caen : mise en ligne de traductions qui peuvent être librement téléchargées sur le site http://ablogm.com/cats

On y trouve :

– *Italie 1918-1922: Les Arditi del Popolo.* Une petite histoire des milices populaires qui ont combattu les fascistes italiens : la naissance, le développement et le déclin du premier groupe anti-fasciste au monde.

– *La Question sociale.* Court texte d'une féministe autonome, Mabel Bellucci, sur la maison d'édition La Question sociale, qui diffusa en Argentine de nombreux textes anarchistes destinés aux femmes à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècle.

– *Anarchosyndicalisme, FORC et IWW au Chili.* Texte sur l'histoire de l'anarcho-syndicalisme chilien, de l'émergence du mouvement au déclin des années 1950, en particulier à travers



l'étude des deux plus grands syndicats révolutionnaires du pays, les IWW et la FORC.

– *L'Anarchisme au Paraguay.* Texte sur l'émergence de l'anarchisme au Paraguay et sur l'écrivain libertaire espagnol Rafael Barrett qui y vécut et marqua l'histoire culturelle de ce pays.

– *« L'acratie fera justice à la femme. »* Un court texte et une biographie de Teresa Claramunt, militante anarchiste espagnole qui défendit très tôt des positions féministes

– *Pionnière post-révolutionnaire. L'anarchiste María Luisa Marín et le mouvement des locataires de Veracruz.* Récit d'une grève des loyers longue et agitée, menée par les prolétaires de Veracruz au Mexique dans les années 1920, lutte où des femmes révolutionnaires et libertaires, jouèrent un grand rôle

– *1951 : Grève générale à Barcelone.* Récit de la grève générale de Barcelone, en plein franquisme.

– *1939-1945 : Les Pirates de l'Edelweiss.* Récit sur des mouvements de la jeunesse antinazie, mouvements issus de la classe ouvrière et qui combattirent le régime hitlérien.

– *1921 : La Mutinerie de Maslakov et les makhnovistes du Don.* Un récit de la mutinerie déclenchée par Gregory Savelievich Maslakov, membre de l'Armée Rouge, qui en janvier 1921 refusa avec son détachement d'attaquer les makhnovistes.

– *1920 : le soulèvement de Sapozhkov et l'Armée de la Vérité.* Un court récit de l'insurrection menée par Sapozhkov, membre de l'armée rouge, contre le gouvernement bolchevique en 1920.

– *La Mutinerie de Fomin dans la région du Don, 1920-1922.* Un récit du soulèvement de Fomin, un cosaque rouge qui mena finalement une révolte contre les bolcheviks dans la région du Don.

– *Le Soulèvement de Kolesnikov.* Un récit du soulèvement contre les bolcheviks, mené par Ivan Kolesnikov qui, comme Fomin, était un ancien membre de l'Armée Rouge.

Venezuela : révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien
Rafael Uzcátegui
Spartacus, cahier n° B181 (février 2011)

RAFAEL UZCATEGUI, rédacteur au périodique anarchiste *El Libertario* de Caracas, a rédigé en 2010 un réquisitoire contre Hugo Chávez, président du Venezuela depuis 1998, et contre ses partisans vénézuéliens et étrangers, dans un ouvrage intitulé *Venezuela, la revolución como espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno bolivariano*. Une traduction vient de paraître aux éditions Spartacus, *Venezuela : révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, cahier n° B181 (février 2011) d'après une version américaine de Chaz Bufe (Sharp Press, janvier 2011). Là où l'original, et sa version en anglais, portaient pour titre « la révolution comme spectacle », le français s'est métamorphosé en question « révolution ou spectacle ? » sans que l'on sache, malgré une note préliminaire du traducteur, pourquoi cette traduction française n'a pas été faite d'après l'original espagnol, ni les raisons de ce changement de titre.

Rafael Uzcátegui critique dans son ouvrage les gauchistes, écologistes et altermondialistes qui font allégeance à Chávez, souvent par ignorance. Alors qu'il suffit de ne pas regarder ce que Chávez dit mais de regarder ce qu'il fait, selon l'ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela entre 1998 et 2003, John Maisto, les intellectuels, eux, ont choisi de regarder ce qu'il dit (p. 172). L'aveuglement des gauchistes de tous bords, du Chiapas du sous-commandant Marcos, à la Bolivie d'Evo Morales et au Brésil de Lula, nous en ont apporté confirmation sans qu'il y ait à s'en réjouir ; les questions posées par les luttes contre la société capitaliste sur le continent américain, aussi bien au Nord qu'au Sud, ne pouvant être effacées d'un simple coup de gomme sous prétexte qu'elles dépassent les conflits de classes

traditionnels, en Europe, parce qu'elles impliquent plusieurs couches de la population et, parfois, plusieurs races ou ethnies.

En trois parties : « La vie quotidienne au Venezuela bolivarien », « L'excrément du diable » et « La politique bolivarienne », *Venezuela : révolution ou spectacle ?* apporte des éléments concrets, soutenus par de rigoureuses références, respectivement sur le quotidien des Vénézuéliens, en particulier des couches les plus pauvres, sur l'usage de la rente pétrolière par l'Etat et la pénétration des conglomérats pétroliers mondiaux au Venezuela malgré la rhétorique chaviste, enfin sur une analyse de cette rhétorique qui ne veut, ni ne peut, s'opposer à la mondialisation de l'économie.

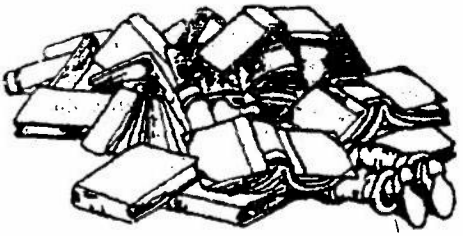
Le diagnostic est convaincant : « Pris de vertige devant des situations nouvelles, nombreux sont ceux qui ont préféré s'accrocher aux bouées illusoires de vieilles croyances discréditées » (Conclusion, p. 251). Mais on sait que les meilleurs médecins ne sont pas toujours ceux qui se soignent le mieux ; selon Rafael Uzcátegui, le marxisme (qui va des maoïstes aux situationnistes en passant par les trotskystes et les communistes) fait partie de ces illusions ; l'anarchisme, non. Opinion fabuleuse pour un ouvrage historique.

J.-P. V.

◆ Les hispanophones qui s'intéressent à la question du socialisme du XXIe siècle et au rôle de Chávez au Venezuela pourront compléter la lecture de l'ouvrage de Rafael Uzcátegui par celle de l'entretien que Nelson Méndez, professeur à l'université centrale du Venezuela, et rédacteur au journal *El Libertario* (à l'instar d'Uzcátegui), a accordé à *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole dans le n° 376 (mars 2011, millésimé par erreur 2010). L'intervention de Nelson Méndez lors des Journées du CeNTenario X Congreso, intitulée « Movimientos sociales en el arduo camino de la autonomía » (Mouvements sociaux sur le chemin ardu de l'autonomie) se trouve sur le site www.nodo50.org/ellibertario (en espagnol).

◆ Rappelons l'article rédigé par un membre de notre collectif publié dans le n° 123 d'*Echanges* (hiver 2007-2008), « La chanson de Chávez, paroles latinas sur musique nord-américaine ».

◆ Dans *A contretemps* n° 40 (mai 2011), une recension du livre de Rafael Uzcátegui.



La Commune de Paris 1870-1971

Descommunardsyahoo.fr
3euros

UN GROUPE DE CAMARADES qui signe «des communeux» (tout en donnant l'adresse de courriel descommunards@yahoo.com) consacre une brochure de 140 pages à un événement maintes fois narré et analysé, mais sous un éclairage nouveau, tranché et prolétarien. Au rebours de l'abondante historiographie de la Commune, ce groupe ne voit dans le gouvernement parisien élu à la suite du 18 mars qu'une des deux

fractions bourgeoises soucieuses d'annihiler la force des prolétaires armés des faubourgs de la capitale.

La Commune ne fut pas « spontanée » ; l'insurrection connut une longue maturation, commencée déjà sous l'Empire de Badinguet. La fin des années 1860 a vu de nombreuses grèves, en Allemagne et dans d'autres pays comme en France. Elles furent ici parfois durement réprimées comme à La Ricamarie (Loire) –14 morts en juin 1869 – ou à Aubin (Aveyron) – 17 morts en octobre). Pourtant la bourgeoisie doit parfois céder des augmentations de salaires, le prolétariat gagne en force et en union, et les groupes radicaux s'éloignant du prodhonisme alors dominant élargissent leur audience.

Il se crée en France en 1870 quatre sections de l'International (AIT, fondée en 1866) à Paris, Rouen, Marseille et Lyon.

La déclaration de guerre de juillet 1870 ne change pas la situation : « le prolétariat, écrivent "les communeux", ne se laisse pas aller dans le bourbier du nationalisme. » Cela ne durera pas. C'est un des intérêts de ce texte de rappeler que les ennemis du prolétariat ne lui sont pas extérieurs : ce sont le nationalisme et, pour reprendre les mots de la brochure, le démocratisme et, alors, le communalisme.

Les militants ne sont pas les derniers à en être empoisonnés : Blanqui confond dans son journal *La Patrie en danger* lutte nationale et lutte sociale, et l'AIT salue la république bourgeoise, ignorant l'invasion de la Chambre des députés (palais Bourbon) le 4 septembre, après la défaite de Napoléon III à Sedan, par un mouvement insurrectionnel venu des quartiers ouvriers, et que Jules Favre saura détourner en imposant la proclamation de la république à l'Hôtel de Ville, sur le modèle de février 1848.

Passons sur les événements – nombreux – du 4 septembre au 28 janvier 1871, date de l'armistice : « Officiellement, on désarme. Dans les faits, le prolétariat reste sur le pied de guerre. On peut dire que les tensions entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exacerbent. »

Là encore, cependant, la grande majorité des militants révolutionnaires se perdent dans le parlementarisme, participant aux élections du 8 février. Le prolétariat agira donc sans eux, pour son propre compte : en février et mars, la Garde nationale s'empare de canons et de fusils, de cartouches, de poudre, attaque la prison de Sainte-Pélagie, tandis qu'à plusieurs reprises l'armée fraternise avec elle. Lorsque le gouvernement supprime la solde des Gardes nationaux, ceux-ci décident de « se fédérer ». Mais ce mouvement d'autonomisation n'est pas assez fort et la création du Comité central de la Garde nationale canalise les énergies et rétablit la logique militaire, la discipline, la hiérarchie...

Le 18 mars, la réaction prolétarienne à la tentative gouvernementale de récupérer les canons de la garde nationale se fera en dehors du Comité central. Le mouvement de fraternisation est puissant. La brochure estime que la réussite du soulèvement parisien « est le résultat de la continuité donnée par des militants révolutionnaires » à l'activité organisatrice au sein des Comités de vigilance, clubs, bataillons rouges, Francs-Tireurs et autres associations prolétariennes.

Le texte balance tout au long entre les deux termes de cette contradiction que d'une part le prolétariat gagne en autonomie, s'insurge, mène l'insurrection, d'autre part qu'à un certain point son action est freinée, que des institutions, qu'il s'est données ou que la bourgeoisie a construites, l'encadrent et le canalisent, ou lui barrent la route.

Ainsi dès le 18 mars le Comité central temporise, laisse les troupes quitter Paris, n'arrête pas les ministres et ne poursuit pas Thiers et les députés jusqu'à Versailles., n'occupe pas le Mont-Valérien. Et s'organisent les élections du gouvernement de la Commune, décrit ici comme une « fraction bourgeoise » : « Le gouvernement Thiers vise l'écrasement du prolétariat insurgé avant toute réorganisation de l'Etat, tandis que le gouvernement de la Commune tente la concorde sociale par la mise en avant d'un programme de réformes à coloration socialiste, humaniste, pour endormir le prolétariat. Leurs fonctions sont complémentaires. »

On le voit : pour les communeux, la Commune est loin d'être « la forme enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. » Au contraire. La célèbre formule de Marx n'est même pas citée dans leur brochure. N'avoir pas pris la Banque de France n'est pas une « erreur », mais une attitude conforme au respect de la propriété privée et à la nature démocratique de ce gouvernement. Il en va de même des célèbres décrets de la Commune, généralement cités pour leur contenu révolutionnaire mais dont les limites sont le plus souvent occultées : les loyers ne sont pas annulés, mais seulement les trois derniers termes ; la réquisition des logements vacants resta inappliquée ; le Mont-de-Piété n'est pas aboli, et si après de longs atermoiements on décrète que les prêts inférieurs à 50 francs pourront être dégagés gratuitement, les actionnaires seront indemnisés ; le travail de nuit des boulangers est interdit, mais la suppression des placeurs (par lesquels devait passer tout ouvrier pour être embauché) est oubliée...

Face au gouvernement de la Commune, le prolétariat n'est pourtant pas inactif – il s'exprime dans les clubs ou dans certains journaux. Un texte exhumé par cette brochure, adressé à un membre du Comité central par « un vieil hébertiste », le rappelle : alors qu'à l'Hôtel de Ville on entend « des paroles surannées de respect, de droit, de probité, de décence ». « En ce moment, il n'y a qu'un droit, c'est celui du prolétaire contre le propriétaire et le capitaliste, du pauvre contre le riche et le bourgeois, du déshérité depuis des siècles contre l'aisé et le jouissant », mais il peine à imposer son point de vue et se débat dans cette contradiction : « Une certaine lucidité quant à la fonction de ce gouvernement et de l'autre une incapacité à rompre avec tout ce fatras légaliste et à s'organiser pour imposer ses besoins élémentaires. »

L'impéritie militaire (illustrée par la malheureuse sortie du 3 avril, puis par les autres

défaites qui s'ensuivirent) s'accentue et quand le 1er mai est institué un Comité de salut public, celui-ci, « en accaparant l'initiative de la solution à donner, renforce l'attitude passive du prolétariat».

Ainsi le gouvernement de la Commune a-t-il mené une politique de désarmement des prolétaires, qui ne pouvait mener qu'à la défaite sanglante.

Reste le fait, pourtant, que le prolétariat parisien a imposé un rapport de forces qui a menacé l'Etat ; que les soldats ont fraternisé, dans un premier temp.Quant aux soldats meurtriers de la Semaine sanglante, ils étaient soigneusement encadrés, empêchés dans leurs casernes de tout contact avec la population, apeurés car eux-mêmes menacés d'être abattus par leurs supérieurs.

Restent aussi les interrogations sur le rôle des militants – blanquistes et internationaux s'étant souvent trouvés du côté de la contre-révolution, par patriotisme, par légalisme...

La brochure des communeux consacre de nombreux paragraphes à l'idée de « parti » – qui, pour ses auteurs, n'est pas une organisation politique mais « se manifeste, en un lieu et une période donnés, par la présence dans la lutte d'un condensé des expériences de lutte du prolétariat, concrétisé en une force organisée visant à défaire l'ennemi de classe et à imposer la dictature des besoins humains ».

Et dans leur préface, les auteurs demandent : « Comment nous organiser contre l'Etat pour en finir une bonne fois pour toutes avec la guerre permanente de la bourgeoisie contre le prolétariat ? » L'étude de la Commune s'inscrit bien sûr dans cette interrogation. D'où l'importance pour eux d'affirmer qu'il n'y a pas de « spontanéité du prolétariat » que les militants, par leurs présence et activité, viendraient corrompre ou détourner de ses objectifs ». Leur solution, c'est qu'il n'y a pas d'extériorité par rapport au mouvement, que les militants sont aussi « une expression du mouvement ».

Si les militants sont des prolétaires, il n'y a en effet pas d'extériorité... Mais les organisations deviennent vite extérieures aux couches sociales qu'elles prétendent représenter.

F. M

BROCHURES DISPONIBLES

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le III^e^ Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXI^e^ siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

***Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*),**

recension bimensuelle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM,* mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org